

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SOMME

FONDS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA  
SOMME, DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT

---

Création et activité

1983-2019

Répertoire numérique détaillé

206 W

établi par  
Inès GUÉRIN, Attaché administratif

sous le contrôle scientifique de  
Élise BOURGEOIS, Conservatrice du patrimoine, directrice adjointe

*Amiens, 2023*

# SOMMAIRE

---

Introduction	page 5
<i>Présentation du versement</i>	
<i>Communicabilité</i>	
Sources complémentaires	page 24
<i>Bibliographie</i>	
<i>Archives</i>	
Répertoire numérique détaillé	page 31
Transfert Direction Départementale de l'Équipement et Filière Infrastructures	page 31
Acte II de la décentralisation	page 32
Transfert RNIL (Route Nationale d'Intérêt Local)	
Évolution organisationnelle de la Direction Générale Adjointe	
Transfert du Parc départemental de l'Équipement	page 36
Voirie départementale	page 36
Visites 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> Commissions	
Réunions FRTP (Fédération Régional des Travaux Publics)	
Dossiers d'opérations	page 37
Routes	page 37
Autoroutes	page 43
Aire de la baie de Somme	page 46
Transport	page 53
Généralités	page 53
TGV et lignes ferroviaires	page 54
Ligne TGV Roissy-Picardie	page 55
Contrat de Plan Etat-Région	page 56

Aéroport	page 57
Projet de troisième aéroport international	page 57
Plateforme aéro-industrielle de Haute-Picardie	page 58
Déploiement du numérique et des télécommunications sur le territoire	page 60
Interreg II et III	page 61
Canal	page 63
Concession et transferts de propriété	
Section Offoy – Saint-Simon	page 64
Exploitation et utilisation	page 65
Canal Seine nord Europe	page 66
Ports en Baie de Somme et littoral	page 67
Gestion des ports	page 67
Ports de pêche et de plaisance	page 67
Conseil portuaire	page 68
Digue des bas-champs	page 68
Valorisation et protection du littoral	page 70
Etudes sédimentologiques	page 72
Travaux d'aménagement	page 72
Saint-Valery-sur-Somme	page 73
Aménagement de la côte picarde	page 74
Bateau baliseur Somme II	page 75
Protection du littoral	page 76
Inondations	page 77
Sites de la Grande Guerre	page 82
Historial de la Grande Guerre	page 82
Classement et valorisation	page 89
Commémorations de la Première Guerre mondiale	page 90
Mémorial de Thiepval et Centre d'accueil et d'interprétation	page 90
Bâtiments départementaux	page 92
Samara	page 93

Bus Jaune

page 94

Aménagement du territoire

page 94

# INTRODUCTION

---

## Présentation du versement

Le versement 206 W a été réalisé le 9 juin 2020 par la Direction générale adjointe Équipement du département du Conseil départemental de la Somme à la suite du départ en retraite de son directeur, Alain Petitjean, en juin 2019. La préparation du versement a été confiée à Mélanie Ricaux, diplômée du Master Métiers des archives à l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV) d'Amiens. Les six mois de vacation ont permis l'élimination de 49,91 mètres linéaires d'archives ainsi que la description, l'analyse, le tri et l'organisation de 20 mètres linéaires de liasses versées aux Archives départementales et l'identification de 8 mètres linéaires de dossiers vivants conservés par la nouvelle direction. Environ 10 mètres linéaires de dossiers restaient encore à traiter au moment du versement.

Le fonds 206W représente donc au moment du versement 30 mètres linéaires et 14 ml après reprise. Les dossiers techniques se trouvant dans les services ou chez les partenaires et transmis pour information ont été détruits. Les dossiers techniques comportant des notes, un avis, une intervention ou un positionnement du DGA (Directeur Général Adjoint) ont été conservés afin d'illustrer son rôle au sein des négociations ainsi que l'évolution des décisions prises.

La mission de la Direction Générale Adjointe en charge de l'équipement du Département consiste à assurer la mise en œuvre des politiques départementales en matière d'exploitation, de maintenance et de modernisation des infrastructures départementales (routes départementales, canal de la Somme et Somme canalisée, ports maritimes de pêche et de commerce en Baie de Somme) et des bâtiments départementaux, d'aménagement numérique du territoire et de politique maritime.

Avant son départ et pour l'aide au traitement de ce fonds, le directeur a élaboré un plan de classement permettant l'organisation logique des dossiers, repris en partie dans ce classement. Il a également effectué un enregistrement d'environ une heure et demie, détaillant point par point la genèse et le développement des dossiers qu'il a suivis. Ce témoignage a été retranscrit par la secrétaire de direction, Sylvie Guyart. Il a été fait le choix de l'insérer en titre de présentation du versement.

Contextualisation par Alain Petitjean daté du 11 juillet 2019 :

### **1 – Organisation**

#### 1-1 – Transfert DDE et Filière Infrastructures

En 1988, le Département a fait le choix de remettre sous l'autorité fonctionnelle du DDE les effectifs qui lui avaient été transférés dans le cadre de l'acte I de la décentralisation, à l'exception de quelques agents qui ont effectivement rejoint le Conseil général. Cette situation a fait l'objet de relations contractuelles de nature « client - fournisseur » entre le Département et la DDE.

Au fil du temps, les effectifs départementaux au sein de la DDE, dont le nombre n'a pas varié, a évolué en fonction des souhaits de la DDE de sorte que lorsqu'est arrivé le moment d'opérer le transfert effectif des services de la DDE, à la fois les services du siège concernés par l'acte I de la décentralisation, et les services territoriaux des subdivisions et des centres d'exploitation routière concernés par l'acte II, la loi Libertés et responsabilités locales, Les agents départementaux au sein de la DDE exerçaient des missions souvent très éloignées des compétences départementales. Il y a

donc eu un travail important de remise en ordre lors de la création de la Filière Infrastructures et le personnel concerné par le transfert a dû candidater dans le cadre d'un processus collectif d'affectation sur la base donc de profils de poste et d'une organisation que le Département avait définie avec l'appui d'un cabinet de consultants « SETEC Organisation ».

### 1-2 – Transfert du Parc départemental de l'Équipement

Comme prévu par la loi Libertés et responsabilités locales, le transfert du Parc de l'Équipement s'est fait dans un deuxième temps. Il est intervenu dans la Somme le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et a porté sur l'intégralité des effectifs du Parc malgré le fait qu'une partie de ces effectifs travaillait pour le compte d'autres clients que le Département.

C'est la raison pour laquelle le Département à cette occasion a souhaité maintenir la possibilité, notamment pour les Communes, les Communautés de Communes, de recourir au Parc de l'Équipement pour bénéficier de prestations à titre payantes dans le cadre d'un barème de prestations défini par l'Assemblée départementale. Ce fut donc le budget annexe « Parc départemental » qui subsiste encore aujourd'hui même si le volume des prestations réalisées pour le compte de tiers a considérablement diminué.

Le transfert du Parc donc a donné lieu à la création au sein de la Filière Infrastructures de deux nouvelles agences : l'Agence Travaux spécialisés pour tout ce qui est activité de travaux publics exercés en régie et l'Agence Matériels qui a regroupé la partie transférée du Parc de l'Équipement et l'ancien garage départemental de la rue Le Matre pour former sur le site de Glisy donc une entité « entretien des flottes de véhicules ».

### 1-3 – Fusion SIG – CBD

En 2015, le Conseil départemental a décidé de réunir le service « SIG » de la collectivité et un service qui avait des fonctions analogues au sein de la Filière Infrastructures intitulé le service « Cartes et bases de données ».

Cette fusion a donné lieu à des échanges qui ont conduit à localiser les services fusionnés, placé sous la direction de l'ancien chef du service d'information géographique de la rue de la République, de le localiser à l'Espace Industriel Nord dans le cadre d'un aménagement de bureaux, qui a été concerté avec les agents.

### 1-4 – Nouvelle carte CDER et nouvelle organisation viabilité hivernale

Dans le cadre du document « Refondation » élaboré à l'automne 2015, la décision a été prise de passer d'un réseau de centres d'exploitation routière assurant une proximité géographique mais avec un effectif au sein de chaque centre qui pouvait parfois tomber à 2 ou 3 agents, donc de passer de cette carte de 35 à une carte de 18 CDER (Centres départementaux d'exploitation routière), destinée à permettre à ces centres d'avoir une vraie consistance avec un effectif cible de 8 agents et de 2 encadrants.

Cette carte a été élaborée en concertation avec les équipes concernées et la décision donc a été de mettre en place cette organisation en une fois, le 1<sup>er</sup> septembre 2017, avant que les aménagements des bâtiments permettant ce regroupement de 10 agents sur un même site ne soient réalisés, de manière à avoir une organisation certes un peu moins confortable pour les agents mais facilitant les missions d'exploitation routière.

La nouvelle organisation de la viabilité hivernale a été définie sur la base de cette nouvelle carte de 18 CDER et comme le prévoyait « Refondation » en assurant la conduite des engins de service hivernal sans accompagnateur de manière à assurer un temps de rotation des agents en période d'intempérie prolongée qui ne dépasse pas une astreinte d'une semaine sur trois.

Cette viabilité hivernale sans accompagnateur a été précédée d'un dunsh marking auprès de quelques Départements de l'Est de la France qui avaient une antériorité dans cette pratique et ce qui a permis de compléter l'équipement des camions, notamment par un système de chaînage automatique permettant une meilleure adhérence en cas de verglas et outre l'équipement de géolocalisation qui préexistait un système de caméra arrière permettant au conducteur de superviser l'épandage de sel à l'arrière de son véhicule. Un ensemble des dispositions ont par ailleurs été prises pour que la phase la plus dangereuse de ces opérations de viabilité hivernale, à savoir le chargement ou le rechargement du camion en sel, se fassent toujours avec deux agents présents soit par concomitance de deux circuits partant du même centre et donc les deux chauffeurs se supervisant mutuellement, soit lorsqu'un seul circuit se faisait au départ d'un centre, la présence du responsable d'intervention au centre lors d'opérations de chargement.

Cette disposition concernant la viabilité hivernale a été contestée devant le Tribunal administratif d'Amiens par un des syndicats, la CGT, et le Tribunal administratif a donné raison au Département, depuis la CGT a fait appel de ce jugement devant la Cour administrative d'Appel de Douai.

### 1-5 – Évolution organisationnelle DGA ED

A la faveur du départ à un an de distance des 2 Directeurs de la Filière Infrastructures, telle qu'elle avait été organisée en 2007, Roland Caron, le premier, en mai 2018, le Directeur du Développement des Infrastructures et, en juin 2019, Dominique Vaillant, le Directeur de l'Entretien des Infrastructures, différents scénarios ont été élaborés allant du statu quo à l'évolution qui a été retenue par le Président et validée par le Comité technique de la collectivité en juin 2018. Il s'agit de passer d'une organisation fondée sur une distinction des métiers, le métier de moderniser les infrastructures d'une part, le métier d'entretenir et d'exploiter les infrastructures d'autre part, donc ça c'était la philosophie de l'organisation mise en place en avril 2007, de passer à une organisation par type d'infrastructures, qui distingue d'une part donc la Direction des Routes et d'autre part, la Direction du Fleuve et des Ports.

Cette organisation n'a toutefois pas conduit à modifier la structure des services pré-existants sauf de manière marginale, c'est ainsi que la Direction des Routes conserve les services de la Direction du Développement des Infrastructures qui ont donc vocation à apporter des prestations d'ingénierie et des prestations de travaux pour le compte de la nouvelle Direction du Fleuve et des Ports dans cadre de relations contractuelles que les 2 directeurs concernés devront bâtir.

Cette organisation est donc en place depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

## **2 – Voirie départementale**

### 2-1 – Le transfert des RNIL

L'État donc a souhaité en 2015 couper les branches mortes du réseau national, à savoir ce qui était appelé les routes nationales d'intérêt local, dans la Somme. L'épuration s'est finalement limitée à 260 km de routes qui le plus souvent étaient doublées par des autoroutes gratuites ou à péage. Ces 260 km conservaient pour autant un rôle important dans le réseau routier de 4 400 km pré-existants et ce transfert n'a pas porté sur la RN 25, la liaison Amiens – Doullens – Arras dans la mesure où cette route nationale n'était pas encore doublée d'autoroute et il s'avère qu'elle ne le sera jamais, ce qui n'empêche pas d'ailleurs dans le cadre de réflexions en cours sur une nouvelle étape de décentralisation d'envisager que cette RN 25 Amiens – Doullens – Arras rejoigne le réseau routier départemental.

Une particularité de ce transfert des RNIL, c'est que les moyens consacrés antérieurement par l'État, en termes d'entretien et de modernisation de ce réseau, ont été transférés au Département mais sans tenir compte d'une particularité, à savoir qu'à la veille du transfert, l'État avait décidé de reconstruire un pont qui traverse le Canal du Nord à Péronne sur l'ex-RN 17 -RD 1017 et aucun moyen supplémentaire n'avait été prévu pour permettre au Département de financer ces travaux. Une négociation s'est alors engagée au niveau du Cabinet du Ministre de l'Équipement de l'époque pour

finalement obtenir une subvention spécifique représentant les 2/3 du montant des travaux imposés par l'État.

## 2-2 – Visites 4<sup>ème</sup> Commission

En réalité, il s'agit des visites qui étaient organisées par les services de l'Administration départementale avec la Direction départementale de l'Équipement jusqu'en 2007 pour permettre aux élus de la 3<sup>ème</sup> Commission, puis à partir de 2008, me semble-t-il, de la 4<sup>ème</sup> Commission, nouvelle numérotation, afin de leur permettre donc de prendre connaissance des chantiers en cours et aussi des chantiers envisagés ou prévus.

Le rythme de ces visites s'est ralenti pour tenir compte d'une assiduité toute relative des membres de la Commission compétente.

## 2-3 – Réunions FRTP

Le Président du Conseil départemental et le Président de la 3<sup>ème</sup> puis de la 4<sup>ème</sup> Commission ont toujours souhaité avoir chaque année, normalement au printemps, une occasion d'échanges avec la profession des travaux publics, à la fois sur les notes d'évolution des marchés publics de la collectivité, les techniques innovantes que la profession pouvait mettre en œuvre, la possibilité d'ouvrir les consultations donc à cette perspective à des variantes, et aussi les crédits consacrés par le Conseil général puis le Conseil départemental aux travaux d'infrastructures suite au vote de chaque Budget primitif.

Ces réunions FRTP, suivies d'un déjeuner avec le Président, étaient aussi l'occasion, restent l'occasion d'échanges informelles entre les élus membres de la Commission compétente, les services du Conseil départemental et le Président lui-même du Conseil Général puis du Conseil départemental.

## 2-4 – Dossiers d'opérations

Donc là, il s'agit d'opérations diverses d'importance variable qui ont donné lieu à des mises au point et à des courriers échangés ou à des notes avec la DDE.

# **3 – Canal de la Somme et la Somme canalisée**

## 3-1 – Concession et transferts de propriété

Le Département a négocié à partir de 1988 avec la Région Picardie la possibilité pour celle-ci de se faire octroyer par l'État un transfert de compétences dans le cadre duquel elles conventionneront avec le Département pour que ça soit ce niveau départemental qui exerce la réalité des compétences régionales. Ce système a été préféré à une concession telle qu'elle a été aussi possible directement de la part de l'État au profit du Département dans la mesure où le Département aurait dû dans ce cadre financer le personnel d'exploitation, alors que dans le cadre d'un transfert de compétences à la Région, la Région bénéficiait des services de la DDE pour pouvoir mettre en œuvre cette compétence et la convention de concession Région - Département devait permettre de faire bénéficier le Département de cette mise à disposition du personnel DDE. Donc c'est ce qui s'est effectivement passé et donc un décret en 1992 a opéré le transfert de compétences État – Région et simultanément une convention de concession a été signée entre la Région et le Département. Depuis 1992, c'est donc le Département qui exerce toutes les compétences sur le Canal de la Somme et la Somme canalisée, toutes les compétences en tout cas dévolues à la Région.

La Loi Liberté et responsabilités locales du 13 août 2004 a permis de faire évoluer ce dispositif vers plus de simplicité, à savoir un transfert de propriété du domaine public fluvial du Canal de la Somme et de la Somme canalisée, donc de l'écluse de Sormont exclue jusqu'à l'écluse de Saint-Valery-sur-Somme incluse. Ce mécanisme a été mis en place et a abouti à un transfert effectif de propriété par arrêté préfectoral en novembre 2006.

Lors de ce transfert qui coïncidait avec les compétences régionales de 1992, l'écluse de Sormont, qui est l'écluse d'entrée sur la voie navigable décentralisée, était restée compétence de de l'État puis de VNF<sup>1</sup> et donc propriété de VNF, une négociation s'est engagée pour que l'écluse en question puisse être transférée au Département et c'est ce qui s'est passé en avril 2015.

### 3-2 – Section Offoy – Saint-Simon

Cette section a été fermée à la navigation par l'État et VNF en 1993 suite à un rapport d'inspection générale montrant que la sécurité des usagers n'était plus assurée et avec l'engagement que VNF mettrait en œuvre sur une durée d'environ un an donc en vue d'une réouverture en 1994, une voie navigable donc qui assure la jonction entre le Canal du Nord et le Canal de Saint-Quentin, donc une voie navigable après travaux de sécurisation. Malheureusement, les travaux de sécurisation n'ont pas été à leur terme. Je fais erreur, je pense que les dates 1993, 1994 sont en réalité 2003, 2004. Je m'explique : VNF avait commencé les travaux d'ailleurs, avait notamment modernisé et réhabilité les quatre écluses présentes sur cette section mais s'est arrêté dans son élan, dans la mesure où la Loi Libertés et responsabilités locales se profilait et que cette voie navigable n'ayant pas d'intérêt national, il n'y avait pas vraiment d'intérêt à poursuivre les travaux de réhabilitation tant qu'un reprenneur de cette voie navigable n'aurait pas été identifié.

De nombreuses délibérations formant vœux ont été adoptées par l'Assemblée départementale donc depuis cette fermeture pour essayer d'obtenir la reprise des travaux dans le cadre d'un plan de financement à bâtir auquel le Département était prêt à s'associer et, en dernier lieu, à la suite d'un Comité technique avec la Vice-Présidente et les élus concernés, le Président du Conseil départemental a adressé à VNF une proposition en mars 2018 consistant à opérer le transfert de propriété de cette section sur le même modèle que Sormont – Saint-Valery-sur-Somme, opéré en 2016, en 2006 pardon, sous réserve toutefois que VNF accepte de financer une part significative des travaux de remise en état qui avait été chiffrés dans le cadre d'une étude assez longue sous maîtrise d'ouvrage VNF et avec co-financement du Département et de la Région Picardie, donc chiffrés à 13 millions d'€ HT. Malheureusement, depuis cette offre jugée intéressante par VNF, la négociation du transfert de propriété n'a pas progressé. Un courrier est en préparation pour demander que la négociation s'engage enfin avec VNF et l'État mais aussi, pourquoi pas, avec la Région Hauts-de-France, avec le Département de l'Aisne et avec les EPCI<sup>2</sup> concernés de manière à ne pas trop différer la réouverture à la navigation qui est une condition d'aboutissement du projet « Vallée de Somme, une vallée idéale » qu'on appelle aussi « Grand Projet Vallée de Somme – Phase II » qui vient d'être adopté en juin dernier par l'Assemblée départementale.

### 3-3 – Programme exceptionnel Vallée & Baie de Somme

Le territoire de la Vallée de la Somme et de ses affluents a été profondément marqué par les inondations catastrophiques du printemps 2001 à la suite desquelles l'État a proposé à la Région et au Département de conclure un contrat permettant à la fois de remettre en état les infrastructures qui avaient été touchées par les inondations et, s'agissant de la Baie de Somme, de conforter la dynamique touristique. Ce programme donc a été mis en place puis suivi de réalisations sur les cinq années qui ont suivi.

### 3-4 – PAPI<sup>3</sup> Somme I et II

Ce programme s'est ensuite poursuivi, c'est le § 3-4 PAPI Somme I et II, par des plans d'actions de préventions des inondations pour à la fois poursuivre, qu'on a appelé PAPI Somme I et PAPI Somme II, pour poursuivre l'action ainsi entreprise et en même temps assurer la préservation de l'écologie de la vallée à travers notamment des mesures permettant de financer le rétablissement du continuum hydro-écologique, c'est-à-dire le fait qu'au droit de chacun des barrages de la Somme canalisée, on permette le franchissement des poissons soit par une passe à poissons en béton, ce qu'on appelle les passes à poisson à fente, soit comme on a fait plus récemment à Pont-Rémy, par une rivière artificielle dont la pente et les enrochements qui tapissent le fond assurent des vitesses compatibles avec la montaison des poissons, soit même par des mesures d'exploitation comme c'est maintenant le cas à l'écluse de Saint-Valery-sur-Somme, comme le Département le préconise au barrage qui est immédiatement en amont, le barrage d'Abbeville, les 6 Moulins.

### 3-5 – Dossiers d'opérations

Il s'agit là aussi de dossiers ponctuels, de courriers échangés avec des communes ou des riverains sur différents sujets.

## **4 – Ports en Baie de Somme et littoral**

### 4-1 – Projet Baie de Somme

Le projet Baie de Somme est le résultat d'un modèle réduit sédimentologique que le Département avait commandé à SOGREAH en 1992 après une expertise du fonctionnement de la Baie de Somme. Un modèle réduit sédimentologique permet d'une part de reconstituer l'évolution naturelle de la Baie de Somme à partir d'un état antérieur et aussi de simuler différents types d'aménagement, donc des créations de digues, des augmentations d'effets de chasses, pour en apprécier l'efficacité dans la durée.

Les conclusions de ce modèle réduit sédimentologique ont été de préconiser uniquement la réalisation d'effet de chasses, de laisser les chenaux en Baie de Somme divagués librement mais de donner plus de force hydraulique, de le faire au Crotoy à partir du Bassin de Chasses des années 1860 à la fois évidemment en curant le bassin et en doublant les portes de chasses existantes, de le faire au Hourdel en créant un mini bassin de chasses sur le modèle de celui du Crotoy et de le faire à Saint-Valery-sur-Somme en utilisant comme réservoir de chasses le Canal maritime et donc en opérant les chasses à partir des barrages supérieurs ou inférieurs de Saint-Valery-sur-Somme.

Ces préconisations du modèle réduit sédimentologique destinées à conserver une accessibilité pour les bateaux de pêche et les bateaux de plaisance aux 3 ports de la Baie de Somme ont connu des succès variables. L'avancée la plus significative est celle au niveau de Saint-Valery-sur-Somme, puisque la modernisation du barrage de Saint-Valery-sur-Somme suite aux inondations et financée dans le cadre du programme exceptionnel Vallée et Baie de Somme, destinée donc à améliorer la capacité d'écoulement de cet ouvrage en période de crues, donnait aussi la possibilité d'opérer des chasses visant à désensabler les ports de pêche et de plaisance de Saint-Valery-sur-Somme.

Cette modernisation des portes hydrauliques de Saint-Valery-sur-Somme s'est opérée rapidement après les inondations dès 2002, 2003, 2004 mais il a fallu une phase à la fois d'étude et d'expérimentation assez longue avant que la possibilité d'exercer des chasses, à titre expérimental d'abord, puis de manière régulière, ne soit accordée par l'État.

Aujourd'hui, le mode de fonctionnement normal des ouvrages de Saint-Valery-sur-Somme inclut la réalisation une ou deux fois par semaine de chasses hydrauliques et d'ailleurs en complétant, le remplissage du Canal maritime entre deux chasses par de l'eau de la Baie de Somme, donc en laissant l'eau de la Baie de Somme pénétrer dans le Canal maritime.

Depuis d'ailleurs, ce mode d'exploitation « chasses hydrauliques » s'est complété d'un mode d'exploitation « piscicole » puisque comme indiqué précédemment, le rétablissement de la libre circulation des poissons s'opère à Saint-Valery-sur-Somme sans ouvrages particuliers, simplement par un jeu des vannes hydrauliques.

Le 2<sup>ème</sup> site d'implantation du projet Baie de Somme, le port du Hourdel, y était préconisé un petit bassin de chasses. Le projet a assez rapidement évolué dans les années 2002 – 2003 vers un projet plus naturel qu'on a baptisé dépoldérisation consistant à obtenir l'effet de chasses mais sans créer de portes comme au Crotoy, simplement en assurant une ouverture, un bassin marnant, une ouverture suffisamment étroite pour que l'effet retard entre le niveau de retenue dans le bassin dépoldérisé et la Baie de Somme, donc cette différence de niveau provoque une accélération des vitesses et donc un

entraînement des sédiments. Ce projet a été revu à plusieurs reprises, en dernier lieu en 2015, dans le cadre de « Refondation » et le projet est actuellement en phase de maîtrise d'œuvre et de concertation avec les services de l'État et du Conservatoire du Littoral en vue de lancer dès que possible les procédures d'enquête publique nécessaire à sa réalisation.

Enfin, le 3<sup>ème</sup> site du projet Baie de Somme, le port du Crotoy, n'a malheureusement connu pratiquement aucune avancée puisque avant de doubler les portes, il s'agissait de libérer le bassin de chasses des sédiments qui s'y étaient accumulés. Or, cette opération de dragage supposait au préalable de libérer les chambres de dépôt qui étaient elles-mêmes saturées de sédiments et, malgré de nombreuses études, aucune hypothèse financièrement envisageable pour le Conseil départemental ne s'est présentée à ce jour. L'hypothèse sur laquelle peut se fonder le plus d'espoir, c'est l'extension de carrières à proximité, les carrières de Saint-Firmin-lès-Crotoy, extension qui va se faire de manière phasée et avec un engagement des carriers d'accepter les matériaux du bassin de chasses du Crotoy pour remblayer les cavités créées par leurs extractions. Donc, cette opération est susceptible de se mettre en place sous forme de marchés publics à partir de 2021 - 2022.

#### 4-2 – Conseil portuaire

Le Conseil portuaire de la Baie de Somme qui réunit à la fois les ports de pêche avec les marins-pêcheurs, les ports de plaisance avec les associations exploitants, les ports de plaisance et les communes propriétaires des ports de plaisance, ainsi que les intérêts économiques désignés par la CCI<sup>4</sup>, la CCI d'Abbeville à l'origine, la CCI du Littoral des Hauts-de-France à présent. Donc, ce Conseil portuaire a été créé par le Conseil général et renouvelé régulièrement et est réuni au rythme environ d'une fois par an pour permettre un échange entre les différentes parties prenantes sur les travaux qui ont été réalisés ou ceux qui sont prévus. Donc, le dossier comporte la constitution, le renouvellement du Conseil portuaire et les présentations qui étaient faites à chacune de ces réunions et les comptes-rendus de ces réunions.

J'ajoute à ce propos que la compétence du Département sur les ports qui résulte de l'acte I de la décentralisation, donc les lois de 1981, 1982, qui s'est traduit donc par un transfert de propriété du domaine public portuaire au profit du Département, cette compétence donc assez ancienne a été menacée par la loi NOTRe, puisque celle-ci avait prévu un système de mise aux enchères de cette compétence portuaire avec une priorité à la Région si celle-ci candidatait. Il s'est trouvé que le Département a accepté de candidater au maintien de sa compétence et qu'aucune autre collectivité (Région, Communautés de Communes) n'a fait acte de candidature de sorte que le Préfet de région a confirmé la compétence du Département sur les trois ports de pêche et de commerce en Baie de Somme.

#### 4-3 – La digue des Bas-Champs

En février 1990, les tempêtes répétées d'ampleur exceptionnelle ont conduit à différentes brèches dans cette digue qui protège les zones à la fois naturelle et agricole sur le littoral entre Ault et Cayeux-sur-Mer. La brèche a été rapidement colmatée.

Des indemnités ont été mises en place au profit des sinistrés mais la réflexion sur la bonne solution pour ce territoire des Bas-Champs du Sud de la Baie de Somme a été longue à aboutir et de nombreuses études ont été menées, y compris par la Région Picardie, qui était plutôt dans un premier temps dans l'esprit de laisser la nature reprendre ses droits sur ce territoire, finalement a abouti à une décision de renforcer le système d'endiguement et de compartimentage par des épis en deux temps moyennant un investissement de 125 millions de francs HT [hors taxe] qui a été mis en place de 1995 à peu près à 1999, donc un système de rechargement et d'une batterie d'épis distants les uns des autres d'environ 100 mètres venant compléter les épis pré-existants et puis, beaucoup plus récemment, l'alternative était restée ouverte plus exactement sur ce qui convenait de faire au nord de ce système d'épis, donc à partir de la mer sud de Cayeux-sur-Mer, la protection en fait du front de mer de Cayeux-sur-Mer, soit des rechargements relativement importants juste en aval du dernier épi, donc au niveau de la mer sud, soit poursuivre le système de compartimentage par épis jusqu'au nord de Cayeux-Mer. C'est finalement cette opération qui a été retenue et mise en œuvre donc c'est les 24 épis de Cayeux-sur-Mer, et en parallèle, donc une étude a été menée à la demande du Président du Conseil général, Christian Manable, visant à aborder l'éventualité de dépoldérisation partielle et

maîtrisée du hâble d'Ault. Le hâble d'Ault, donc c'est cette zone naturelle et agricole protégée par la digue des Bas-Champs, dont était-il souhaitable à long terme de maintenir le système de protection en tenant compte de l'élévation du niveau de la mer dans le cadre du réchauffement climatique, et donc différents scénarios de dépoldérisation ont été étudiés. Des chiffrages ont été faits, y compris de l'indemnisation des propriétés qui seraient rendues à la mer et l'opération donc est versée dans un dossier plus large qui s'intitule le PAPI BSA, l'objet du § 4-4 PAPI Bresle-Somme-Authie.

#### 4-4 – PAPI BSA

C'est un plan d'actions de prévention des inondations qui a été porté par le Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard et qui vise à aborder toutes les dimensions de protection contre les inondations de ce vaste territoire interdépartemental et interrégional qui s'avère d'ailleurs à l'extérieur difficile à mettre en œuvre tant le nombre d'opérations et la complexité des procédures aient grandes.

### **5 – Sites de la Grande Guerre**

#### 5-1 – Création de l'Historial de la Grande Guerre

L'Historial de la Grande Guerre, c'est une opération assez visionnaire portée par le Conseil général visant donc, sans savoir si la mémoire de la Grande Guerre survivrait aux derniers anciens combattants, à créer à Péronne un musée, qui n'était pas un musée classique comme il en existait à l'époque mais bien un musée qu'on a qualifié de musée de civilisation qui s'attache plus à l'état d'esprit des combattants et à la vie des civils à l'arrière qu'aux faits de cette guerre.

C'était un pari ne sachant pas si ce musée trouverait son public, mais c'est aussi un pari ne sachant pas si le Département arriverait à mobiliser les collections puisqu'un musée, c'est une présentation de collections, à mobiliser les collections qui viendraient soutenir le discours historiographique conçu par une équipe d'historiens dirigée par Jean-Jacques Becker et auquel étaient associés en particulier Stéphane Audouin-Rouzeau, Annette Becker, Jay Winter et Gerd Kromage. Donc une équipe internationale pilotée par un historien chevronné qui avait créé cette nouvelle école d'approche de l'histoire de la Grande Guerre et secondé par des historiens qui allaient faire à travers l'Historial et par la suite toutes leurs preuves.

La création de l'Historial, qui a ouvert en 1992, c'était à la fois la construction d'un bâtiment confiée à Henri Ciriani et la réalisation d'une muséographie pour présenter des collections dont le Département depuis 1988 avait réussi à faire l'acquisition.

L'homme de la situation en matière de la muséographie aurait dû être Gérard Rougeron, celui qui avait été l'initiateur du projet, mais finalement il a renoncé en cours de route et le Département a donc dû passer une consultation pour recruter une société de muséographie, la société « Repérages » d'Adeline Rispal pour pouvoir mettre en œuvre donc l'ensemble des supports de présentation des collections et le parti muséographique proprement dit.

#### 5-2 – Extension de l'Historial de la Grande Guerre

Cette extension avait été pensée à la veille du Centenaire, à partir de 2012 – 2013, pour répondre à la fois :

- au besoin des expositions temporaires, le projet initial de l'Historial ne comportait pas de salles d'expositions temporaires, finalement une salle a été créée un peu dans la précipitation à la veille de la fin du chantier de l'Historial mais elle ne répond pas pleinement aux attentes du musée. Donc une localisation d'une nouvelle salle d'expositions temporaires a été imaginée dans les douves au-dessus des bâtiments qui hébergent les salles pédagogiques.

- au besoin également de revoir les conditions de travail du personnel, conditions de conservation des collections au niveau du rez-de-jardin.

- et enfin, au besoin d'améliorer les conditions d'accueil des publics à l'entrée du château et du public scolaire dans le théâtre de verdure.

Finalement, ce projet en trois phases a vu une interversion des phases. La 1<sup>ère</sup> phase qui a été réalisée, portait sur l'accueil des publics scolaires et qu'on a appelée le primo-accueil à l'entrée du château, ça c'est une phase qui a été réalisée maintenant.

Une phase est en projet et doit faire l'objet d'un appel d'offres d'ici la fin de l'année, c'est tout ce qui concerne le réaménagement du rez-de-jardin avec une extension du côté du merlon qui sépare l'Historial de l'espace Mac-Orlan. Et quant à la 3<sup>ème</sup> phase concernant la salle d'expositions temporaires qui semblait à l'origine la plus urgente, elle est pour l'instant en pointillé.

### 5-3 – Création du Centre d'accueil et d'interprétation de Thiepval

Les visiteurs britanniques du Mémorial de Thiepval, qui est le plus grand Mémorial britannique Outre-Manche ne disposait depuis 1932 d'aucune facilité sur le site alors même qu'ils étaient chaque année des centaines de milliers à s'y rendre en pèlerinage. Le Président du Conseil général, Fernand Demilly, sollicitait par ceux qu'allaient devenir nos partenaires britanniques, en particulier Sir Frank Sanderson et Piers Storie Pugh de la Royal British Legion, a accepté d'être maître d'ouvrage d'un projet de Centre d'accueil sur la base d'un financement à parité, un franc du Conseil départemental pour l'équivalent d'un franc collecté par un système de financements privés en Grande Bretagne dans le cadre de ce que les britanniques appellent les Charities, donc ce sont des financements par des particuliers mais aussi par des institutions et géraient par ce qui s'appelle Charity Edge Foundation. La collecte de fonds britanniques a été une telle réussite compte tenu de la renommée de Thiepval Outre-Manche que le projet qui était à l'origine uniquement un accueil et des sanitaires a pu s'enrichir d'une dimension Centre d'interprétation. Le Département a d'ailleurs mobilisé à cet effet un financement du FEDER<sup>5</sup> et le Centre a pu ouvrir avec des espaces de stationnement permettant de soulager le Mémorial de la présence des véhicules légers comme des autocars qui encombraient l'entrée majestueuse du site. Donc, tout ça a pu ouvrir pour le 1<sup>er</sup> juillet 2004 et a été formellement inauguré en septembre 2004 en présence du Duc de Kent, le patron au sens britannique du terme de la Commonwealth War Graves Commission.

### 5-4 – Extension du Centre d'accueil et d'interprétation de Thiepval

L'Historial a souhaité que vers 2014, dix ans après la création du Centre, ce Centre s'enrichisse d'un musée payant qui présenterait *in situ* mieux que pouvait le faire l'Historial de Péronne, les Batailles de la Somme qui s'étaient donc déroulées sur ce qui est devenu après la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale le Circuit du Souvenir britannique, donc allant jusqu'à Thiepval, Longueval et de l'autre côté jusqu'à Beaumont-Hamel.

Ce projet d'extension a été partagé avec nos partenaires britanniques et le Département donc l'a réalisé en s'adjoignant les services du même maître d'œuvre que pour la création du Centre, l'équipe de «PLAN 01 », avec Nicolas Ziesel et Monsieur, j'oublie son prénom, Grosso. Les travaux ont pu être inaugurés le 1<sup>er</sup> juillet 2016 en présence des représentants de la famille royale, en l'occurrence le Prince William et son épouse Kate et de l'autre prince, le Prince Harry mais aussi du Président de la République française, François Hollande, et du Président de la Région Hauts-de-France, Xavier Bertrand et bien sûr du Président du Conseil départemental, Laurent Somon. Ça s'est passé donc le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et donc quelques minutes avant la cérémonie du Centenaire la plus majestueuse, la plus imposable qui a marqué donc à Thiepval l'apothéose des commémorations du Centenaire dans la Somme.

Cette extension est une réussite, à la fois par le respect du timing à ces contraintes qui avaient été imposées par le fait d'avoir pu faire cette extension sans perturber le fonctionnement du Centre alors même qu'il s'agissait d'une extension greffée sur le Centre et enfin par le fait qu'aujourd'hui l'ensemble constitué du Centre de 2004 et de l'extension de 2016 donne l'impression d'avoir été conçu et réalisé en une fois.

## 5-5 – La Maison Potié

La famille Potié, en particulier Geneviève et Auguste, avait permis par des cessions successives d'une partie de leur terrain la création en 2004 du Centre d'accueil, de son espace de stationnement puis de la zone enherbée qui se prolonge jusqu'à l'église de Thiepval. Pour autant, ils restaient propriétaires de leur maison, de leur jardin et d'un boisement qui n'étaient pas utiles à la création du Centre d'accueil ou à son extension. Ils avaient toutefois accepté que les engins de terrassement pour la création de l'extension traversent leur propriété dans la partie boisée à son extrémité.

Toutefois, leur santé, leur âge avançant, leur santé déclinant, des pourparlers ont été entrepris avec de la famille dès 2004 pour envisager une sécurisation du devenir de cette propriété lorsqu'ils ne souhaiteraient plus l'habiter ou ils ne pourraient plus l'habiter, étant entendu que la famille ne souhaitait pas conserver ce bien après le départ des parents, Geneviève et Auguste. L'accord a finalement porté en 2015 sur une cession de la propriété sur la base de l'estimation domaniale au profit du Conseil général à l'époque avec un versement d'un acompte à la signature de l'acte et le solde, l'essentiel 300 000 euros sur les 330 000 à peu près d'acquisition étant versé lorsque la famille aurait libéré la maison, ce qui est survenu en 2016, fin 2016 – début 2017, lors du décès successif de Geneviève puis d'Auguste. A l'origine, le Département avait pensé inclure cette maison, cette propriété dans la délégation de service public de l'Historial, comme il l'avait fait en 2004 du Centre d'accueil, en 2016 du Musée de site. Toutefois, l'Historial pour des raisons notamment tenant au calendrier de sa DSP<sup>6</sup> qui se terminait quelques années après, ne pouvait pas prendre d'engagements en long terme avec des exploitants privés et l'Historial a donc décliné l'offre du Conseil départemental de lui confier cette maison Potié en exploitation. Le Département a alors lancé un appel à manifestation d'intérêt qui a permis de recruter en direct un exploitant privé constitué sous forme d'une SAS<sup>7</sup> avec les propriétaires d'un restaurant d'Authuille, Monsieur et Madame Bourgogne et, Max Potié, l'un des fils Potié, par ailleurs Maire de Thiepval et exploitant agricole dans cette commune. Les travaux d'adaptation ont été réalisés de fin 2018 au printemps 2019 et le salon de thé Geneviève & Auguste, « Cottage Geneviève & Auguste », a pu ouvrir dès le week-end pascal 2019.

Il convient de préciser que le Département avait donné son accord à l'Association « Art et Jardins Hauts-de-France » pour qu'une partie du boisement de cette propriété Potié soit le site d'implantation de deux des « Jardins de la Paix » que cette association, en partenariat avec la Mission du Centenaire et la Région Hauts-de-France, souhaitait implanter donc à Thiepval. D'autres jardins ont été implantés dans la Somme, en particulier dans les douves de l'Historial et aussi dans les autres Départements des Hauts-de-France. Donc, les jardins de la propriété Potié, de l'ex-propriété Potié, sont un jardin anglais et un jardin gallois.

## 5-6 – Comité consultatif franco-britannique du Centre d'accueil et d'interprétation de Thiepval

Les partenaires britanniques qui avaient contribué à parité avec le Département au financement du Centre d'accueil avaient souhaité que ces liens de partenariat se perpétuent et qu'une instance permette de conseiller le Département et l'association « Historial », qui était son délégataire, dans l'exploitation au quotidien du Centre d'accueil.

Ce Comité consultatif a vu donc sa composition évoluer au fil du temps. Dans un premier temps, la partie britannique était présidée par le Consul général de Grande Bretagne à Lille mais c'est une fonction qui a ensuite disparu. Ce fut ensuite l'Attaché militaire et un représentant de l'Attaché militaire à l'Ambassade du Royaume-Uni à Paris.

Côté français donc sont représentés les Présidents du Conseil général, du Conseil départemental, et les différents Vice-présidents impliqués dans à la fois la culture, le scolaire, les relations internationales, le tourisme et bien sûr aussi lorsque c'est le cas, la Conseillère générale ou le Conseiller départemental en charge, plus exactement désigné au sein de l'Association « Historial » pour présider cette association.

Côté britannique, donc ce sont, outre le représentant de « Thiepval Project », donc la structure qui avait piloté le financement britannique, la Royal British Legion, les différents Trust, notamment le « Lutyens Trust », qui a fortement contribué à travers son représentant à Paris, Michael Barker, à la

genèse du projet, à la conception du projet en partenariat avec les architectes désignés par le Conseil général.

Ce Comité consultatif se réunit chaque année et pour l'occasion d'échanges sur des sujets d'intérêt commun, sur des projets en cours. Je disais précédemment l'extension du Centre d'accueil qui avait été mise en débat devant cette instance, le devenir aussi de la Maison « Potié » avait été mis en débat, avait été présenté aussi à plusieurs reprises le projet des classements du site de Thiepval, tout d'abord au titre de la loi « Paysages », puis le classement au titre du World Heritage, donc le patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO et donc d'ancrer des renouvellements dans cette instance, les participants trouvent toujours plaisir à cette réunion annuelle qui se conclut par un déjeuner à l'Auberge de la Vallée à Authuille.

#### 5-7 – Partenariat Gouvernement australien à propos du Mémorial national australien de Villers-Bretonneux

Le Gouvernement australien avait souhaité donner des meilleures conditions d'accès et de stationnement aux visiteurs de ce Mémorial sans préjuger de l'implantation éventuelle d'un Centre d'accueil sur le site ou à proximité. Le Département a joué donc un rôle important avec ses concepteurs pour sécuriser l'accès au site, qui se trouvait depuis sa construction, depuis son inauguration en 1938, placé en sommet de côte et dans un virage, donc des conditions sur une route départementale assez fréquentée qui était loin d'être satisfaisante. Donc le Département a procédé à une déviation locale de la route départementale, l'a également enterrée pour que sa présence soit moins prenante dans le paysage et a créé donc un espace de stationnement accessible là aussi dans des conditions sécurisées depuis la route départementale, étant donné que, jusqu'alors, les visiteurs du site devaient se garer sur l'accotement de la route sans aménagement particulier.

Cette première étape donc a fait l'objet d'une inauguration en 2015 par le Premier Ministre australien et le Président du Conseil général. Mais le Gouvernement australien a alors souhaité implanter à l'arrière du Mémorial un Centre d'interprétation, ce qui est devenu le Centre « John Monash ». Dans ce cadre, il devait mobiliser du foncier pour accroître très sensiblement encore la capacité de stationnement du site et le Département donc a participé, a aidé le Gouvernement australien à mener cette négociation foncière.

#### 5-8 – Classement des sites de Thiepval et de Villers-Bretonneux

Le Département a assisté l'État, en tous cas accompagné l'État, dans une démarche assez lourde de classement de sites au titre de la loi de 1930, pour préserver la qualité paysagère qui s'était miraculeusement conservée depuis la fin de la Grande Guerre autour des ses deux Mémoriaux emblématiques.

Pour Thiepval, le classement de site a porté sur plusieurs milliers d'hectares incluant bien sûr le Mémorial de Thiepval et la Tour d'Ulster mais allant jusqu'au Mémorial terre-neuvien de Beaumont-Hamel.

Et, pour Villers-Bretonneux, donc plus récemment, un périmètre encore plus large qui vient vers l'ouest jusqu'aux portes de la ZAC<sup>8</sup> Jules Verne vers Glisy, et à l'est qui inclut le deuxième Mémorial australien, celui du Hamel. Donc voilà des procédures qui ont été menées en étroite partenariat entre l'État qui en était le maître d'ouvrage et le Département qui l'a toujours soutenu malgré parfois quelques contestations et quelques difficultés.

Entre parenthèse, il existe aussi dans mes archives un dossier sur le classement au titre de l'UNESCO<sup>9</sup>, classement des sites funéraires et mémorial de la Grande Guerre mais là, à mon avis, n'a pas lieu à être conservé à titre d'archive dans la mesure où il était porté par la DGA<sup>10</sup> de Véronique Hoop avec Florie Dournel, qui détient certainement tous les éléments, classement d'ailleurs au titre UNESCO, qui est loin d'avoir abouti.

## 5-9 – Rancourt

Rancourt, c'est le site d'une grande nécropole française et de la Chapelle du Souvenir mais c'est un ensemble qui comporte aussi un petit cimetière de site de la CWGC<sup>11</sup>, une grande nécropole allemande, dans un rayon de quelques centaines de mètres. C'est un site où le Département a investi pour améliorer. Il est placé le long d'une route, l'ex-Route Nationale 17, la Route Départementale 1017, donc il a investi pour améliorer les conditions de sécurité de stationnement, à la fois des véhicules lourds et des autocars qui visitent cet ensemble et le Département a souhaité améliorer la qualité paysagère du site en faisant en sorte que la maison qui est située en face de la Chapelle du Souvenir, qui n'est pas dans un très bon état ni d'une grande qualité, puisse être démolie soit par le « Souvenir Français », soit par le Département lui-même, mais cette démarche malheureusement n'a pas pu aboutir.

## **6 – Bâtiments départementaux**

### 6-1 – La Stratégie patrimoniale

La stratégie patrimoniale a été particulièrement travaillée dans le cadre de l'élaboration de « Refondation » donc à l'automne 2015 avec une volonté d'exhaustivité. Elle visait donc à la fois de conserver dans le patrimoine départemental que les besoins utiles aux services du Conseil départemental, donc faire en sorte que les structures qui étaient hébergées par le Département dans son patrimoine d'une part, soient systématiquement tenues de verser au Département un loyer et avec un objectif qu'elles prennent leur liberté, qu'elles ne soient plus tributaires de bâtiments départementaux de manière à ce que le Département puisse aliéner le patrimoine qui n'était pas utile à ses services ou à ses services publics, bien entendu les musées, les collèges, etc.

Donc, cette stratégie patrimoniale a porté ses fruits puisque les ventes de bâtiments départementaux se sont largement amplifiées au fil des années après 2015, comme il en est rendu compte chaque année à l'occasion du compte administratif en juin où la liste des sites et terrains, puisque la stratégie portait aussi sur les terrains qui n'étaient pas utiles au Département, qu'il s'agissait là aussi d'aliéner. Aujourd'hui, en terme de bâtiments, il reste quelques anciens CER<sup>12</sup>, il reste la Sous-Préfecture de Montdidier, qui vient d'être restituée au Département, le Tribunal de Péronne, qui n'a pas trouvé preneur malgré de nombreuses démarches et, en dernier lieu, une adjudication publique.

### 6-2 – Transfert propriété des collèges

Le Département avait souhaité dès 2007, par délibération, que l'ensemble des 48 collèges publics, je mets à part les deux collèges qui sont en cité mixte avec la Région, Rue et Flixecourt, donc les 48 collèges sur lesquels il exerce ses compétences à la fois d'entretien, d'exploitation et de modernisation deviennent sa propriété. Ces collèges le plus souvent avaient été construits par des Syndicats scolaires qui en étaient restés propriétaires et simplement lors de l'acte I de la décentralisation, des conventions avaient été passées pour que le Département bénéficie de la mise à disposition de ce patrimoine immobilier mais sans en devenir propriétaire.

La démarche de transfert de propriété des collèges est une démarche qui suppose d'abord de bien délimiter la partie du patrimoine dont le Département souhaite se rendre propriétaire. Il y a un travail fin à faire en particulier parce que souvent, les Syndicats scolaires avaient aussi construit des gymnases qui restent, qui ont vocation à rester dans leur patrimoine. Complexe aussi parce que certains de ces Syndicats scolaires ont disparu et leur patrimoine a été dévolu à des Communautés de Communes. Mais parfois, les collèges n'ont pas été inclus dans cette dévolution par méconnaissance du fait qu'ils n'appartenaient pas au Département et puis aussi parfois, par difficultés de négociation avec les propriétaires actuels qui étaient parfois réticents à se défaire de cette propriété historique. Donc il y a toute une démarche qui a bien avancé mais qui reste pour à peu près 50 % encore à accomplir, donc c'est l'objet d'un dossier assez volumineux.

## **7 – Grand Projet Vallée de Somme (GPVS)**

Le Grand Projet Vallée de Somme, donc décidé par Christian Manable en 2008 – 2009, a été piloté par Claire Blin qui était rattachée au Directeur général des services. Bien entendu, la DGA Équipement du Département était très impliquée dans l'ensemble de la démarche, en tant que celui qui représentait le propriétaire du Canal de la Somme et de la Somme canalisée. Donc le projet en particulier sur la mobilisation du patrimoine des maisons éclusières qui avaient vocation à faire l'objet de travaux d'adaptation pour être mises au service du projet en particulier au service de l'itinérance. Donc il y eu pas mal d'échanges pour essayer d'obtenir le départ, je pense en particulier à la maison éclusière de Corbie ou celle de Picquigny.

Ensuite, il y a eu un changement de cap en 2015, une volonté d'arrêter l'aménagement de ces maisons éclusières sous maîtrise d'ouvrage du Département, de privilégier un autre modèle économique. Par ailleurs, donc la mission GPVS de Claire Blin a été rattachée à ce moment là à la DGA [Équipement du département] et donc tout le portage du Grand Projet Vallée de Somme et la création d'une phase 2 de ce Grand Projet Vallée de Somme, à partir de l'été 2018, avec l'appui de Jean-Christian Cornette et de sa SEM<sup>13</sup> Amiens Aménagement, a fait l'objet de moultes échanges, correspondances, etc.

Globalement, donc ce Grand Projet Vallée de Somme est une belle réussite, d'abord par le fait que la véloroute qui est une des composantes importantes a permis une très large ouverture de cet espace naturel au public, à la fois le public de la Somme et progressivement des clientèles étrangères. C'est tout l'enjeu d'ailleurs du GPSV 2 d'arriver à faire de la Vallée de la Somme avec le niveau d'aménagement qu'il a maintenant atteint une véritable destination touristique internationale et avec bien sûr, des aménagements complémentaires notamment d'hébergement pour accueillir ces clientèles nouvelles. Donc une belle réussite aussi de développement local puisque un certain nombre de porteurs de projet se sont retroussés les manches pour exploiter les sites aménagés par le Département, je pense en particulier à Eclusier-Vaux et à la maison de Lamotte-Brebière, même si ses exploitants ne sont pas exempts de critiques.

## **8 – Aménagement numérique du territoire**

Le Département a toujours été, c'était l'implication personnelle d'un certain nombre d'acteurs, attentif à ne pas rester à côté des enjeux de cet aménagement numérique. C'était le cas de Michel Rillié, le Directeur général des services, de Fernand Demilly, le Président du Conseil Général et puis de Roger Mézin, qui avait créé donc, élu d'Amiens Métropole, cela ne s'appelait pas Amiens Métropole, le district du Grand Amiens peut-être à l'époque, qui avait donc créé une structure associative puis Syndicat mixte pour à la fois développer les usages de l'Internet et doter le Département d'un réseau de fibre optique. Le Département a ainsi su saisir lors de la traversée de son territoire par des grands opérateurs américains de télécommunications, a su saisir des opportunités. Ça a été Viatel le long de la Somme, ça été Global Crossing, Level 3 qui ont donc utilisé des routes départementales et avec lesquels le Département a négocié la mise en place de fourreaux qu'il a payé au coût marginal.

La démarche s'est ensuite structurée. Un réseau a été décidé pour avoir un maillage du territoire. Ensuite, il y a eu le Schéma directeur territorial d'aménagement numérique qui a privilégié dans un premier temps la montée en haut débit, puis le SDTAN<sup>14</sup> 2 qui est maintenant orienté sur du 100 % fibre optique chez l'habitant, le FttH<sup>15</sup> à l'horizon 2024.

J'ai oublié d'évoquer aussi la politique des NRA ZO<sup>16</sup> qui a permis de doper le débit permis à partir des répartiteurs téléphoniques.

## 9 – Aire autoroutière Baie de Somme

Lorsque l'autoroute A 16 dans sa section entre Amiens et Boulogne-sur-Mer via Abbeville a été conçue, les pourparlers avec les acteurs locaux ont conduit à infléchir légèrement son tracé pour l'approcher le plus possible de la Baie de Somme et permettre la création d'une aire de service à cet emplacement. Le projet donc a été transféré de ses acteurs locaux au Conseil général qui a travaillé en partenariat avec SANEF<sup>17</sup> à la conception d'une aire d'un nouveau genre, une aire qui à la fois rassemble sous un même toit tous les services offerts, à la fois les services de la station service pétrolier et de ses sanitaires mais aussi le restaurant et une boutique de produits régionaux et puis une aire aussi d'un nouveau genre par la qualité de son aménagement paysager qui est une évocation des paysages de la Baie de Somme et l'architecture complétée par un belvédère permettant d'avoir un point de vue dominant sur le paysage de la Baie de Somme jusqu'à Saint-Valery et Le Crotoy.

Cette opération donc a été réalisée en deux temps : le Département de la qualité de sous-concessionnaire de SANEF. SANEF était concessionnaire de l'autoroute, le Département était donc sous-concessionnaire pour une bande de terrain comportant un accès extérieur, comportant un parking pour les visiteurs extérieurs et comportant donc le bâtiment de service et son belvédère ainsi qu'une aire de jeux et une éolienne qui constituait un signal à proximité de l'autoroute à une époque où les éoliennes de production n'existaient pas du tout dans la Somme. Donc cet ensemble a pu être mis en service en 1998, en mai 1998, un petit peu plus tard, en juillet 1998 pour l'éolienne, donc en 1998 en même temps que la section Amiens – Abbeville – Boulogne de l'autoroute A 16. Et le Département a choisi d'en confier l'exploitation à ce qui s'appelait sans doute encore le SMACOP<sup>18</sup>, devenu le Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard, à travers des conventions qui prévoyaient que les recettes de location à la fois par le restaurateur, la société SRBS (Société de Restauration de la Baie de Somme), qui est en fait une filiale de Elixor, l'enseigne l'Arche et puis de la société pétrolière SHELL. Donc les loyers d'occupation d'une partie du bâtiment soient versés non pas au Département mais au Syndicat mixte pour contribuer à l'équilibre à l'exploitation et le Syndicat mixte donc exploitait le site et en particulier sa boutique de produits régionaux dans le cadre de sa régie Destination Baie de Somme et donc, c'était devenu un des éléments les plus profitables de cette régie. Cette sous-concession qui avait été initiée en mai 1998 mais qui devait prendre fin lors de la fin annoncée de la concession SANEF, qui devait être au 31 décembre 2016, sauf erreur, a effectivement pris fin à cette date-là, malgré le fait que la SANEF s'était vu prolonger à plusieurs reprises la durée de sa concession mais la SANEF a décliné l'offre du Département de prolonger sa mission considérant qu'il convenait de mettre en concurrence.

Une étude à plusieurs moments avait été portée pour envisager une extension de l'aire Baie de Somme, peut-être sa transformation en diffuseur autoroutier, de manière à permettre aux clientèles touristiques de la Baie de Somme de sortir plus près de la Baie de Somme qu'actuellement. Actuellement, les accès vers la Baie de Somme se situent à hauteur d'Abbeville, voire pour les clientèles venant du Nord de Forest-Montiers, l'Aire Baie de Somme aurait permis, moyennant la création d'un barreau de raccordement, un accès beaucoup plus direct mais qui devait être aussi dans l'esprit du Département un moyen de proposer aux clientèles touristiques la possibilité de laisser leur véhicule sur l'Aire Baie de Somme et d'accéder à la Baie de Somme par d'autres moyens, peut-être des transports en commun et en tous cas, des possibilités cyclables. Ce projet n'a pas été soutenu politiquement et donc, l'aventure du Département sur l'Aire de la Baie de Somme est maintenant clôturée et c'est SANEF qui a recruté directement ces nouveaux sous-concessionnaires, en l'occurrence la société SHELL pour l'ensemble des fonctions de l'aire, sans doute au détriment de la qualité des présentations touristiques qui était rendue possible par une gestion publique.

J'ai oublié de dire au passage qu'après 1998, une négociation avec la SRBS, la société qui exploitait la restauration, a permis d'opérer une petite extension de la surface de restauration qui s'était avérée à l'usage insuffisante. Donc une surface vitrée complémentaire a été créée dans l'alignement du vitrage initial de sorte que là encore l'architecte, j'ai oublié de parler des maîtres d'œuvre, donc l'architecte Bruno Mader, pour qui l'aire Baie de Somme a constitué longtemps une belle carte de visite pour ses opérations suivantes, donc Bruno Mader a conçu cette extension de manière que l'ensemble aujourd'hui apparaisse comme s'il avait été réalisé en une seule pièce.

## **10 – Ballon captif Samara**

Le parc archéologique de Samara, inauguré en 1988, était, après une exploitation associative, exploité en régie directe par le Département et cherchait un outil permettant de développer à la fois sa notoriété et sa fréquentation. L'hypothèse d'implanter dans la Somme un ballon captif sur le modèle de ceux qui existaient déjà à l'époque, notamment dans le Domaine de Chantilly, à la Fondation de France, au Château de Cheverny ; cette hypothèse avait été envisagée un moment à l'Historial, au diffuseur de Maurepas et finalement, le site de Samara est apparu particulièrement adapté pour cette implantation à la fois parce que l'archéologie, c'est aussi l'archéologie aérienne, donc Roger Agache, le pionnier de l'archéologie aérienne, et le fait de pouvoir contempler le site de Samara depuis une altitude de 300 mètres, permettait d'évoquer cette archéologie mais aussi parce que donc, ce ballon visible de très loin et qui comportait le sigle de Samara et le commentaire « 600 000 ans d'histoire » était un moyen d'attirer des clientèles donc circulant depuis Amiens vers la Baie de Somme.

Le projet n'a pas rencontré de difficultés particulières. Par contre, son exploitation s'est heurtée à ce qui avait été mis en place en 1998 - 1999, et il s'est avéré rapidement que l'exploitation en régie ne permettait pas d'avoir la motivation suffisante du personnel à faire voler le ballon et à accueillir les clients quand les conditions météo le permettaient. Le ballon était, pour caractériser souvent victime de conditions météo pendant les heures affichées de vol, et en fin d'après-midi en particulier, les conditions météo devenaient plus favorables, le vent tombait, malheureusement ce n'était plus l'heure d'exploiter le ballon. Donc la fréquentation a été finalement assez largement en-dessous des projections qui avaient pu être faites et la contrainte, c'était que c'est un ballon qui était gonflé à l'hélium puisque le gaz le plus facile à trouver, le moins coûteux, c'est l'hydrogène mais il est trop dangereux pour gonfler un ballon. Depuis les accidents notamment, des Ecrins, l'aire de l'époque des grands dirigeables, donc ce gonflement à l'hélium devait être fait pour chaque saison, nécessitait l'acquisition de plusieurs camions de bouteilles d'hélium pour arriver à faire ce remplissage et il fallait à la fin de la saison le dégonfler, ce qui était une opération relativement simple pour ne pas qu'il soit exposé aux risques de tempêtes hivernales, d'endommagement par des tempêtes hivernales.

Donc, finalement des coûts d'exploitation relativement élevés, des recettes relativement faibles, arrivent en 2001 les inondations de la vallée de la Somme avec la zone où était implanté le ballon, en bordure de la Somme, ce qu'on appelle l'aire des berges à Samara, qui n'a pas permis au ballon de voler en 2001, 2002, 2003. Donc finalement, la décision a été prise d'attendre des jours meilleurs, c'est-à-dire, un moment où peut-être le parc archéologique aurait atteint une fréquentation d'au moins 100 000 visiteurs qui aurait permis de trouver un exploitant privé pour, à ses risques et périls, faire voler le ballon captif.

Donc, les éléments ont été progressivement démontés et le ballon est aujourd'hui, l'enveloppe a été vendue d'occasion, le treuil est stocké à Monceaux-les-Mines et les esprits ne sont pas mûrs aujourd'hui à relancer un tel ballon captif alors même qu'il continue à s'en réaliser sous toutes les altitudes du Monde grâce au dynamisme de la Société Aéroophile qui était une jeune société lorsque le ballon captif a été installé à Samara.

## **11 – Le Bus Jaune**

Le Bus Jaune, c'était le souhait du Conseil général de mieux matérialiser le lien de proximité entre Amiens, en particulier, mais aussi Roye et la plateforme aéroportuaire et le pôle d'emploi de Roissy. Était déjà à l'étude à l'époque la création d'un barreau ferroviaire entre la ligne Paris – Amiens et la plateforme de Roissy qui aurait permis de créer des liaisons directes, y compris en TGV au départ d'Amiens vers Roissy et au-delà, vers d'autres gares TGV sur le Sud-Est et le Sud-Ouest. Il était clair que cette liaison ferroviaire demandait des étapes d'études de procédures, de financement particulièrement longues et que, peut-être, il était possible d'utiliser cette période intercalaire pour créer une liaison routière dont la mise en œuvre pouvait se décider relativement rapidement. Après les études de faisabilité, le Département a décidé de se porter autorité organisatrice de cette liaison. Il a dû pour cela obtenir l'accord de la Région Picardie, s'agissant d'une ligne interdépartementale en Picardie, puisque traversant la Somme et l'Oise, et aussi de se faire déléguer cette qualité d'autorité organisatrice par ce qui était à l'époque le Syndicat des Transports d'Île-de-France, donc l'autorité

organisatrice des transports en Île-de-France et bien sûr d'obtenir les accords de « Aéroport de Paris » pour desservir à plusieurs points la plateforme aéroportuaire.

La consultation sous forme de délégation de service public a permis de retenir un exploitant qui était aux risques et périls sur une durée de six ans avec pendant les deux premières années, un accompagnement financier versé sous forme de subventions et pendant la totalité des six ans, un accompagnement en communication.

La ligne a fonctionné effectivement pendant les six ans avec quelques difficultés ; en particulier, le fait que même au-delà des deux années estimées nécessaires au lancement de la ligne, pendant lesquelles le déficit commercial était compensé par la subvention versée à l'exploitant, donc pour les quatre années suivantes, la ligne a toujours été légèrement déficitaire, ce qui a occasionné des débats importants avec l'exploitant. Pour autant, le Conseil général a toujours été présent aux côtés de l'exploitant pour tout ce qui était communication, accompagnement pour faire connaître la ligne et de nombreux objets promotionnels. De nombreuses actions de communication ont été menées en particulier par Sophie Launois, qui travaillait à mes côtés sur ce dossier pendant la durée des six ans. Donc six ans qui ont dû se terminer de mémoire en 2003 et donc en faisant le compte à rebours, cela a dû être lancé en 1997 à peu près. Les dates précises figurent au dossier.

## **12 – Bateau Baliseur Somme II**

Il s'agissait d'un bateau armé par les « Phares & Balises », propriété de l'État, pour faire en sorte que le système de balisage, les bouées en fait fixées par des chaînes sur des corps-morts le long des chenaux de la Baie de Somme, soient toujours implantées au bon endroit. En effet, ce système de balisage demande des corrections, d'une part, parce que parfois les bouées quittent leur position malgré la présence du corps-mort, elles dérapent, c'est le terme technique utilisé, donc elles se déplacent. Mais le plus souvent, cette nécessité de mettre à jour la position des bouées tient au fait que le chenal lui-même, le chenal principal, celui de la Somme mais aussi les chenaux adjacents, celui du Port du Crotoy, j'allais dire celui du Hourdel, en réalité il n'y a pas de chenal reconnu et balisé pour le Hourdel, donc les deux chenaux de la Somme et du Crotoy qui divaguent en fonction du jeu des tempêtes et des marées soient toujours correctement balisés par les balises vertes, par les bouées vertes et rouges, bouées de tribord et de bâbord en venant du large.

Ce bateau baliseur avait été construit au Chantier naval Auroux d'Arcachon dans les années 1950 et avait dû être retiré du service en 1999 par les « Phares & Balises » parce que la structure du navire était un navire en bois avec un renfort métallique mais la coque était atteinte par des contaminations de champignons qui avaient affaiblies la structure. Le navire donc a dû être remplacé par un navire neuf en acier celui-là, qui a été construit à Nort-sur-Erdre avec un co-financement du Département, de même qu'a été remplacé une grande partie du Parc de Glau pour le moderniser et donc le bateau baliseur Somme II, le nouveau s'appelant le Baie de Somme, retiré du service, a été acheté pour une somme symbolique par le Conseil général avec l'objectif partagé par l'Association qui porte le nom « Somme II » également de le reconverter après restauration en navire touristique qui continuerait à arpenter les chenaux de la Baie de Somme.

Donc dans un premier temps, pour éviter qu'il ne s'échoue, il a été gruté et sorti, cela devait être fin 1999 ou fin 2000, je ne serais plus dire, gruté sur le port de Saint-Valery. A un moment avait été envisagé le fait de le restaurer sur place, mais la restauration a pris du temps ; il a fallu recruter un maître d'œuvre, il a fallu définir les modalités de restauration et la commune de Saint-Valery, à la demande des riverains du quai, a souhaité que le navire n'encombrait pas davantage la vue. Et donc, le navire avait fait l'objet d'un premier transport pour l'amener sur le terrain d'un chantier naval de Saint-Valery, le chantier Deloisoin, qui est dans le haut de Saint-Valery. Donc, il est resté là pendant quelques années le temps de parfaire les études et d'attribuer les marchés de restauration à un groupement conjoint d'entreprises de Lorient, porté par une entreprise de menuiserie « Atelier Menuiseries de Bretagne » et avec un charpentier de marine de Concarneau, parmi d'autres corps de métiers faisant partie de ce groupement. La restauration a eu lieu de 2007 à 2009.

Le navire est revenu au printemps 2009 en Baie de Somme mais malheureusement, l'Association « Somme II », même si elle le conteste, s'est dérobée à ce qui devait être de sa responsabilité, celle d'exploiter le navire à des fins touristiques, et c'est finalement une autre association valéricaine, l'association « Rando Nature » en Somme ou en Baie de Somme qui a au pied levé accepté donc, dans le cadre d'une convention, d'assurer cette exploitation.

L'exploitation a ensuite été prise en charge par le Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard, ce qui a d'ailleurs eu un premier effet, c'est de limiter le transport de passagers à 12 passagers pour rentrer dans une réglementation applicable aux collectivités publiques. L'Association « Rando Nature en Somme » avait pu exploiter avec 30 passagers et il a fallu à la fois bénéficier de dérogation pour que le navire soit reconnu comme navire à passagers. Il a fallu aussi faire quelques travaux d'adaptation à ce nouveau statut avant que le Syndicat mixte Baie de Somme ne puisse retrouver la capacité des transports à 30 passagers. L'exploitation souffrait du fait que ce produit était un peu exceptionnel, qu'il s'agisse de l'Association « Rando Nature » qui était plutôt habituée à accompagner des promeneurs à traverser la Baie de Somme, qu'il s'agisse du Syndicat mixte Baie de Somme qui exploitait un certain nombre de sites mais plutôt des bâtiments qui accueillent à poste fixe des visiteurs. La structure qui aurait été la plus adaptée pour exploiter un tel navire aurait été le « Chemin de fer de la Baie de Somme » mais il a toujours déclaré qu'il se limitait au patrimoine ferroviaire, pas au patrimoine maritime et donc, le Syndicat mixte Baie de Somme en 2015 a décidé de ne pas renouveler la convention d'exploitation du Somme II considérant que cela lui prenait trop de temps et que la compensation financière que versait chaque année sous forme de subvention du Département était en réalité insuffisante.

Un autre exploitant a été recherché. Il aurait pu s'agir d'un exploitant public, d'un autre Syndicat mixte Baie de Somme, celui de Baie de Somme 3 Vallées, porteur du projet du Parc naturel régional et aussi du SCOT<sup>19</sup> de l'Abbevillois. Sur ces entrefaites donc, les travaux, en vue de permettre à cet exploitant d'avoir un navire en parfait état de marche, avaient été lancés à Dieppe. Le bateau avait donc été mis en cale sèche à Dieppe et c'est là qu'une nouvelle contamination de champignons a été détectée qui a donné un coup d'arrêt à ce projet de reprise de l'exploitation par le Syndicat mixte Baie de Somme 3 Vallées. Des expertises se sont succédées et finalement donc, aucune décision n'a été prise quant à une nouvelle restauration du Somme II. La DRAC<sup>20</sup>, par l'intermédiaire de sa Conservation régionale des Monuments Historiques et son expert missionné, Yves Dauga, sont très favorables à une nouvelle restauration mais d'une part, le Département a fait valoir qu'il devait attendre pour mobiliser un budget qui risquait d'être de l'ordre de 500 000 € à 1 000 000 € à nouveau, d'attendre le prochain plan pluriannuel d'investissement de la collectivité et d'autre part, principalement même d'avoir en face de lui un exploitant qui serait prêt à s'investir dans cette exploitation et donc, ça fera l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt qui devrait être lancé dans les prochaines années.

La liste est terminée mais je m'aperçois que dans la rubrique n° 2 « Voirie départementale », je n'ai pas évoqué un dossier important qu'on pourrait qualifier de 2-6, si on veut, c'est le dossier du Schéma départemental d'accueil des autoroutes. C'est en fait un schéma d'aménagement de la voirie routière départementale qui avait été impulsé par Fernand Demilly dès 1988 – 1989, plutôt 1989 – 1990, et qui partait du constat que le territoire départemental allait être sillonné par des nouvelles autoroutes en particulier du programme Transmanche : on parlait de l'autoroute A 16, on parlait de de l'autoroute A 29, il y avait l'autoroute A 28 et que le Département avait vocation à faire en sorte que, le plus rapidement possible, ces principaux pôles économiques et touristiques puissent être raccordés aux nouveaux diffuseurs autoroutiers annoncés dans des conditions satisfaisantes, et en particulier pour les pôles économiques par des liaisons hors gel. Ce schéma a été réfléchi par la DDE de la Somme, à l'époque, adopté par le Conseil général et mis en œuvre sur une décennie. De nombreuses liaisons nouvelles, il y a eu des renforcements d'itinéraires, de nombreuses liaisons nouvelles ont été créées dans le cadre de ce schéma. Par exemple, autour d'Amiens, la sortie de la rocade Sud d'Amiens au niveau de Dury a été reliée à la RD 210, à Abbeville, les deux diffuseurs Abbeville Est, Abbeville Ouest ont été reliés respectivement à la 901, 925 d'une part, la 928 d'autre part, etc, etc. Et autre particularité de ce Schéma d'accueil des autoroutes, la création des diffuseurs autoroutiers nouveaux supplémentaires à ceux existants ou prévus. Cela a été le cas d'abord sur l'autoroute A 1 avec le diffuseur de Maurepas. Ce diffuseur en fait est une mesure compensatoire qui avait été accordée par la Région et par SANEF au Département pour le choix d'un tracé de l'autoroute A 29 Amiens – Saint-Quentin qui desservait très mal les principaux pôles d'Albert et de Péronne. Toute une démarche démontrant l'intérêt d'un tracé passant plus près de ces deux communes avait été portée mais s'était

heurtée au refus du Ministère, de la SANEF et de la Région et l'annonce de ce diffuseur supplémentaire sur l'autoroute A 1 permettait d'améliorer la desserte d'Albert vers l'Ouest, de Péronne vers l'Est. Il a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage direct du Département et le Département a souhaité accompagner cette réalisation par la création d'une œuvre d'art confiée à l'artiste Albert Hirsch.

Sur ce modèle de partenariat Département – Région – SANEF, l'autoroute A 29 en projet a elle-même bénéficié de deux diffuseurs supplémentaires à Villers-Bretonneux et à Athies, qui ont permis de faire en sorte que cette autoroute dessert quand même le territoire traversé et puis, plus récemment, l'autoroute A 16 au Sud d'Amiens a fait l'objet d'un diffuseur à Essertaux qui avait le statut de diffuseur différé et donc, le partenariat financier s'est mis à nouveau en place pour que ce diffuseur soit créé.

Notes :

1Voies Navigables de France

2Établissement public de coopération intercommunale

3Programmes d'Actions de *Prévention* des Inondations

4Chambre de commerce et d'industrie

5Fonds européen de développement régional

6Délégation de service public

7Société par actions simplifiées

8Zone d'aménagement concerté

9Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

10Direction générale adjointe Ressources

11Commonwealth War Graves Commission

12Centre d'Exploitation routière

13Société d'Economie mixte

14Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

15de l'anglais « Fiber to the Home », ce qui signifie « Fibre optique jusqu'au domicile ».

16Nœud de Raccordement d'Abonnés en Zone d'Ombre « *une solution technique filaire sur la boucle locale cuivre consistant à créer un nouveau nœud de raccordement d'abonnés (NRA) couvrant intégralement ou partiellement une zone d'ombre* ». <https://blog.ariase.com/box/dossiers/nra-noeud-raccordement>

17Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France

18Syndicat mixte d'aménagement de la côte picarde

19Schéma de cohérence territoriale

20Direction régionale des affaires culturelles

## Intérêt historique

Ce versement retrace l'histoire de la Direction générale adjointe Aménagement et équipement sur les domaines variés, tels que :

- l'aménagement du département de 1988 à 2018 concernant les différentes thématiques traitées (fleuve, littoral, voirie départementale, actes autoroutiers en partenariat avec la Sanef),
- la décentralisation : intégration des équipes de la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) et transfert de compétences voiries et fluviales au sein du Département,
- l'organisation de la direction suivant les différentes étapes de son évolution,
- le déploiement et l'aménagement des sites commémoratifs de la Première Guerre mondiale : construction de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, construction du mémorial de Thiepval, développement d'un partenariat étroit avec les autorités britanniques,
- le développement du numérique et notamment de la fibre dans le département,
- le suivi de quelques dossiers spécifiques tels que l'aménagement de l'Aire de la baie de Somme sur l'autoroute A16, l'installation d'un ballon captif à Samara ou encore, le développement du Bus jaune reliant Amiens à l'aéroport Roissy Charles de Gaulle.

Ces dossiers mettent également en avant le rôle du DGA au sein d'une collectivité territoriale au cours de ses 31 ans de carrière. Ils constituent le pendant des dossiers techniques conservés en direction. Dans certains des dossiers de décisions, les éléments techniques ont volontairement été conservés, malgré la présence de l'original par les directions thématiques, et ce afin de permettre au lecteur une meilleure compréhension du sujet.

## Communicabilité

Il convient de rappeler qu'au terme du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit. Les informations relatives à la protection de la vie privée sont soumises à un délai de communicabilité qui est actuellement de cinquante ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier.

**La communicabilité des liasses de ce versement est immédiate ou portée à 50 ans.**

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

---

## Bibliographie

### Baie de Somme

#### Ouvrages

BEAL Jacques. *Baie de Somme à vélo*. - Arles : Actes sud, 1997. [BR4450]

BEAL Jacques, DESPREZ Michel. *Au cœur de la baie de Somme et du Marquenterre*. - Paris : La Renaissance du livre, 1999. [4°2715]

BUREAU Barbara. *Portraits de côtes : entre baie de Somme et Rye baye*. - Amiens : Martelle, 2001. [4°2714]

BUREAU Barbara, CHAMBERS Claudia, *Rye Bay : discover the wildlife of two bays, [publ. by the] East Sussex county council [and the] Syndicat mixte d'aménagement de la côte picarde*. - Amiens : Martelle Edition, 2001.

DEBRIL Laurence. *Baie de Somme, côte picarde*. - S. l. : Pascal Bachelet, 2007. [4°2169]

DELANNOY David. *La Baie de Somme*. - Chamalières : Christine Bonneton, 2018.

GUILLOUZIC Noëlle (Le). *La Somme et sa baie*. - Barbentane : Équinoxe, 2004.

GUILLOUZIC Noëlle (Le), GREENHALF Robert. *Baie de Somme & Rye Bay : d'une Baie à l'autre*. - S. l. : Punch édition, 2007.

HOEBLICH Jean-Marc (dir.), *La baie de Somme en question : actes du colloque, vendredi 13 novembre 1998, Pôle universitaire Cathédrale, Amiens, organisé par l'Association pour le littoral picard et la baie de Somme*. - Cayeux-sur-Mer : Association pour le littoral picard et la baie de Somme, 1999. [4°2066]

MARIVAL Julien, KARDOUS Hélène, LABOURDETTE Jean-Paul. *Amiens, escapades en baie de Somme*. - Paris : Nouvelles éditions de l'Université, 2008.

SCHAMBERT Christophe. *Baie de Somme : une petite promenade en images*. - Simencourt : Schambert éditions, 2018.

VALICOURT Joseph (de). *La baie de Somme : son histoire locale, son fleuve, ses renclôtures, ses problèmes, son avenir*. - Noyelles-sur-Mer : s. éd., 1996.

VERGER Fernand. *Marais maritimes et estuaires du littoral français*. S. l. : Belin, 2005. [4°2145]

#### Atlas

*Atlas paysager et patrimonial*. Abbeville : Syndicat mixte Baie de Somme 3 Vallées, Ch'live d'images éd pèr ichi, 2013. [BR4287]

#### Périodiques

*Baie de Somme, côte picarde*. [250PER]

Communauté de communes de la baie de Somme Sud, *Les Échos : bulletin d'information de la Communauté de communes de la Baie de Somme Sud*.

Communauté d'agglomération de la baie de Somme, *Baie de Somme aggro : le magazine de l'information*.

Syndicat mixte Baie de Somme Grand littoral picard, *Baie de Somme : ensemble pour un développement durable*.

## **Samara**

BOURGOIN Catherine, DELEBECQUE Luc, DUBOIS Jean-Jacques, LEFEBVRE Georges. *Samara, le monde vivant du marais*. - La Chaussée-Tirancourt : Samara-Nature et archéologie, 1990.

CAMUS Dominique (dir.). *Une journée à Samara : la Préhistoire grandeur nature*. - Amiens : Conseil général de la Somme, 2004.

FAGNARD Jean-Pierre, TROCHÉ Bruno. *La Préhistoire racontée par Samara*. - Amiens, Conseil général de la Somme, 2003. [BR2788]

*Samara, histoire d'une conception. Thème, dessins esquisses, maquette, plans du sculpteur Bruno Lebel*. - Amiens : CRCA impr., 1988. [BR1775]

## **Projet de troisième aéroport international**

Assemblée nationale, Commission de la production et des échanges, *Rapport d'information sur l'implantation du futur troisième aéroport international*, 1996.

## **Inondations de la Somme**

BEUCHER Stéphanie. *Les inondations de la vallée de Somme de 2001 : extensions spatiales, aspects historiques, acteurs*. - Maîtrise de géographie, Paris X, s.d. [4°1853]

FRAMERY Damien. « Les inondations de la Somme en 2001 : enjeux de pouvoirs pour un contexte de décentralisation ». - Extr. de *Hérodote*, revue de géographie et de politique, n°110. *Les pouvoirs locaux, l'eau, les territoires*. [8°5135]

*Inondations dans la Somme : revue de presse*. - Amiens : préfecture de la Somme, 2001. [4°2613/1-6], [4°2614/1-3], [4°2615] et [4°2616/1-2].

LAGANIER Richard, Helga-Jane SCARWELL, Presses Universitaires du Septentrion, 2017

LANG Michel, CŒUR Denis. *Les inondations remarquables en France : Inventaire 2011 pour la directive inondations*. Quae, 2014.

Sénat. *Rapport de la Commission d'enquête sur les inondations de la Somme chargée d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondations, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 9 mai 2001*. 2001.

## **Historial de Péronne et Mémorial de Thiepval**

### Ouvrages

*L'Histoire autrement, Historial de la Grande Guerre*. - Péronne : Conseil général de la Somme, 1993. [BR2005]

FRANCOIS Hervé, AUDOIN-ROUZEAU Stéphane. *L'Historial de la Grande guerre*. - Paris : Gallimard, 2018.

ROUGERON Gérard. *L'Historial de la Grande Guerre*. - Amiens : Conseil général de la Somme, 1986. [BR3596]

STEDMAN Michael. *Somme : Thiepval*, Barnsley. - Pen & Sword : coll. Battleground Europe, 2005.

*Thiepval les piliers de la mémoire*. - Péronne : Historial, 2017. [BR4573]

### Périodiques

*Les Cahiers de l'Historial*. - Péronne : Historial de la Grande Guerre, 2010.

HAREL Véronique, FONTAINE Caroline (dir. Publ.). *La lettre de l'Historial*. - Péronne : Historial de la Grande Guerre, n°1-27, 1997-2012. [206REV]

## **Canal et fleuve de la Somme**

BACHELET Pascal. *Visages d'un fleuve, la Somme*. - Dury : Images et territoires, 2013. [8°5443]

CUISSET Thibaut. *Le fleuve Somme*. - Montreuil-sur-Brèche : Diaphane éditions, 2018.

DEVISMES Gérard. *Bucolique vallée de Somme : de la source du fleuve à son embouchure*. - Inval-Boiron : la Vague verte, 2007. [BR3420]

DEVISMES Philippe. *Les voies navigables de la Picardie : de Saint-Valery-sur-Somme à Conflans-Sainte-Honorine et de Jeumont à Berry-au-Bac*. - Paris : Éd. de l'Écluse, 2011. [BR4262]

IZEMBART Hélène, LE BOUDEC Bertrand. *Le canal de la Somme : un ouvrage d'art comme invitation à découvrir le paysage*. - Amiens : Conseil général de la Somme, 2004. [8°4045]

## Sources écrites

### Généralités

Archives départementales de la Somme :

76 W : Direction générale des services (1991-2008).

### **Direction départementale de l'Équipement, décentralisation et transfert des compétences au Département**

Archives nationales

Versement 19890268 : Cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports. Dossiers de Daniel Laure, conseiller technique chargé du budget et de l'administration générale (1985-1988).

Fonds du Ministère de l'Équipement. Rapports établis par les membres de l'inspection générale de l'équipement et de l'environnement

- Versement 19900620 (1985).
- Versement 19940241 (1987).

Versement 19930166 : Premier ministre ; Ministres et secrétaires d'État délégués ; Ministre délégué chargé des réformes Administratives (1986-1988).

Versement 19870727 : Intérieur ; Direction générale de l'administration ; Direction des personnels, des affaires politiques et de l'administration territoriale ; Sous-direction administration territoriale (1971-1985).

Versement 19870720 : Intérieur ; Direction de l'administration générale ; Direction de l'administration territoriale et des affaires politiques ; Sous-direction administration territoriale (1970-1986).

Versement 20160536 : Cabinet de Dominique Perben, ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Archives du directeur de cabinet et du conseiller chargé des affaires internationales (2002-2007).

Versement 20160130 : Dossier de la Direction générale des routes et des services rattachés (1958-2007).

Versement 20160508 : Ministère de l'Équipement ; direction du personnel. Contrôle de gestion, décentralisation, modernisation et vie des services (1918-2001).

Versement 20160349 : Ministère de l'Équipement et des Transports ; direction du personnel. Gestion prévisionnelle des effectifs (1965-2000).

### **Projet de troisième aéroport international**

Archives nationales :

- Fonds publics depuis 1960

Versement 20000206 : Premier ministre ; Cabinet du Premier ministre et services rattachés ; Cabinet ; conseiller technique (1995-1997).

Versement 20050250 : Premier ministre ; Cabinet du Premier ministre et services rattachés ; Cabinet ; Service photographique (2000-2002).

Versement 20060140 : Premier ministre ; Cabinet du Premier ministre et services rattachés ; Cabinet; Conseiller (2001-2002).

Versement 20050254 : Cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre de 2002 à 2005. Service des interventions. Art 1-7 : Courrier général adressé au Premier ministre par des entreprises, des associations, des syndicats et autres organismes (échantillonnage) (2002-2005).

Versement 20030282 : Cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Dossiers de Nicolas Notebaert, conseiller technique chargé du secteur ferroviaire (1998-2002).

Versement 20020505 : Cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Dossiers du ministre, du directeur de cabinet et de conseillers (1997-2002).

Versement 20030280 : Cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Dossiers de Patrick Amar, conseiller technique chargé du secteur aérien (1999-2002).

Versement 20030381 : Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement ; cabinet de Dominique Voynet ; archives de Jacques Maire et Jean-François Collin, directeurs de cabinet (1997-2001).

Versement 20080263 : Ministère chargé de l'Environnement. Équipements sur le territoire : études d'impact (1973-2003).

Versement 20010045 : Agriculture ; Cabinet et services rattachés ; Cabinet du ministre (1995-1997).

Versement 20140197 : Direction générale de l'aviation civile ; Service technique des bases aériennes. Choix du site du troisième aéroport international (1965-1998).

#### Archives municipales d'Amiens métropole

- Série W

1206 W : Fonds de la Direction générale des services (1985 -1997).

2228 W : Conseil de la communauté d'agglomération d'Amiens métropole, année 2001.

#### Archives départementales de la Somme

- Série W

255W94-104 : Cabinet du Préfet de la Somme (1995-2002).

### **Historial de la Grande Guerre et Mémorial de Thiepval**

#### Archives nationales

- Série AA :

Versement 20150333 : Archives des musées nationaux direction des musées de France (1848-1999).

- Fonds publics depuis 1960

Versement 20170098 : Archives du département des publics, de l'action éducative et de la diffusion culturelle.

Versement 20010099 : Culture ; Direction des musées de France ; Département des collections ; Bureau des acquisitions (1996-1996).

Versement 20150398 : Archives d'Alain Batifoulier, scénographe.

Versement 20100052 : Dossiers de David Teillet, chef de cabinet de Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale (2007-2009).

Versement 20000329 : Culture ; Mission interministérielle de coordination des grandes opérations dite "mission des grands travaux" (1982-1998).

#### Archives départementales de la Somme

- Série J, Histoires de familles pendant la Première Guerre mondiale

134 J 12 : fonds de la famille Delahaye (1914-1933).

- Série W

1396 W : Affiches d'expositions et manifestations culturelles (1988-2001).

- Fonds iconographiques

8 Fi : Cartes postales (1990-2016).

#### Fonds de l'Historial de Péronne

#### Fonds de la Commonwealth War Graves Commission

### **Inondations de la Somme**

#### Archives nationales

Versement 20030281 : Services communs urbanisme transports ; Cabinet et services rattachés ; Cabinet du ministre (1997-2002).

Versement 20050251 : Premier ministre ; Cabinet du Premier ministre et services rattachés ; Cabinet ; conseiller technique (1997-2002), communiqué de Lionel Jospin, Premier ministre, à l'occasion des inondations de la Somme en avril 2001.

Versement 20030440 : Premier ministre ; Cabinet du Premier ministre et services rattachés (1997-2002). Préparation et déroulement du déplacement de Lionel Jospin, Premier ministre, en raison d'inondations, à Abbeville (Somme, 9 avril 2001).

Versement 20150588 : risques météorologiques, Retours d'expérience sur les inondations de : Seine-Maritime (mai 2000) ; bassin de la Somme (avril 2001) ; Rhône (décembre 2003) ; « La gestion des crises de sécurité civile en France ».

Versement 20020505 : Cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Dossiers du ministre, du directeur de cabinet et de conseillers (1997-2002).

Versement 20080050 : Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement ; cabinet de Dominique Voynet. Archives de conseillers techniques (1995-2001).

Versement 20070678 : Ministère de l'Agriculture. Cabinet de Jean GLAVANY, ministre de l'Agriculture et de la Pêche (1998-2002) : dossiers des membres du cabinet (1993-2002).

Versement 20090323 : Ministère chargé de l'Environnement. Études et programmes de recherche en matière environnementale (1934-2008).

Versement 20040487 : Intérieur ; Cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur puis de Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur. Archives de Christophe Bay, conseiller technique chargé de la défense et de la sécurité civiles (1975-2002).

Versement 20090377 : Ministère chargé de l'Environnement. Politique publique de l'eau (1877-2007).

Versement 20080170 : Ministère de l'Agriculture ; Conseil général du génie rural, des eaux et forêts (CGGREF). Organisation et travaux de la 6e section (nature, forêt, paysage) (1947-2006).

#### Archives départementales de la Somme

- Série W

182 W 14 : Conseil départemental de la Somme, Fonds de la Direction générale adjointe des solidarités, les inondations dans la Somme (2001-2004).

255W109-120 : Cabinet du Préfet de la Somme (1995-2002).

1444 W 39-45 : Conseil départemental de la Somme, Fonds de la Direction de l'Insertion, couverture des sinistres des inondations de 2001 (2001-2002).

124 W 97 : Fonds de l'école maternelle « Au bord de l'eau » à Amiens, mesures solidaires mises en place par la Mutuelle assurance de l'éducation (2001).

#### Archives municipales d'Amiens métropole

- Série W

841 WP : Fonds du pôle Urbanisme et Architecture / CAF.

2356 W : Fonds du pôle Eau et Assainissement / Etudes.

- Fonds iconographiques

1 Fi : Administration.

6 Fi : Équipement.

### **Canal de la Somme et Canal Seine Nord Europe**

#### Archives nationales

Versement 20160475 : Greffe du conseil général des Ponts-et chaussées (1945-2013).

Versement 20160049 : Transports par voies navigables (1940-2006).

#### Archives départementales de la Somme

- Série W

1287W : Fonds de la Direction de l'Environnement, fonds des équipements communaux .  
Monuments historiques : programmes ; voirie communale et départementale ; édifices culturels ; amendes de police ; service incendie ; assainissement ; aliénations S.N.C.F. ; tracé du T.G.V. ; casernes de gendarmerie ; canal de la Somme ; lutte contre les inondations ; élimination des déchets ; festival de Saint-Riquier ; décentralisation ; syndicats intercommunaux, 1953-1992.

255W105-108 : Cabinet du Préfet de la Somme (1995-2002).

#### Archives municipales d'Amiens métropole

- Série O

6 O : Navigation, régime des eaux (1860 – 1983).

- Série W

422 W : Ville d'Amiens - Direction générale des Services (1966 – 1992).

206W : Fonds du Cabinet du Président du Conseil départemental (2005-2021).

255W105-108 : Cabinet du préfet (1974-1998)

### **Baie de Somme**

#### Archives nationales

- Série F : Versements des ministères et des administrations qui en dépendent.

F/14/11041/167 : Conseil général des ponts et chaussées. Registre d'enregistrement des affaires envoyées au Conseil traitées par la deuxième section de la Navigation (1870-1871).

- Fonds publics depuis 1960

Versement 20080066 : Ministère chargé de l'Environnement. Politique publique de l'eau (1972-1999).

Versement 20130372 : Ministère de l'Environnement : création et gestion des parcs nationaux et des réserves (1987-2010).

Versement 20070642 : Ministère chargé de l'Environnement. Archives du Conseil national de la protection de la nature (1947-2004).

Versement 20100328 : Dossiers d'aménagement des territoires universitaires (1990-2007).

Versement 20030479 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : acquisition de terrains classés (1977-2002).

Versement 20010339 : Intérieur ; Direction générale des collectivités locales ; Sous-direction des compétences et des institutions locales ; Bureau urbanisme, logement (1975-2001).

#### Archives municipales d'Amiens métropole

- Série W

2078W : Atelier d'Urbanisme et d'Architecture / CAF (1972-1993).

2556W : Pôle Eau et Assainissement / Exploitation des captages et stations d'épuration (1879-2002).

### **Samara**

#### Archives départementales de la Somme :

- Fonds iconographiques

1Fi : Documents iconographiques isolés d'un format supérieur à 24 x 30 cm.

2 Fi : Documents iconographiques isolés d'un format inférieur à 24 x 30 cm.

#### Archives municipales d'Amiens métropole

- Série W

281W : Ville d'Amiens - Secrétariat général (1963-1989).

#### Archives nationales

Versement 19920487 : Culture ; Cabinet et services rattachés au Ministre ; Cabinet ; conseiller technique (1960-1993).

Recherche ; Direction générale de la recherche et de la technologie ; Direction du financement de la recherche ; Sous-direction interventions financières ; Bureau gestion administrative et financière.

- Versement 19900151 (1976-1988).
- Versement 19960202 (1980-1995).
- Versement 19990130 (1981-1998).
- Versement 19940100 (1987-1993).

Versement 19960141 : Culture ; Direction du patrimoine ; Mission patrimoine ethnologique (1979-1993).

Versement 19900201 : Culture ; Direction de l'administration générale et de l'environnement culturel ; Sous-direction de l'environnement culturel ; Mission culture scientifique et technique (1981-1989).

### **TGV**

255W86-87 : Cabinet de la Préfecture (1985-1995).

### **Autoroutes**

255W88-90 : Cabinet de la Préfecture (1985-1995).

# Répertoire numérique détaillé

---

206 W 1 - 2

**Transfert de compétences DDE (Direction Départementale de l'Équipement), organisation de la direction et suivi des projets de service.**

1985-2004

206 W 1

Transfert et mise à disposition des agents de la Direction Départementale de l'Équipement au Département, établissement d'une convention entre le Préfet et le Président du Conseil départemental : convention, correspondance (1987-2004).

Suivi des effectifs : copie de convention, tableau, note, correspondance, décret (1988-1992).

Mise en place du Plan Informatique Bureautique (PIB) : note, cahiers des charges, PIB, rapports, compte-rendu de réunion (1988-1990).

Amélioration des échanges d'informations entre l'exécutif départemental et la Direction Départementale de l'Équipement, mise en place de l'opération « Claire » : tableaux de synthèses, documents techniques, dossiers récapitulatifs, correspondance, synthèses budgétaires, correspondance, bilan (1988-1989).

Communication interne, édition de « La lettre de la DDE » : numéros 1 à 9 (1985-1988). Edition de la page d'informations « 5 minutes pour tout savoir » : numéros 1 à 84 (1987-1994)<sup>1</sup>.

XI<sup>e</sup> plan, nouvelles opérations sur les routes nationales dont déviation de Péronne sur la RN17 : plan, note de service, article de presse, correspondance (1990-1994).

Grandes infrastructures dans la Somme, bilan de mandat et réunion de travail : rapport, liste des participants (1991-1999).

Présentation de la cellule départementale des ouvrages d'art : note de présentation, programme, inventaire (1991).

1985-2004

206 W 2

Rencontre et partenariat, réunion conjointe des bureaux des conseils généraux de la Somme et de la Seine maritime (autoroute A29, projet de PACT international Vallée de la Bresle, liaison Eu-Aumale RD1015-RD49) : note de service, programme de la journée, document de présentation, correspondance (1990).

---

<sup>1</sup> Lacune : n° 39, 52, 66, 69 à 74, 79.

Rencontre avec le cabinet de M. Pierre Beregovoy, préparation : composition du cabinet et de la délégation du Conseil général, communiqué, carte, correspondance (1991-1992).

Réunion des bureaux des Conseils généraux de la Somme et du Pas-de-Calais relative à l'autoroute A16, à la demande d'électrification de la ligne ferroviaire Amiens-Abbeville-Boulogne-sur-Mer, préparation : correspondance, compte-rendu de réunion, autocollant et documentation de Ferelec pour la ligne ferroviaire Amiens-Boulogne, carte, données comparatives sociales et de santé des départements de la Somme et du Pas-de-Calais (1991-1993).

Situation économique et sociale de la Somme, intervention du Préfet et du président du Département : discours (1992).

Aménagement du territoire, entrevue avec Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, et Edouard Balladur, Premier ministre : article de presse, fiche technique (1993).

Réunion de travail avec Bernard Pons, Ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme (2 juillet 1996), préparation : note de service, article de presse, correspondance, programme (1995-1996).

Rencontre entre le président et le préfet, préparation : ordre du jour, note de service, article de presse, correspondance, compte-rendu de réunion (1995-1996).

Visite du Président de la République Jacques Chirac à Amiens, préparation : note de service, article de presse (1996).

Réunion de travail avec l'homologue du Conseil régional, préparation : notes manuscrites, correspondance (1996).

Gratuité du contournement de la rocade ouest par l'autoroute A16 et aménagement du parc Saint-Pierre, réunion entre le Président et le Maire-Député d'Amiens : note de service, article de presse, correspondance (1998).

1990-1998

206 W 3 – 5 Acte II de la décentralisation.

1985-2019

206 W 3 Charges transférées au Département, évaluation financière : rapport, état des lieux (2004).

Organisation du transfert de compétences, animation de groupe de travail « services transférés » : note, rétro planning, présentation (2004).

Réorganisation des services : note, tract, présentation (2004). Comité de pilotage : ordre du jour, note, discours, correspondance (2004-2005).

Transfert au Département : articles de presse, présentation, discours, correspondance, mails, organigrammes, extrait journal interne, arrêté (2005-2009).

Accueil des nouveaux agents : correspondance, journal interne, plaquette de présentation, mails, discours, présentation (2005-2007).

Rencontre avec les syndicats : correspondance, mails, note, coupure de presse, brochure (2005-2007).

Présentation de la nouvelle filière : arrêté, mails, correspondance, coupure de presse (2006-2009).

2004-2009

206 W 4 Transfert des mobiliers et immobiliers de la DDE au Département : compte-rendu, correspondance, mails, convention, note, circulaire (2005-2008). Location et achat d'un immeuble appartenant à Valéo : rapport, correspondance, plans, projet de bail, compte-rendu, mails (2006-2007).

Route Nationale d'Intérêt Local (RNIL), décentralisation : cartes, correspondance, projet de décret, lettre circulaire (2004-2009). Définition du nouveau domaine public routier national : correspondance, délibérations, rapport, cartes, CD (2004-2005). Transfert au Département : convention, avenants, correspondance, acte de transfert, estimation financière, cartes, articles de presse (2004-2006). Numérotation des RNIL : correspondance, mails (2006). Evaluation des travaux de remise en état et des conséquences : enquête de la Chambre régionale des comptes de Picardie, rapport, correspondance, entretien (2010-2011).

Compensation financière : correspondance, note, tableaux, mails, cartes (2004-2009).

Direction Interdépartementale des Routes (DIR), conventionnement avec le Conseil général pour l'agrandissement du centre d'exploitation de Glisy : convention, correspondance, plan, note, rapport, invitation (2006-2007).

2004-2011

206 W 5 Subdivision navigation, réorganisation du service : correspondance, projet de règlement interne, note (2002).

Décentralisation des routes et transfert des effectifs, organisation de la nouvelle filière infrastructure, accompagnement par le cabinet Setec, négociation avec le Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer : document de présentation, correspondance, note de service, programme du « forum du changement », présentation de la nouvelle organisation, procès-verbal du comité technique paritaire, article de presse, texte de loi, catalogue des métiers, plan d'action, projet de convention de transfert, questionnaire (2005-2011).

Projet de service de la direction générale adjointe, mise en place : journal interne, note, diaporama, diagnostic, procès-verbal (2010).

Comité technique paritaire (7 juin 2011, 1er décembre 2011, 21 juin 2012, 19 décembre 2012, 21 mai 2014) : compte-rendu, diaporama, mails, journal interne, fiche

synthétique (2011-2014).

Audience du 21 février 2013 avec Frédéric Cuvillier, ministre délégué des Transports, de la Mer et de la Pêche, dossier d'information : note d'information, relevé de conclusions, article de presse, compte-rendu de réunion, cartographie, compte-rendu de visite, texte de loi, dossier de presse, document de communication, correspondance (2013).

Nouvelle répartition des CDER (Centres Départementaux d'Entretien des Routes) et des MDSI (Maisons Départementales des Solidarité et de l'Insertion) sur le territoire : tableau de suivi de l'avancement des travaux (2016-2018). Direction des routes, nouvelle organisation : organigramme, compte-rendu du comité technique, document de présentation (2015-2019). CDER d'Albert, problème d'organisation : correspondance (2019). Séminaire des cadres de la DGA Equipement : programme, liste des invités (2017-2018). Journal interne du Conseil départemental *Nous Somme*, présentation de la DGA : publication (2009-2017).

1985-2019

206 W 6 – 7	<b>Transfert du Parc départemental de l'Équipement.</b>	1988-2011
206 W 6	<p>Parc et subdivisions territoriales. - Inventaire des biens mobiliers et immobiliers du Département de la Somme, inventaire des véhicules : état des biens mobiliers (1988-1989).</p> <p>Organisation du comité financier et de gestion des matériels, désignation des représentants : compte-rendu, pré-bilan, ordre du jour, convention prévisionnelle, étude, note de service, bilan de gestion, programme d'activité, avenant à la convention, rapport du président du Département (1988-1992). Commande d'une étude sur l'évolution du parc et des subdivisions : étude, lettre de commande, correspondance, compte-rendu (1991-1997).</p>	1988-1997
206 W 7	<p>Participation au comité financier de gestion : ordre du jour, bilan, tableau de bord, note, diaporama, avenant, mail, compte-rendu (2002-2009). Réflexion sur l'évolution des parcs : correspondance, note, questionnaire, présentation (2004). Véhicules, conditions d'utilisation : note, règlement, correspondance (2006-2007). Conversion au biodiesel : mails, coupure de presse, rapport, brochure (2006-2007). Réflexion sur la livrée : mails, note, croquis (2007). Élaboration du document d'orientation stratégique : rapport, correspondance, compte-rendu (2007). Interrogation des ouvriers des Parcs et Ateliers quant à leur futur statut : correspondance, note, tableau analytique, organigramme (2008)<sup>2</sup>. Avis du comité technique paritaire sur le transfert : procès-verbal, diaporama, ordre du jour, note (2009). Organisation d'un groupe de travail sur la réorganisation de la régie infrastructures : compte-rendu, mails, diaporama, règlement de consultation (2009). Élaboration d'une charte de transfert du personnel : charte, mails, note, correspondance (2009-2011). Signature de la convention de transfert : correspondance, convention, rapport, extrait de procès-verbal, note, amendement aux délibérations (2009-2011).</p>	2002-2011
206 W 8 - 20	<b>Voirie départementale.</b>	
206 W 8 – 9	<p>3e et 4e Commission, visite de chantiers : programme, plans, note, articles de presse, fiches récapitulatives</p>	1988-2017
	8 3e Commission.	1988-2007

---

<sup>2</sup> Incommunicable 50 ans en raison de la présence de données personnelles.

206 W 10	9 4e Commission. Fédération Régionale des Travaux Publics (FRTP), réunion annuelle : dossiers de présentation des projets en cours, mails, documentation, présentation, courriers d'invitation (2005-2015).	2008-2017
	Signature de la convention d'engagement volontaire : convention, présentation, mails, photographie, article de presse (2010).	2005-2015

### **Dossiers d'opérations.**

206 W 11 – 20	Routes.	1987-2019
206 W 11	Désenclavement industriel, mise hors gel de routes départementales desservant des établissements industriels : courriers, note, plan, plaquette, compte- rendu, tableau, carte, notice de présentation des zones industrielles (1988-1990).	
	Signalisation touristique, mise en place du schéma départemental de signalisation touristique : compte- rendu de réunion, schéma départemental, correspondance, article de presse (1989-1992).	
	Desserte des plages du Marquenterre, doublement des voies entre Quend et Rue : note, dossier de presse, dossier de présentation, articles de presse, invitation (1998-2002).	
	Voirie départementale : règlement (1999).	1988-2002
206 W 12	Innovation routière, mise en place d'un guide de gestion des plantations et alignements sur les routes départementales : convention, compte-rendu, schémas, correspondance, guides de gestion des plantations (1991-1993). Lancement de l'étude « Routes et paysages de la Somme » : présentation, correspondance, compte-rendu (1993-1994). Bilan des innovations routières : courrier, rapport, bilan (1995).	
	Aménagements routiers : compte-rendu, correspondance, extrait du registre des délibérations des communes (1990-1993). Inaugurations de routes départementales et du bassin de chasse du Crotoy : invitation, discours, plan, article de presse (1989- 1997). Inaugurations de routes départementales (RD) dans le cadre du schéma départemental d'accueil des autoroutes : invitation, discours, plan, article de presse (1993-1995). Mise en place du réseau d'appel d'urgence sur la RD 934 entre Amiens et Roye : article de presse, plaquette de présentation, courrier, programme (1995).	1989-1997

206 W 13

Friville-Escarbotin, desserte du lycée du Vimeu : correspondance, note, article de presse, compte-rendu (1987-1990). Desserte de la zone d'activité : note, avant-projet sommaire, plan de la zone d'activité, étude de trafic, correspondance (1989-1991).

Viabilité Hivernale, journal interne *Nous, Somme* : article (2008). Opposition au Dossier d'Organisation de la Viabilité Hivernale (DOVH) 2009-2010 : tract, mails, correspondance, compte-rendu, dossier d'organisation de la viabilité hivernale (2009). Remboursement des frais engagés par les agriculteurs pour le déneigement des routes lors de l'hiver 2010-2011 : courriers, articles de presse, mails, plan (2011). Conventionnement avec les Communautés de Communes et les agriculteurs : courriers, lettres ouvertes, chartes, mails (2010-2011). Retour d'expérience suite à l'épisode neigeux de 2013 : correspondance, compte-rendu, articles de presse (2013). Critiques concernant le mode d'action : compte-rendu, mails, photographies, articles de presse, courriers (2013).

Dossier d'organisation de la veille qualifiée, rédaction d'un protocole d'intervention d'urgence sur le réseau routier départemental avec la Préfecture : protocole, courrier, invitation, carte, compte-rendu (2007-2008).

Accotements, mise en place du fauchage raisonné : mails, présentation, communiqué de presse, articles de presse, documentation, affiche (2012-2013).

Partenariat avec les fédérations de chasse et de pêche, opération « Som'propre » : diaporama, courrier, charte (2011-2012). Opération « Som'fleurs » : mails, compte-rendu, plan, dossier de présentation, invitation (2013-2014).

1987-2014

206 W 14

Ouvrages d'art.

Pont de Languevoisin, contentieux : notes manuscrites, extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil général, texte de loi, décision du Conseil d'État, correspondance, note de service (1991-2001).

Projet de déviation Péronne (Route Nationale RN17) en lien avec le projet de Canal Seine nord Europe, réflexion et instruction : texte de loi, étude de faisabilité, rapport d'étude, plan, marché public, notes manuscrites, article de presse, compte-rendu de réunion, convention de participation financière, note d'information, correspondance, planning prévisionnel des études, document de présentation, rapport de la commission permanente, rapport d'étude, plan, notes

206 W 15

RD 40, aménagement entre Noyelles-sur-Mer et Abbeville : correspondance, note, coupure de presse, diaporama, communiqué de presse, compte-rendu, dossier de prise en considération (2005-2007).

Déviations de la RD 408 dans le cadre du regroupement du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'Amiens, réflexion autour de la desserte de l'hôpital Sud : correspondance (2003). Organisation du groupe technique voirie : correspondance, compte-rendu, programme, plan (2003-2004). Organisation du groupe aménagement : fiches récapitulatives, plans, compte-rendu, étude foncière, article de presse (2003-2004). Organisation du comité de pilotage : correspondance, plan (2004). Organisation du comité technique : point d'étape, compte-rendu (2004). Lancement d'une étude de circulation : cahier des charges, règlement de la consultation, note, étude de circulation (2004). Répartition des rôles entre le Département et Amiens métropole : rapport, extrait de procès-verbal, correspondance, étude de circulation, plan (2003-2005). Réflexion quant au tracé de la déviation : correspondance, diaporama, mails, compte-rendu, plan (2004-2006). Déclassement d'une partie de la voie : correspondance, rapport, note, plan, notice, étude (2004-2006). Réflexion sur la desserte du CHU : fiche d'opération, compte-rendu, correspondance (2006). Mise à disposition des emprises foncières : correspondance, dossier de présentation (2006). Instruction du permis de construire : correspondance (2006). Participation financière du Département : convention (copie), mails, correspondance, fiche synthétique, avant-projet, compte-rendu (2006-2007). Mise en place d'un schéma de gestion des accès : correspondance, plan, mails, copie délibération (2007-2009). Coupure de presse (2008-2014).

RN1/RN25, réalisation de deux giratoires et aménagement de l'échangeur : rapport, compte-rendu, correspondance, mails, coupure de presse, convention (copie), plans (2003-2010).

Abbeville, aménagement de la « côte de la Justice » sur la RD 1001 : correspondance, mails, plans, compte-rendu (2011-2014). Aménagement de l'entrée Est et étude des entrées de ville : correspondance, mails, compte-rendu, plans, coupure de presse (2012-2013). Déclassement de la RD 925 : correspondance, mails, coupure de presse (2013). Aménagement de la RD 1001 aux abords de l'ancienne sucrerie :

---

<sup>3</sup> Hors format conditionné à part, coté 206W\_CP\_15.

<sup>4</sup> Voir également les cotes 206W22-23.

correspondance, mails, compte-rendu, plans, coupure de presse (2013-2016).

Signalisation. - Inauguration d'une digue et d'un belvédère en hommage à Alfred Manessier au Crotoy : mails, invitation, photographie, coupure de presse (2011-2012). Pose de panneaux signalétiques concernant les jardins ouverts à la visite : mails, correspondance, compte-rendu (2011-2013). Mise en place d'une politique de signalisation touristique : compte-rendu, diaporama, mails (2012). Pose de panneaux indiquant les ruines fortifiées de Pourticourt : mails, cartes (2012-2013). Mise en place de panneaux touristiques sur l'autoroute A1 : correspondance, mails, compte-rendu, panneau<sup>3</sup> (2012-2015)<sup>4</sup>.

2003-2015

206 W 16

Pistes cyclables et véloroute.

Pistes cyclables, création entre Saint-Valery-sur-Somme et le Hourdel : plans, notice, estimations sommaires, correspondance, note, compte-rendu de réunion, rapports (1987-1993).

Côte picarde, établissement d'un plan vélo « Rives Manche Côte Picarde » en lien avec le SMACOP1 (Syndicat Mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard) : plan, diagnostic, descriptif, notice explicative, délibérations, relevé de conclusions, note, articles de presse, dossier de présentation, correspondance, convention (1998-2003).

Association des départements cyclables, demande d'actualisation du schéma de réseau national de circulation douce : correspondance, carte (2009).

Aménagement de pistes cyclables sur la RD 7 et la RD 4935, partenariat avec Amiens Métropole, co-maître d'ouvrage : correspondance, mails, discours, convention (copie), rapport (2010-2012).

Véloroute de la mémoire Amiens – Arras, subventionnement : coupure de presse, correspondance, délibérations (2011-2013).

1987-2013

206 W 17

Sécurité routière.

Organisation de diverses opérations de sensibilisation dont publication des Bandes Dessinées (BD) *Poursuite dans la Somme* et *Rallye dans la Somme*, campagnes de communication, d'information et de sensibilisation : document de présentation, correspondance, plan départemental d'actions de la préfecture, avis du comité économique et social de Picardie, affiche, document de présentation du premier festival international du film de sécurité routière, allocution,

article de presse, texte de loi, bulletin et liste des gagnants des jeux concours *Rallye dans la Somme* et *Poursuite dans la Somme*, liste des points de distribution de la BD du même titre, bilan des campagnes de sensibilisation, dossier de presse, convention relative à la participation des assurances mutuelles agricoles à la campagne d'information de 1989, journée d'échange entre les chefs de service en charge de la sécurité routière au sein des Départements animée par l'ADTS (Association pour la Diffusion des Techniques de Sécurité Routière), version de travail et BD *Poursuite dans la Somme*, compte-rendu de réunion du jury de la campagne de 1988 (1988-1990).

Identification des « points noirs » accidentogènes : carte, courrier, article de presse (1989-1994). Instauration de la limite de 50 km/h en agglomération : plaquette, note, courrier, guide (1990). Marquage des routes étroites : plaquette publicitaire, courrier, échantillon, articles de presse, note d'information, rapport (1990-1992).

Contrat local de sécurité routière, mise en place d'actions : bilan, contrat, convention, correspondance (1992-1997).

Prévention, opération « Silhouettes » : courrier, compte-rendu, mails, affiche (2008-2009). Maison de la sécurité routière, signature d'un partenariat avec la Préfecture et la Ville d'Amiens : convention, mail, rapport, compte-rendu (2008-2011). Mise en place d'actions : courrier, note (2011). Document général d'orientation, signature : courrier, mail, rapport, invitation (2013).

206 W 18

Albert, réflexion sur l'habillage de giratoires : correspondance, note, mail, photographie (2000-2007). Prolongement de la déviation : courrier, article de presse, mail, étude (2007-2014).

Campagne betteravière, fermeture de la sucrerie d'Abbeville : article de presse, mail, correspondance (2007-2008). Dérogation du tonnage des poids lourds à 44 tonnes : courrier, article de presse, arrêté (2008-2011). Dégradations de routes à Fresnoy-en-chaussée, Mézières-en-Santerre et Démuin : articles

1988-2013

---

<sup>5</sup> Incommunicable 50 ans en raison de la présence de données personnelles.

de presse, courrier, compte-rendu (2010).

Route départementale 32, réflexion sur la problématique de la stabulation de M. Dufour quant à l'acquisition foncière par le Département : correspondance, devis, note, mail, acte notarié (copie) (2004-2007)<sup>5</sup>.

Protection de la faune, crapauds, mise en place de crapauducs au bois Magneux de Cottenchy : photographie, mail, articles de presse (2008-2009). Chiroptère, pose d'abris : photographie, mail, compte-rendu (2011).

2000-2014

206 W 19

Rocade sud d'Amiens, construction, gestion de la domanialité, participation financière du Département, intégration au contrat de plan Etat-Région Transmanche 1989-1993, inauguration : invitation, document de présentation, article de presse, correspondance, note de service, plan de financement, convention, plan, compte-rendu de réunion (1988-1997).

Route départementale 929, traversée de Petit-Camon, aménagement d'axe entre Amiens et Albert : plan, compte-rendu de réunion, correspondance, étude économique, rapport d'étude, mémoire pour proposition d'aménagement (1993-1995).

1987-1997

206 W 20

Méaulte, sécurisation des abords de l'usine Airbus : note, diaporama, mail, relevé de conclusion (2005-2006).

Mers-les-Bains, octroi d'une subvention concernant les études liées à la pénétrante portuaire : compte-rendu, diaporama, courrier, mail (2008-2009). Aménagement du rond-point de « Froideville » : compte-rendu, mail, article de presse (2009-2012).

Signalisation, traduction de panneau en picard : courrier, note, rapport, photographie, schéma (2009-2012).

Route départementale 11 à Pierregot, effondrement de la chaussée, rebouchage d'une sape : étude par le GIEOS, correspondance, article de presse, rapport (2012).

Ferme des mille vaches (Drucat), aménagement routier suite à l'évolution du trafic généré par l'exploitation de la SCEA Cote de la Justice : note de service, compte-rendu de réunion, article de presse, correspondance (2014-2016).

Carrefour des Cordettes à Béhen (RD 928/25-173VC),

mise en sécurité : échanges de mail (2015).

Gilets jaunes, intervention pour dégradation du domaine public : correspondance, article de presse, rapport circonstancié (2018-2019).

2005-2019

206 W 21 - 29 **Autoroutes.**

1985-2008

206 W 21

Généralités.

Réalisation des autoroutes dans la Somme, calendrier des projets de construction, échanges avec les différents acteurs (Région, Ministère, Amiens, SANEF...) : article de presse, note de service, correspondance, compte-rendu de réunion, débat à l'Assemblée nationale, extrait de délibérations du Conseil départemental (1990-1999).

Réalisation des autoroutes A1 et A16, préparation de la réunion avec le Conseil général du Nord, vœu : correspondance, article de presse, note de service, extrait de délibération du Conseil général (1992).

Rencontre avec le PDG (Président Directeur Général) de la SANEF, préparation : article de presse, ordre du jour, note de service, correspondance (1997).

SANEF, édition de magazine d'informations concernant la Somme : note de service, correspondance, lettre d'actualité (1996-1998).

1990-1999

206 W 22 - 23 Autoroute A1.

1985-2007

22 Discussion avec la SANEF pour l'aménagement des autoroutes du département, aménagement d'un accès à l'autoroute, choix du tracé, indemnisation des riverains, acquisition foncière : graphique du trafic moyen journalier au niveau des différents échangeurs, article de presse, photo, document de présentation de la SANEF, compte-rendu de visite de chantier et de réunion, schéma départemental d'accueil des autoroutes, correspondance, rapport du président, extrait du registre de délibération du Conseil général, note de service, convention, plan, étude de faisabilité, cassette VHS.

1985-1994

23 Échangeur de Maurepas, genèse du projet d'aménagement, recherche de financement auprès du Conseil régional : correspondance (1988-1990). Sculpture « Deux traits de lumière » réalisée par Albert Hirsch, installation sur le giratoire d'accès à

l'échangeur, inauguration et signalisation : notes manuscrites, dossier de presse, discours, note de service, correspondance, photo, article de presse (1994-2006).

Aires d'autoroutes de Croixrault et Assevilliers, réfection : courrier, article de presse, note, protocole, plan (2003-2007).

1988-2007

206 W 24

Autoroute A16.

Liaison Paris-Boulogne, aménagement de la section L'Isle-Adam – Amiens, constitution d'un comité de suivi, discussion autour des engagements de l'Etat et de la SANEF, inauguration du contournement d'Amiens, projet d'échangeur Esserteaux-Le Bosquel, réflexion autour de la position de l'échangeur "Vallée de la Nièvre", inauguration de la section Amiens – Abbeville : discours du président du Département et de celui de la Sanef, document de présentation, conférence de presse, compte-rendu de réunion du comité de suivi, note de service, rapport du président, liste des marchés conclus, planning des phases de travaux, convention entre la Sanef et le Département, avant-projet sommaire, texte de loi, mesure du trafic, rapport et conclusion de la commission d'enquête, dossier de presse, fiche de synthèse (1988-1996).

Diffuseur autoroutier n°17 d'Esserteaux-Le Bosquel, financement de l'aménagement : compte-rendu de réunion, convention, article de presse, correspondance, note de service, document de communication (2002-2008).

1988-2008

206 W 25 - 26

Projet de l'autoroute A 24.

1990-2007

25 Schéma d'accueil des autoroutes, projet de programmation pluriannuel 1992-1995 : rapport, note de service, correspondance (1990-1992).

Mobilisation du Département et concertation locale pour le lancement du projet de liaison direct entre Amiens (A16) et Lille (A22), étude de jumelage A1 bis et TGV Haute Picardie : correspondance, article de presse, extrait des délibérations, rapport du Président du Conseil départemental (1990-2002).

Débat public, argumentaire en faveur de l'autoroute A 24 : articles de presse, correspondance, argumentaire (1997-1999). Présentation de la commission : dossier de presse, note (2003). Réunion d'ouverture :

invitation, articles de presse, compte-rendu (2003). Contribution du Département de la Somme : correspondance, article de presse, extrait des délibérations, rapport du Président, dossier de débat public (2003). Organisation de réunions d'informations : calendrier, compte-rendu, dossier de presse (2003). Délibérations des institutions concernées par la liaison autoroutière : délibérations, vœux (2003). Invitation à la commission du débat public : invitations, articles de presse, dossier de presse, compte-rendu, rapport d'expertise, communiqué (2003-2004).

Soutien du projet relancé auprès du ministre de l'Équipement : article de presse, note de service, correspondance (2002-2003).

1990-2004

- 26 Liaison autoroutière Amiens – Lille – Belgique, décision de mise à l'étude du projet : articles de presse, courriers, dossier de presse (2004). Comité de pilotage des études préliminaires pour le choix des fuseaux : invitation, cahier des charges, compte-rendu, dossier de concertation, note, études préliminaires, cartes, articles de presse (2005). Avis du Conseil général de la Somme : délibérations, rapport, correspondance, extrait de procès-verbal (2006). Bilan de la concertation : bilan, correspondance, articles de presse, décision ministérielle (2006-2007). Défense du projet : correspondance, vœu, articles de presse, extrait de procès-verbal (2007).

2004-2007

206 W 27 Autoroute A28.

Aménagement de la section Abbeville – Blangy pour raccordement de la RD928 sur la rocade ouest d'Abbeville, inauguration : document de présentation, article de presse, correspondance, note de service, charte de valorisation des paysages et de développement économique, discours, invitation.

1988-1994

206 W 28 - 29 Autoroute A29.

- 28 Section Est, projet de réalisation de la liaison Le Havre-Amiens-Saint-Quentin et aménagements de la RD938 complémentaires au tracé Centre-Nord de l'autoroute, représentation du Département au comité de suivi, participation au financement en lien avec le Conseil régional, défense des intérêts locaux, discussion autour du tracé et de la localisation de la

1988-1995

gare TGV Haute Picardie, concertation : contenu de la réunion d'information tenue par le ministre des Transports, rapport technique, plan, article de presse, rapport du Préfet, correspondance, cartographie, extrait du registre de délibération de la ville d'Amiens, du Département et de la Région, compte-rendu de réunion d'information et de concertation, étude DDE "Accueil du Transmanche et modernisation du réseau routier national de la Somme", rapport du CETE (Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement), étude préliminaire de présentation des tracés.

- 29 Section ouest A29 (Neufchâtel-en-Bray)-A16 (Amiens), concertation : rapport de la commission d'enquête, carte, correspondance, dossier de concertation, article de presse (1988-1993). Argumentaire en faveur du tracé Nord-Rocade Est : correspondance au ministre des transports, fiches techniques (1989). Suivi des travaux, visite et inauguration (1996-2001).

Ouverture et inauguration des échangeurs d'Athies et de Villers-Bretonneux, nuisances sonores liées aux travaux d'aménagement du giratoire en sortie d'autoroute : correspondance, article de presse, discours du président du Département, document de présentation de la SANEF, programme et invitation à la journée d'inauguration, note de service, texte de loi, convention de subvention, rapport du président du Département, schéma d'accueil des autoroutes (1996-2002).

Relation avec la SANEF, participation du Conseil départemental au conseil d'administration, suivi des travaux, demande d'installation de panneaux touristique et de signalisation : correspondance, compte-rendu de réunion, note de service, brochure de la SANEF relative à la signalisation d'animation entre Amiens et Saint-Quentin sur l'A29 (2002-2004).

1988-2004

206 W 30 - 46 **Aire de la baie de Somme<sup>6</sup>.**

1990-2018

- 206 W 30 Faisabilité de l'implantation de l'aire de service, réflexion autour de l'aire par les acteurs hors Conseil général : comptes-rendus, correspondance, article de presse (1990-1994). Étude de faisabilité : correspondance, étude, rapport intermédiaire (1993). Délégation du service public à la SANEF : notes (1994). Prise d'informations sur le statut des syndicats mixtes : synthèse (1994). Réflexion : rapport (1994).

---

<sup>6</sup> Voir également les archives de la Direction des Bâtiments départementaux du Conseil département et du SMBSGLP (Syndicat Mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard), ex SMACOPI (Syndicat Mixte Aménagement de la Côte Picarde).

Organisation de réunions : correspondance, invitation (1994). Montage juridique et financier, éléments de programmation : rapport (1994). Visites de différentes aires de service pour repérage : brochures, correspondance, notes (1994).

Étude du parti d'aménagement et de programmation, candidatures : proposition d'études (1995).

1990-1995

206 W 31

Comité de pilotage, proposition d'aménagement : plans, note, correspondance, synthèse (1994). Présentation de projets : correspondance, plans, revue de presse, rapports, programme, montage juridique et financier (1994). Mise en place d'un plan de financement (aides financières) : correspondance, études (1995). Relation avec la société Pro-développement : convention d'étude, mémoire d'honoraires, étude de parti d'aménagement et de programmation, réunion d'initialisation (1995). Liste des membres du comité de pilotage (1995). Mise en place d'un comité technique : correspondance, échancier (1995). Définition du parti d'aménagement : note, liste, rapport (1995). Programmation : correspondance (1995). Mise en place du marché de définition : correspondance, CCTP (Cahier des Clauses Techniques et Particulières), programme général, références des concepteurs (1995). Information aux membres du comité de pilotage : correspondance (1995). Aménagement d'un accès routier entre la RD 40 et l'aire de service : correspondance (1995). Concours, lancement de la consultation : correspondance, cahier des charges, étude de conception, avis d'appel public à la concurrence, plans, listes, notes (1995).

1994-1995

206 W 32

SANEF, relation avec le Département, répartition des rôles : correspondance, rapport (1995). Organisation des jurys du marché d'aménagement : note, correspondance, liste (1995). Programme des travaux : correspondance, liste de diffusion, photographies, programme (1995). Définition des principes d'organisation des projets : correspondance, notes, organigramme (1995). Exploitation et répartition des capitaux du restaurant : correspondance, notes, article (1995-1996). Contrat passé entre la SANEF et le Département concernant l'ensemble mobilier : notes, contrat (1996). Redevances de la boutique de produits régionaux : correspondance, notes (1996). Construction de l'aire : correspondance, cahier des charges, contrat, rapport sur la signalisation (1998). Signalisation : correspondance, plans (1997-1998). Définition de l'espace réservé au Département : factures, plans, correspondance (1998).

Administration de l'aire, préparation de la convention

	d'exploitation : rapport sur les coûts d'exploitation, correspondance, conventions, contrats, compte-rendu de réunion, notes (1997-1998). Projet de convention : correspondance, notes (1998). Régie SMACOPI (Syndicat Mixte Aménagement de la Côte Picarde) : correspondance, note, comptes administratifs, rapport du conseil d'exploitation (1998-2004). Visite de chantier : invitation, articles, liste des participants, notes, correspondance, plans (1998). Concession autoroutière : notes, courriers, documentation (2000). Répartition des charges : courriers, contrats, compte-rendu, notes (2000). Demande de provisions en cas de grosses réparations : correspondance, convention, notes (2000). Contrat de gestion commune, signature et litige : correspondance, convention mails, compte-rendu (2003-2005). Convention d'exploitation : correspondance, convention, projet de convention (2006).	1995-2006
206 W 33	Construction, financement : correspondance, plans, estimations financières, bilan, rapport, conventions, comptes-rendus, extraits des délibérations.	1995-2001
206 W 34	Réflexion autour des aspects techniques : plans, correspondance, comptes-rendus de réunion, articles, rapport d'analyse des offres, avant-projet, calendrier prévisionnel, estimation sommaire, notice explicative.	1995-1997
206 W 35	Concours « Aire de la Baie de Somme », marché de définition : acte d'engagement, cahier des clauses particulières, programme général, annexes, plan, dossier de candidature.	1995
206 W 36	Aménagements, conventionnement avec les différents partenaires, approbation du Département : conventions, rapport, extrait des délibérations, correspondance, plans (1996-1999). Mise en service : correspondance, articles, notes (1997-1998). Accessibilité des personnes à mobilité réduite : correspondance (1998). Station météorologique : correspondance (1998). Interrogation sur la sécurité des infrastructures : notes, correspondance (1998). Constatation des travaux à effectuer : correspondance, comptes-rendus de réunion (1998-1999). Installation de panneaux d'informations : notes, plans, correspondance, dessins, brochure (1998-1999). Mise en place d'une pré-signalisation : photographies, notes, courriers, schéma (1998). Réunion de l'assemblée générale de la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) d'Abbeville : correspondance, notes, programme (1998). Fréquentation, trafic et chiffres d'affaires : correspondance, notes (1998). Extension du bar de la Baie de Somme : correspondance, plans (1999). Mise en place d'un espace pique-nique : notes,	

	<p>correspondance (2000). Installation d'une borne internet : correspondance, plans (2001). Installation d'un point presse et d'un distributeur de billets : correspondance (2000-2003). Déplacement du distributeur de billet : comptes-rendus de réunion, correspondance, notes, plans (2001-2002). Installation du wi-fi : notes, correspondance, plans, diaporama, comptes-rendus de réunion (2008-2011).</p>	1996-2011
206 W 37	<p>Mise à disposition des locaux, préparation des contrats : notes, correspondance, contrat de subconcession, programme général, projet de contrat (1995-1996).</p> <p>Pétrolier, désignation, réunion de la commission technique : rapport, note, courriers, plans, règlement de la consultation, notice générale (1996-1997).</p> <p>Restaurant de la baie de Somme, appel d'offre, lancement de la consultation : correspondance, notes, règlement de consultation, notice, projet de protocole d'accord, statuts de la société PRIHS, cahier des charges (1996). Proposition de maîtrise d'oeuvre : lettre infructueuse des candidats, comptes-rendus, documentation sur les candidats, procès verbal (1996). Candidature : dossier de présentation du groupe Accor, courriers, procès-verbal, plans (1996). Fixation des loyers : comptes d'exploitation prévisionnels pour la fixation des loyers, correspondance (1996). Répartition des charges : notes, simulation du budget, schéma, tableau, état des charges (1996). Exploitation, organisation d'une commission technique et consultative : synthèse économique, plan, correspondance, notes (1996-1998). Contrat de tiers exploitant, réalisation et modification : correspondance, récapitulatif des informations relatives au restaurant, extrait du contrat (1997-1998). Augmentation du loyer : correspondance, note (1999). Entretien des locaux : correspondance (2000). Dysfonctionnement : correspondance (2000).</p> <p>Agrandissement et extension du restaurant, réflexion autour du projet : plans, correspondance, dossier de présentation, extrait de procès-verbal (1999-2000). Négociation avec le restaurateur et la SANEF : correspondance, tableaux budgétaires, rapport, mails, note, extrait des délibérations (2000-2004). Approbation du permis de construire : correspondance, avis de publicité, avis d'approbation (2003-2005). Extension : correspondance, mails, plans, avant-projet sommaire, conventions (2004-2006).</p> <p>Réinsertion professionnelle et rénovation de l'Arche café : article de presse, correspondance, croquis, extrait du registre des délibérations (2006-2008).</p>	1995-2008
206 W 38	<p>Scénographie, proposition de mise en place de l'espace d'exposition : note d'intention, brochures, plaquettes (1996). Aménagement : notes, correspondance, dossier de muséographie, plaquettes, articles, plans, comptes-</p>	

- rendus, avant-projet, programme (1996-1998).
- Proposition d'aménagement : correspondance, comptes-rendus de réunion, brochures (1998-2000). Installation d'un diaporama : liste, correspondance, plaquette de présentation (2000). Remplacement des diapositives : correspondance (2003). Mise en place d'un panneau Relais Info-Services (RIS) : correspondance, plans (2003). Reconfiguration du diaporama : correspondance (2006).
- 1996-2006
- 206 W 39 Reconfiguration du mobilier du hall : règlement de consultation, programme fonctionnel rapport du président, avis d'appel public à la concurrence, correspondance, comptes-rendus, programme de réaménagement, dossier de candidature de Pierre Verger, panneaux de présentation et cd contenant la visualisation (2003-2005).
- Réaménagement : comptes-rendus de réunion, correspondance, dossier de demande de financement, photographies, diagnostique, plans, cahier des charges, dossier de présentation, historique des travaux, invitation à l'inauguration (2008-2012).
- 2003-2012
- 206 W 40 Réfection de l'aire, infiltration d'eau dans les sous-sols : correspondance, croquis, notes, rapports (2001-2003). Détérioration des pontons : correspondance (2004). Constatation des travaux à réaliser : correspondance, photographies, rapports (2004-2005). Lutte contre les incendies et entretien des canalisations : correspondance, comptes-rendus de réunion (2006-2008). Reconfiguration des sanitaires : correspondance, plans, comptes-rendus, tableau détaillé des offres (2006-2007).
- Modification de la baie d'entretien Shell : correspondance, comptes-rendus de réunion (2006-2008). Aménagement d'une nouvelle boutique : correspondance (2007-2008).
- Réfection de la toiture, répartition des responsabilités : correspondance, notes, diagnostique (2007-2011). Mise à niveau des espaces extérieurs communs : correspondance, notes, comptes-rendus de réunion (2008). Réparation de la climatisation : correspondance, rapport d'analyse des propositions, diagnostique, convention de financement (2013-2014).
- 2001-2014
- 206 W 41 Mise en valeur, réflexion autour de la mise en place d'un ballon captif : correspondance, documentation, études (1994-1995). Présentation de la brochure des routes du Lys de France et de la Rose de Picardie : plaquette, invitation (1998). Documentation touristique : correspondance, carte (1998). Promotion du territoire : correspondance (1998). Iconographie autour de l'aire : carte postale, photographie arienne (1998-1999). Revue de presse : articles (1998-2008).

- Valorisation du savoir-faire local en partenariat avec la CCI : correspondance, cahier des charges, comptes-rendus de réunion (1999). Obtention du Ruban d'or : correspondance, notes, articles, invitation, discours (1999-2000). Projet d'installation d'une manche à aire : avant-projet, croquis, liste des prix, photographies (2000-2001). Édition de brochures promotionnelles : brochure, correspondance, notes (2001).
- Installation d'une boutique régionale : correspondance (2001). Animation : programme, correspondance (2001). Valorisation de l'architecture : affiches, plaquettes, correspondance (2003). Animation autour du festival de l'oiseau : correspondance (2003). Projet de site internet : correspondance, maquette (2006). Présentation de la BD Tintin en Picard : affiches, correspondance, articles (2007). Organisation de tournages cinématographiques : correspondance, demandes d'autorisation (2007-2016). 1994-2016
- 206 W 42 Événements organisés « Éclipse de soleil » et premier anniversaire de l'aire : correspondance, articles, communiqué, invitation, statistiques (1999).
- Accidents de personne : correspondance, requête du tribunal pour désignation d'un expert judiciaire, photographies (2000-2008).
- Sécurisation : correspondance, compte-rendu de contrôle, notes (2002-2005).
- Plans Vélo (2001-2003, 2008) : correspondance, plans, comptes-rendus, propositions d'installations, plaquettes (2001-2008).
- Accident de véhicule contre un poteau : correspondance, photographies, projet d'aménagement (2004-2005).
- Influenza aviaire : correspondance (2006).
- Organisation de relais « Calmos » à l'occasion de l'Enduropale du Touquet : correspondance, photographies, articles (2009-2016). 1999-2016
- 206 W 43 – Installation d'une éolienne. 1995-2018  
45
- 43 Participation au comité de pilotage, présentation de la faisabilité du projet : correspondance, comptes-rendus de réunion, étude de faisabilité préliminaire, descriptif, carte étude prospective préliminaire de l'énergie éolienne en Picardie (1995-1997). Marché de maîtrise d'oeuvre : acte d'engagement, correspondance, CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), proposition financière, projet de CCTP, procès verbal, candidature, notes sur un projet de subvention (1996-1997). Étude technico-économique, étude d'impact, expertise ornithologique, esquisse d'accompagnement pédagogique, correspondance, comptes-rendus de réunion, note d'information intermédiaire (1997).
- Visite de parcs éoliens en Cornouailles :

correspondance, liste d'invités, programme, carte (1997).

Construction : extrait du procès verbal de réunion, étude financière, plan de récolement, CCTP, étude de sols, correspondance, note, factures (1997). Demande de permis de construire : correspondance (1997-1998). Choix : étude technico-économique, plan, description, comparaison des offres, procès-verbaux (1997-1998). Vente d'électricité à EDF : correspondance, comptes-rendus de réunion, contrats, rapport d'étape, étude de raccordement (1997-1998). Déclaration de travaux : correspondance (1998). Ajustements techniques et financier : correspondance, avenants, notes (1998). Visite des éoliennes de Toufflers : brochure, plaquette, lettre de remerciements (1998).

1995-1998

- 44 Valorisation et animation de l'éolienne : correspondance, liste de fournisseurs (1998-1999). Édition de la brochure ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) : documentation, correspondance, caractéristiques techniques (1998). Édition d'un dépliant : prototypes de dépliant, plaquette finale, devis (1999). Diffusion des supports documentaires édités par le Conseil général et l'ADEME : brochure, correspondance, article (1999).

Fonctionnement, maintenance : correspondance, comptes-rendus, statistiques (1999-2001). Détermination du potentiel éolien sur le site : notes, statistiques de fonctionnement (1999-2001). Réclamation : correspondance (2004).

Conception, fabrication et installation d'un module sur l'énergie éolienne : courriers, règlement de la consultation, cahier des clauses particulières (2001).

Pannes, étude technico-économique : correspondance (1998-1999). Réparation de la génératrice : mails, correspondance, facture, coupure de presse (2002). Recherche de solutions : mails, correspondance, fiche de renseignements (2002-2005). Critique : coupure de presse (2003). Changement de la turbine : mails, correspondance, compte-rendu (2003). Réalisation d'une campagne de mesures : mails, correspondance, compte-rendu, plan (2003). Réparation de la turbine : correspondance, photographies (2012).

1998-2012

- 45 Sinistre, expertise : correspondance, rapport d'expertise, photographies, mail, factures (2002-2004). Travaux, réception : procès-verbal de réception, correspondance, mails (2002-2004). Dysfonctionnement, commande d'une étude : rapport, mails, articles de presse (2003-2004). Raccordement au réseau électrique après l'arrêt de l'éolienne, remise en marche : plan d'actions, mails, correspondance, schémas, photographies, protocole d'accord, note (2004-2005). Demande de raccordement : correspondance, contrat, conventions, brochures, mails, fiche de renseignements (2004-2005). Édition d'un rapport de mesures électriques par l'APAVE : rapports,

correspondance (2005).

Maintenance, établissement d'un contrat avec la société Nordex : mails, factures, correspondance, protocole d'accord, rapport, contrat (copie) (2004-2006).

Rachat de l'électricité produite, négociation avec EDF (Electricité De France) : mails, correspondance, contrat, brochure (2005).

Location, établissement d'une convention : correspondance, convention (2011-2012).

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), déclaration d'antériorité : correspondance, courrier, carte (2012).

Production d'électricité, enquête sur la production de l'éolienne : correspondance, questionnaires, tableaux de synthèse (2012-2015).

Transfert au nouvel exploitant Shell, préparation : mails, liste des interventions sur l'éolienne, articles de presse (2016). Transfert de la sous-concession de l'aire autoroutière, finalisation : correspondance, mails, état des lieux, compte-rendu, contrat (copie) (2011-2018).

2002-2018

206 W 46 - 60 **Transport.**

206 W 46 - 47 Généralités.

1988-2001

- 46 Gestion des dossiers relatifs aux différents modes de transports collectifs, participation financière pour l'organisation du 8<sup>ème</sup> congrès de la FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports), participation au projet d'étude TGV Picardie, développement du partenariat avec les transporteurs, extension du périmètre des transports urbains (PTU) à Pont-de-Metz : article de presse, texte de loi, étude d'impact du TGV nord sur l'est de la Somme, correspondance, convention, document de présentation de SituAA (Syndicat intercommunal des Transports Urbains de l'Agglomération Amiénoise) (1988-1995).

Relation avec le transporteur L'Oiseau bleu pour le conventionnement de la ligne voyageurs Abbeville/Saint-Pol-sur-Ternoise : correspondance, convention (1988-2000).

Mise en œuvre des plans de transports collectifs régionaux et du plan de modernisation des lignes SNCF (contrat de plan Etat-Région dont électrification de la ligne Amiens-Boulogne), participation à la réflexion autour du schéma régional de transport collectif, modalités d'intervention financière du département : texte de loi, article de presse, compte-rendu de réunion,

rapport d'orientation des transports collectifs régionaux (1989-1995)<sup>7</sup>.

Définition des nouvelles relations contractuelles avec les transporteurs non urbains de voyageurs et transports scolaires, réunion de concertation avec l'APTR (Association Professionnelle des Transporteurs Routiers), examen de l'activité de transport de voyageurs entre structures compétentes pour le transport scolaire, homologation des tarifs : audit, correspondance, compte-rendu de réunion, note de service, tableau de répartition de la charge des circuits spéciaux, étude de rentabilité de l'activité scolaire, analyse de la structure des coûts et recettes, étude de rentabilité, rapport intitulé "Mise au point de nouveaux rapports contractuels entre les entreprises de transport scolaire et le Conseil général" (1990-1993).

1988-2000

- 47 Transport ferroviaire, concertation avec les usagers et les acteurs sur la desserte du département : compte-rendu de réunion du comité de défense de la Picardie, article de presse (1992-1996).

Amélioration de la qualité des transports publics de voyageurs et transports scolaires, application de la loi Sapin et concertation avec les transporteurs, mise en place des radio-téléphones dans les autocars : texte de loi, marché public, correspondance, note de service, compte-rendu de réunion, rapport sur la rationalisation des circuits spéciaux scolaires et l'optimisation des véhicules (1994-1995).

Projet de développement des transports de personnes et de marchandises en Picardie par l'Association de Lutte pour l'Environnement en Picardie (ALEP) en faveur de l'utilisation du transport en commun, sollicitation de la Région : correspondance, rapport (1996).

Transports en commun, réflexion sur la mise en place du schéma départemental des transports, développement des lignes dans l'est du territoire sur les deux axes routiers Ham-Péronne et Nesle-Péronne, évaluation financière : rapport, cartographie, correspondance, tableau d'horaire des circuits, note d'avancement, étude, rapport et extrait de délibération du conseil départemental (1998-2001).

1992-2001

206 W 48 - 53 **TGV et lignes ferroviaires.**

1986-2012

206 W 48 TGV Picardie, lancement d'études quant à la faisabilité, au tracé et à l'échéancier de réalisation, participation à la commission technique présidée par M. Elkouby puis par Hubert Guéret, contentieux lié au sursis à exécution du

---

<sup>7</sup> Les documents conservés à la Préfecture ont été détruits.

décret d'application déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la ligne, participation aux réunions et soutien de l'association TGV Amiens-Picardie-Normandie : compte-rendu de réunion, correspondance, carte, mémoire en défense, texte de réplique, communiqué au Conseil d'Etat, tract de l'association TGV Amiens-Picardie-Normandie et publication "Pour un TGV Nord européen avec liaison transmanche profitant à l'ensemble du nord de la France", texte de loi, note de synthèse (1986-1990).

Gare TGV Haute-Picardie à Ablaincourt-Pressoir et zone d'activités Haute-Picardie, aménagement de la desserte routière et autoroutière (échangeur A29/A1), inauguration, mise au point du financement : correspondance, note de service, dépliant des horaires des navettes, article de presse, étude sur la pertinence du choix du site, invitation à l'inauguration, discours du président du Conseil départemental et allocution du préfet, rapport "Projet autoroutier A29, interconnexion A1/A29/réseau local", arrêté de déclaration d'utilité publique, extrait du registre de délibération du conseil municipal, étude de faisabilité (1990-1997).

1986-1997

206 W 49

Réalisation du TGV Nord / TGV Picardie reliant Paris à Londres via Amiens et liaison directe Roissy-Amiens-Calais-Londres, participation aux réunions techniques et consultation des acteurs socio-économiques et des associations d'intérêts concernés par le TGV (dont association TGV Amiens-Picardie-Normandie), relation avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire dont alimentation du débat national sur l'aménagement du territoire dans le cadre du schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse : correspondance, compte-rendu de réunion, article de presse, note de synthèse, carte, rapport, étude de la SNCF quant au tracé du TGV (1990-1996).

TGV Picardie, lancement d'une étude sur les incidences économiques pour la zone d'influence de la gare amiénoise : diagnostic de l'offre de transport et stratégie de développement, correspondance, note manuscrite, rapport de synthèse "TGV picard et solutions transitoires", étude par le cabinet Bipe Conseil "TGV Picardie : enquête auprès des décideurs", questionnaire pour enquête téléphonique, document de présentation, facture, compte-rendu de réunion du comité de pilotage, marché (1991-1994).

1990-1996

206 W 50

Liaison TGV Le Havre-Rouen-Amiens-Lille-Bruxelles, défense du projet de tracé par Amiens, organisation avec le Conseil Départemental de Normandie d'une journée expérimentale d'une rame : argumentaire, communiqué de presse, correspondance, article de presse, rapport (1994-1995).

Rencontre des organismes économiques de la Picardie et de la direction des transports terrestres relative au réseau ferroviaire et TGV, préparation : article de

presse, extrait des débats à l'Assemblée nationale, note de service, correspondance, procès-verbal du conseil d'administration de l'association TGV Amiens-Picardie-Normandie (1996).

Ligne TGV Paris-Amiens-Londres, étude économique du projet : correspondance, notes, rapport, présentation powerpoint (1997). Réunion avec le cabinet du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement : compte-rendu, articles de presse, correspondance (1997). Demande de relance du projet : articles de presse, correspondance (1998). Lancement des études pré-fonctionnelles : correspondance, diaporama, rapport, compte-rendu (2005-2008). 1994-2008

206 W 51 – Ligne TGV Roissy-Picardie.  
53

51 Étude de la faisabilité technique et financière, comité de pilotage : correspondance, compte-rendu, note, présentation powerpoint, mémoire technique, étude, rapport de synthèse. 1996-1999

52 Contrat de plan interrégional du Bassin parisien, étude concernant la création d'une liaison ferrée entre Creil et Roissy : étude définitive, correspondance, article de presse, relevé de décision (1996-1997).

Étude globale du projet, comité de pilotage : compte-rendu, correspondance, article de presse, rapport, carte, études, communiqué de presse, note, projet de convention (1999-2004). Relance : note, article de presse, correspondance, extrait de procès-verbal, études préliminaires, discours, CD (2004-2008).

Réseau Ferré de France, organisation de réunion de concertation : brochure, présentation powerpoint, extrait de procès-verbal, programme (2010-2012).

Débat public, enquête : dossier de presse (2004). Participation du Conseil général : cahier d'acteur, motion, note, contribution, coupure de presse (2010). Bilan de l'enquête de 2010 : compte-rendu, communiqué de presse, cahier d'acteurs, CD, dossier de saisine, discours (2009-2010). Décision de Réseau Ferré de France : correspondance, brochure, coupure de presse (2010). 1996-2012

53 Ligne routière de voyageurs Amiens-Roissy dans l'attente d'une liaison plus performante avec le TGV, lancement expérimental de la ligne, demande de subventions : correspondance, note, dossier FEDER (1995-1996). Accord d'aides au financement de différents partenaires institutionnels : note (1996). Refus d'aides au financement de la Région : correspondance (1996).

Délégation de service public, appel d'offres : note,

	procès-verbal, rapport, compte-rendu, cahier des charges (1995-1997). Candidature : correspondance, note, convention (1994-1995).	
	Ligne ferroviaire Amiens – Abbeville – Boulogne, électrification dans le cadre du contrat de plan État / Région, exécution et financement des opérations : bilan, correspondance, convention (copie), note, rapport, dossier de présentation, facture (2004-2015). Rencontre avec le Ministre des Transports : correspondance, note, coupure de presse (2007).	
	Signalisation, amélioration et modernisation des installations : correspondance, compte-rendu, diaporama, convention (2004-2007).	1995-2007
206 W 54	<b>Contrat de Plan Etat-Région.</b>	
	Préparation du 9e contrat, aménagement routier : note, compte-rendu de la commission transport, cartes (1983-1984). Financement : récapitulatif des financements prévus, note, correspondance (1984).	
	Stratégie de l'État en Région, consultation en région Picardie, concertation : correspondance, rapport sur les orientations stratégiques de la région, délibérations, synthèse (1998-1999).	
	Participation du département de la Somme au contrat 2000-2006, négociation : note, correspondance, cartes (1999-2000). Réalisation du projet de plateforme aéro-industrielle de Méaulte : correspondance, note, compte-rendu (1998-2000). Modernisation des infrastructures ferroviaires : correspondance, compte-rendu, annexes techniques, dossier de synthèse, avant-projet, étude socio-économique (1999-2002). Aménagement routier : correspondance (2001). Réalisation du projet « Université du 3e Millénaire » (U3M) : note, correspondance, étude de définition, rapport d'étape, convention (2000).	
	Révision à mi-parcours : rapport, compte-rendu, note, correspondance, relevé de décision (2002-2003). Financement du volet ferroviaire : correspondance, convention, note, compte-rendu du comité de suivi (2001-2004). Programmation des opérations du projet U3M : rapport, correspondance, note (2001-2003). Organisation d'une réunion de concertation le 13 mars 2003 : dossier de présentation, compte-rendu de réunion, note de présentation, plans (2003).	1983-2004
206 W 55 - 60	<b>Aéroport.</b>	1990-2008
	206 W 55 – Projet de troisième aéroport international.	1990-2002
	57	
	55 Recherche d'un site potentiel aux environs d'Amiens : diagnostic acoustique, note, courrier, rapport de la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) d'Amiens (1990-1995). Étude sur la desserte aéroportuaire du grand bassin parisien : rapports, courriers, résumés (1994-1996). Étude de la candidature de la Picardie : dossier technique, correspondance, article de presse, note, extrait de délibérations, vœu, dossier de candidature (1995-1996). Présentation du site de Montdidier par la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) d'Amiens : correspondance, article de presse, notes manuscrites (1996). Retrait de la candidature de la Picardie :	

communiqué de presse, article (1996). Débat public, organisation de réunions dont une à Amiens et une à l'UNESCO : invitation, programme, note, compte-rendu, articles et communiqué de presse, plaquette de présentation du débat public, dossier de présentation (2001-2002).

1990-2002

- 56 Candidature de « Picardie en mouvement » : correspondance, note, rapport, articles de presse (2000-2001). Contestation du choix du site de Chaulnes : articles de presse, communiqué de presse, correspondance (2001). Contestation d'une localisation en Picardie : bilan du débat public, analyse critique, extrait du registre des délibérations, correspondance, articles de presse, rapport de la DUCSAI (Démarche d'Utilité Concertée pour un Site Aéroportuaire International) (2001).

Position du Conseil général : délibérations, articles de presse, communiqué de presse, tract, discours et rapport du Président (2001). Consultation du Conseil régional : correspondance, vœux, extrait des délibérations, interventions, articles de presse (2001). Opposition d'autres collectivités : extrait des délibérations, courriers, articles de presse (2001).

Réunion du 2 juillet 2001 avec la commission de la DUCSAI : correspondance, tract, note, invitation, compte-rendu, extrait des délibérations (2001).

Étude technique des sites : carte de la DDE, étude de la DUCSAI, note d'information, notes sur les critères de sélection, délibérations de conseils municipaux (2001).

2000-2001

- 57 Candidature pour le site Vermandovillers / Chaulnes : courriers, article de presse, dossier de présentation (2000-2001). Réflexion sur le site d'Hangest-sur-Somme : compte-rendu du débat public, dossier de proposition du site par la Direction Générale de l'Aviation Civile (2001). Réflexion sur le site de Montdidier : articles de presse, compte-rendu du débat, dossier de candidature porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens (2001).

Explication de la nécessité d'implanter un nouvel aéroport international : communiqué de presse porté par le Premier ministre, note (2001). Référendum : articles de presse (2001).

Consultation des candidats à la présidentielle de 2002 : compte-rendu, correspondance, dossier de consultation « Vers une remise en cause de la décision gouvernementale du 15 novembre 2001 ? », note, mails, articles de presse (2002). Contestation de la coordination nationale des associations opposées au principe d'un nouvel aéroport dans le grand bassin parisien : dossier d'information (2002).

2000-2002

- 58 Réflexions autour du projet, consultation des partenaires institutionnels : correspondance, étude d'opportunité, note (1997-1999). Études préalables : note de synthèse, études, notice de présentation, plan, rapport de synthèse (1999). Définition d'une stratégie : note, correspondance, coupure de presse, calendrier (2000). Lancement d'une étude de marché : proposition d'intervention, note, rapport, mails, diaporama, statuts (2000-2001). Identification des procédures administratives : correspondance, invitation, compte-rendu, argumentaire (2001-2002).

Choix d'un emplacement, réalisation d'études : correspondance, études (1999-2000).

Syndicat Mixte d'Étude et de Réalisation (SMER), création : ordre du jour, liste des membres, correspondance, coupure de presse, statuts, arrêté, extrait des délibérations (2000-2001). Comité syndical : note, statuts, rapport, correspondance, plan (2001-2002). Élargissement de la composition du syndicat : note, délibérations, arrêté préfectoral (copie) (2002).

1997-2002

- 59 Plan de financement, négociation avec les différents partenaires : correspondance, note, coupure de presse, compte-rendu (2002-2003).

Création de la plateforme, description du projet : note, coupure de presse, document de synthèse de l'opération par la DDE (2002-2004). Mise en place d'une stratégie de communication : mails, proposition de stratégie (2003). Signature du protocole : note, coupure de presse, programme, lettre d'information, diaporama, planning prévisionnel, invitation, protocole (2003). Réflexion sur le service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs : correspondance, étude préalable (2003-2004). Suivi du planning : compte-rendu, correspondance, mails, proposition d'intervention (2003-2004). Visite sur site : note, plan de situation, lettre d'information (2004). Assistance à maîtrise d'ouvrage : compte-rendu de réunion par le service Grands Travaux routiers de la DDE, rapport, notice explicative, mails (2004). Disposition des réseaux optiques : compte-rendu (2004). Fouilles archéologiques préventives : mails, photographie, coupure de presse, correspondance, mails, plan (2004-2005). Revue de projet : diaporama, mails (2004-2006). Suivi du chantier : point d'avancement, programme, bulletin d'information, mails, correspondance (2005-2006). Accord pour la création de l'aérodrome : arrêté, mail (2006). Choix du nom et inauguration : mails, coupure de presse (2007).

Critique de la presse, réponse du Conseil général aux journalistes : articles de presse, correspondance, note (2003-2003). 46e Salon de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, invitation sur le stand : programme, correspondance, mails (2005). Premier vol commercial,

- organisation : programme, mails, coupure de presse (2008).
- Acquisitions foncières, conventionnement avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural de Picardie (SAFER) : convention, correspondance, diagnostic foncier, cartes (2001-2002). Négociation avec les organisations professionnelles agricoles pour l'acquisition de terrains : coupure de presse, note, devis, mails, protocole, correspondance, étude, compte-rendu (2002-2005). Litige : requête (2005).
- Météo France, installation d'équipements météorologiques : mails, compte-rendu, correspondance (2004-2005). 2001-2008
- 206 W 60 Aéroport de Péronne, projet de développement des activités de fret : proposition d'étude, rapport, note (1998).
- Aéroport d'Amiens-Glisy, réflexion sur son devenir : note, correspondance, coupure de presse, étude (1998). Redéfinition des objectifs et recherche de partenaires : dossier de présentation (2001).
- Transfert des aérodromes à la suite de la loi du 13 août 2004, proposition de transfert de ceux d'Amiens-Glisy, Abbeville, Péronne et Montdidier, refus du Département : correspondance, compte-rendu (2005). 1998-2005
- 206 W 61 – 62 **Déploiement du numérique et des télécommunications sur le territoire.** 1997-2011
- 206 W 61 Haut débit, déploiement : articles de presse, étude (2001-2002). Etat des lieux, en partenariat avec le Conseil régional : courriers, mails, rapports (2001). Comité de pilotage de l'étude haut débit : invitation, rapports (2000-2001). Réactualisation du schéma départemental des télécommunications : note, mail, présentation (2000). Tracés des réseaux de fourreaux et de fibres optiques du département (2000). Propositions d'opérateurs de télécommunication : dossier de présentation, note, courriers, articles de presse (2001).
- Installation sur le territoire : correspondance, diaporama, note, mail, jugement (2003-2004).
- Installation du très haut débit pour les entreprises : discours, diaporama (2004). 2000-2004
- 206 W 62 Schéma directeur de télécommunications, étude : rapports, invitation, correspondance, note (1997-1998). Réactualisation : correspondance, note (2001-2011).
- Agence pour le développement des Nouvelles Technologie d'Information et de Communication (NTIC), création : arrêté, articles de presse (1998). Déplacement à Parthenay, « ville numérisée » : correspondance, liste des invités, article de presse, note (1998). Lettre du

Président (1998). Mise en place d'un cyberbus : article de presse, bilan (1999-2000). Externalisation de missions : note, mails, dossier de marché public (2000). Séminaire : note, correspondance, invitation (2001).

Fibre optique, mise en place : relevé, procès-verbal de réception, correspondance, articles de presse, note, plans, tracé (1998-2000). Installation le long de la Somme : articles de presse, communiqué de presse (1999). Travaux d'urgence liés à la crue de 2001 : mails, photographies, convention, protocole d'accord, note (1998-2001). Présentation de la société Viatel : documentation, correspondance, carte (1998-1999).

Projet Somme Axe Optique (SAXO), déploiement : articles de presse, note, correspondance, mails, invitation au festival du virtuel, rapport d'étude, étude de faisabilité (1998-1999).

Phileas Net, liste des bâtiments du Conseil départemental reliés au réseau : correspondance, note (1999-2000). Mise en place du réseau : présentation, note, planning, mail, appel d'offre, plan de fonctionnement détaillé (2001). Rapport de commission : appel d'offres, rapport, mail, liste, carte (2001). Câblage de la télévision : invitation, articles de presse, communiqué (2001).

Couverture mobile, enquête : mail, carte, rapport (2003).

Téléphonie, réflexion sur une mutualisation avec la ville d'Amiens : compte-rendu (2003).

1997-2011

206 W 63 - 66 **Interreg II et III.**

1994-2005

206 W 63 – Interreg II.  
64

1994-2001

63 Rencontres des commissions permanentes dont celles de la Somme et de la Seine-Maritime, préparation de la réunion : compte-rendu, correspondance, note (1994). Présentation de l'institution départementale de la vallée de la Bresle : fiches descriptives, correspondance, statuts, rapports (1994-1995). Rencontre des Présidents au Tréport : correspondance, arrêté, note (1995). Présentation du programme : fiche projet, communiqué (s.d.). Liaison TGV le Havre-Bruxelles : invitation, correspondance, note, rapport (1994-1996). Réunion « Routes des Estuaires » : compte-rendu, correspondance, cartes, articles de presse (1997).

Objectif 2 1997-1999, révision : notes manuscrites, compte-rendu de réunion, note de service, correspondance (1994-1997).

Programme Interreg II Rives-Manche, présentation :

---

<sup>8</sup> Documents en anglais.

revue de presse, programme (1995).

Coopération entre l'East Sussex, la Seine-Maritime et la Somme, présentation des départements : documentation, brochures<sup>8</sup>, discours, note, cartes (1996). Visite d'une délégation de l'East Sussex et voyage de la délégation de la Somme : articles de presse, invitation, correspondance, liste des invités, programme, discours, note (1997).

1994-1997

- 64 Mise en place du programme : correspondance, rapport, programme (1995-1996). Assistance technique : convention, correspondance (1995-1998). Définition de la stratégie touristique : correspondance (1996). Coopération entre le Département de la Somme et le Comté d'East Sussex : lettre d'accord de coopération, articles de presse, communiqué de presse (1996). Forum Interreg II : programme, brochure, articles de presse, discours, correspondance (1996). Réunion des commissions permanentes des départements de la Somme et de la Seine-Maritime : fiches descriptives, correspondance, protocole d'accord, ordre du jour, communiqué de presse (1997). Réunion interrégionale du 10 octobre 1997 : articles de presse, correspondance, note, protocole (1997). Protection de Mers-les-Bains : articles de presse, correspondance, convention (copie), note, extrait du registre des délibérations, carte (1997). Projet de serveur multimédia transfrontalier : correspondance, rapport, compte-rendu, note (1997-1998). Formation linguistique « interlangues » : note, descriptif, correspondance, extrait de procès-verbal, note, rapport (1997-1999). Colloque « Les projets transfrontaliers dans la construction européenne » : programme, compte-rendu (1997-1998). Organisation de séminaires « Interreg » : invitation, compte-rendu, programme, fiches descriptives, document d'orientation, brochure, discours (1998). Comité de suivi : rapport d'avancement, note, ordre du jour, compte-rendu, synthèse, calendrier, brochure, guide de mise en œuvre du programme (1998-1999). Mise en place des programmes transfrontaliers : correspondance, brochure, note, articles de presse (1998-1999). Comité franco-britannique de programmation : invitation, ordre du jour, compte-rendu, tableau budgétaire (1999). Comité Picardo-Normand : invitation, correspondance, dossiers de présentation des projets, fiche d'instruction (1999). Réunion « archéologie » : compte-rendu (1999). Proposition de projets Sussex Enterprise : note (1999). Conventionnement tardif de projets : correspondance, tableau de suivi (2001).

1995-2001

206 W 65 –  
66

Interreg III.

1998-2005

- 65 Programme Interreg III A franco-britannique, préparation de la mise en œuvre : correspondance, relevé de décisions, note, convention (1998-2000). Réunion de l'Assemblée des Départements de France : correspondance, discours, note (2000). Séminaire

1998-2005

transfrontalier : invitation, compte-rendu, programme, liste des invités, cartes, document de travail, rapport (2000). Réunion des commissions permanentes des Conseils généraux de la Seine-Maritime et de la Somme : fiches descriptives, communiqué de presse, photographie (2000). Mise en œuvre du programme : compte-rendu, correspondance (2001). Assistance technique : correspondance (2001). Accueil d'une délégation du Kent : articles de presse, brochures de présentation (2001). Présentation du nouveau programme : correspondance (2002).

Comité de suivi : procès-verbal (2002). Mise en place du plan vélo : compte-rendu, mails, correspondance (2003). Bilan : bilan, fiches récapitulatives (s.d., 2005). Comité de pilotage : relevé des avis, liste des projets approuvés (2005).

Programme Interreg III B et C, présentation : lettre, brochure, correspondance, fiche descriptive (2001-2003). Présentation du projet « Espace Manche Développement Initiative » : invitation (2005).

206 W 66      Syndicat Mixte de Promotion de l'Activité Transmanche, création : article de presse, rapport du Président du Conseil général, correspondance (2000). Surveillance de la situation financière de la ligne : correspondance, extrait de rapport de la Cour des comptes, rapport budgétaire (2002). Participation financière du département de la Somme : correspondance, rapport, articles de presse, note, compte-rendu (2002-2004). Modification des statuts : statuts, arrêté (2005). Retrait du syndicat mixte : correspondance, arrêté, délibération, rapport, note (2004-2005). 2000-2005

206 W 67 – 73      **Canal de la Somme et Somme canalisée.** 1984-2015

206 W 67      Concession et transfert de propriété.

Avenant à la convention de concession, transfert de la Région Picardie des compétences en matière de voies navigables : rapport du directeur départemental, liste des travaux complémentaires à réaliser, cartes et plans, convention de mise à disposition de la Direction départementale de l'Équipement, texte de loi, liste des voies navigables, plans, correspondance, rapport du Président du Conseil général, projet de décret, extrait de délibérations du Conseil régional et général, compte-rendu de réunion, notes manuscrites, bilan financier (1984-1990).

Signature de la convention de la concession de la Région au Département : invitation, discours du Président du Conseil départemental, correspondance, document de présentation, carte, communiqué de presse, texte de loi, note, inventaire des ouvrages concédés (1992).

Transfert des voies navigables : rapport, articles de presse, correspondance, extrait de procès-verbal, note (2003-2007).

Transfert des cours d'eau et ouvrages : inventaires, copie de l'acte de transfert de propriété, arrêté, convention, extrait de procès-verbal, rapport (2006-2007).

Exploitation et entretien du canal, projet de réorganisation de la subdivision navigation : rapport des propositions d'adaptation du service d'exploitation et d'entretien du canal par la DDE, guide du plaisancier, bilan (2000-2001). Transfert du service de la navigation : correspondance, convention (2006-2007).

Versement de la dotation globale de décentralisation au Département : convention, correspondance, mails, articles de presse, amendement (2006-2007).

Transfert du domaine public fluvial : cartes, correspondance (2007).

Demande de transfert de parcelles oubliées : correspondance, extrait de cadastre (2013).

1984-2013

206 W 68

Tourisme fluvial.

Restauration et développement, aménagement d'une base de tourisme fluvial, programme quinquennal, ouverture des écluses le dimanche hors saison touristique, aménagement des chemins de service pour le développement des itinéraires touristiques pour piétons et cyclotouristes : délibération du bureau du Conseil général, article de presse, discours du président du Conseil général lors du lancement de l'opération Somme propre de 1990, carte, compte-rendu de réunion, note de synthèse, chiffre de la fréquentation touristique du canal par section et du trafic commercial de 1968 à 1987, rapport du président du Conseil Général, rapport d'étude sur le développement du tourisme fluvial (1988-1994).

Visite de la 3e commission, programme des travaux, emploi des personnes allocataires du RMI (Revenu Minimum d'Insertion) : guide du tourisme fluvial de la Somme, carte, trafic, historique, débitmètre (1991).

Maisons éclusières, relogement des locataires habitant au sein des maisons éclusières sélectionnées pour devenir maisons de la vallée : correspondance, mails, arrêté, compte-rendu, tableau, rapport (2004-2014). Gestion d'un problème d'insalubrité à la maison éclusière de Lamotte-Brebière : correspondance, coupure de presse, photographie (2006). Acquisition de la maison éclusière d'Ailly-sur-Somme : correspondance, mails, photographie (2008-2009). Occupation de la maison de Picquigny par Picardie Nature : arrêté (copie), mails, correspondance, coupure de presse (2013-2015)<sup>9</sup>.

1988-2015

206 W 69

Étude sur la valorisation paysagère de la Somme et de la Somme canalisée, réflexion et présentation, organisation par la DDE des journées nationales de l'environnement : compte-rendu de réunion du comité de pilotage, document de présentation, résumé de l'étude, dossier de consultation, proposition des candidats au marché, correspondance, note de service (1990-1993).

Etude de programmation paysagère, réunion du comité de pilotage : convocation, cahier des clauses particulières, proposition de mission (2000). Première partie : diagnostic, note (2001). Deuxième phase :

---

<sup>9</sup> Données personnelles : dossier incommunicable pendant 50 ans, jusque 2065.

invitation, compte-rendu, cahier des charges, programme d'action (2001). Troisième phase : note, cahier des charges, compte-rendu, synthèse (2001-2002).

Vallée de la Somme, projet d'aménagement et de développement : rapport, note, plan, tableau de synthèse (2007).

Long, valorisation paysagère et touristique des alentours du Canal de la Somme : note, correspondance, dossier de présentation, plan (2009-2012).

1990-2012

206 W 70

Interventions.

Section Offoy – Saint-Simon du Canal appartenant aux Voies navigables de France (VNF), fermeture pour travaux : mails, correspondance, compte-rendu, carte (2003-2004). Réunion avec VNF : correspondance, compte-rendu (2004). Rencontre avec le maire de Ham : correspondance, compte-rendu (2004-2005). Demande de réouverture et du transfert de la section au Département : correspondance, note, compte-rendu, étude, mails, rapport, diagnostic (2005-2011). Demande d'audience à Alain Gest : correspondance, vœu, extrait de procès-verbal (2009-2011). Réunion avec les inspecteurs généraux : mails, notes (2010).

Digue de Longpré-les-Corps-Saints, rupture : correspondance, note, articles de presse, communiqué de presse, convention (2004-2007).

Barrage de Lamotte-Brebière, installation de la première passe à poissons du département : correspondance, articles de presse, invitation, note (2006-2008).

Cours d'eau et digues, révision du classement : mails, correspondance, cartes (2010-2012).

2003-2012

206 W 71

Fédération de Pêche.

Obtention du label Tourisme et Handicap, aménagement des pontons de pêche : correspondance (2008-2009).

Bail de pêche 2010-2016, renseignement sur les anciens baux : cartes, liste des associations, liste des lots, cartes, guide de pêche (2008). Préparation à la suite du transfert du Canal de la Somme au Département : mails, correspondance, conventions (copies), compte-rendu (2008-2010). Réunion du 21 septembre 2010 : correspondance, diaporama, mails, liste de présence (2010). Signature : correspondance, bail de pêche, cartes (2010-2011).

Véloroute Vallée de Somme, concertation avec la Fédération : correspondance, annexes, note, mails (2009-2012).

2008-2012

206 W 72

Exploitation et utilisation du canal.

Usine Saint-Michel, exploitation : courrier, note, étude de faisabilité pour la réhabilitation de la centrale (2004-2014).

Concession d'exploitation des terres pleins et des terrains des ports d'Abbeville et de Saint-Valery à la Chambre de Commerce et d'Industrie

d'Abbeville, résiliation : convention (copie), correspondance, extrait des délibérations, mails (2005-2007). Etablissement d'une convention de superposition d'affectation avec la ville d'Abbeville : convention (copie), correspondance, extrait des délibérations, mails (2006-2008).

Association pour la sauvegarde, la protection et la surveillance des travaux et de l'entretien des cours d'eau et du canal de la Somme, plainte quant à la gestion du cours d'eau : correspondance, mails, rapport (2006-2009).

Centrales hydroélectriques, évaluation du potentiel de production : correspondance, mail (2008-2012).

Domaine public fluvial, détermination des conditions de stationnement des bateaux : mails, note, correspondance, plan, tableau synthétique (2009-2013).

Écluse de Corbie, confortement : compte-rendu, note, étude (2009-2010).

Nettoyage du Canal, programmation d'opérations de curage : correspondance, note, mails, cartes (2008-2010). Recherche d'un site pour déposer les sédiments dans la région d'Abbeville : compte-rendu, correspondance, mails (2010).

Rendez-vous du fleuve : programme, mails, plaquette publicitaire, articles de presse (2011-2015).

Rivière Maillefeu dans le cadre du suivi de l'expérimentation des chasses hydrauliques, réhabilitation et restauration : correspondance, plan, article de presse, profil en long, photo (2013-2014).

2004-2015

206 W 73 – 74 **Canal Seine-Nord-Europe**<sup>10</sup>.

1993-2006

206 W 73

Lancement de la concertation concernant le choix d'un fuseau par la Préfecture, débat et état d'avancement de la concertation, proposition de fuseaux, adhésion du Département à l'association "Seine-Nord Europe par Péronne" : article de presse, correspondance, communiqué de presse (1993-1997).

Lancement du projet et choix d'un fuseau de tracé, intervention auprès de Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement ainsi que de la Région : correspondance, article de presse, extrait des délibérations du Conseil général et régional, audit d'impact socio-économique du tracé ouest (1997-2001).

Participation au comité consultatif dirigé par la Préfecture ainsi qu'au groupe de travail "Développement

---

<sup>10</sup> Voir également les archives de la Préfecture, de la Direction du Fleuve et des ports du Conseil départemental, de VNF, de la Direction Régionale de l'Équipement, de l'ADES Pays de Haute-Somme et de la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) : certains documents provenant de ces structures (Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, Préfecture de région, communes concernées, Conseil départemental du Pas-de-Calais) ont été supprimés.

économique et portuaire", étude des potentialités du développement économique et social du projet, relation avec la FDTP (Fédération Régionale des Travaux Publics Picardie), concertations avec le Ministre des Transports quant au retard lié à l'approbation par le Gouvernement de l'avant-projet : correspondance, article de presse, note de réflexion sur le positionnement des entreprises, compte-rendu de réunion du Groupe 3 "Mise en tourisme des travaux", copie du rapport d'expertise sur les inondations de la Somme en 2001, invitation (1998-2006).

1993-2006

206 W 74

Négociations avec les représentants agricoles dont la SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) Picardie, gestion du foncier dont mise en place des commissions communales, participation au comité consultatif SNE (Seine nord Europe) : compte-rendu de réunion, correspondance, article de presse, étude d'aménagement foncier, note de synthèse, projet de protocole "occupations temporaires", calendrier prévisionnel des opérations, liste des communes concernées, analyse du calendrier des procédures d'aménagement foncier (2005-2008)<sup>11</sup>.

Financement, relation avec l'Europe, l'Etat et les trois Régions concernées, participation au comité territorial ainsi qu'au comité de pilotage animé par la Direction Régionale de l'Équipement, réflexion autour du plan de développement touristique : déclaration commune des Départements du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Somme et du Val d'Oise, dossier relatif aux dépenses induites, texte de loi, article de presse, correspondance avec le cabinet du Conseil départemental, compte-rendu de réunion de la mission financement du projet SNE, document de présentation, rapport sur les enjeux du canal, rapport d'étape établi par l'Inspection générale des Finances et le conseil général des Ponts-et-Chaussées, convention relative aux opérations d'aménagement foncier (2005-2009).

Sollicitation de suggestion de la préfecture : correspondance (2006).

Participation à différentes réunions de réflexion et de concertation, notamment au sein de l'association « Développement des ports intérieurs de Haute Picardie » (DPHP), de l'association « Seine Nord Europe » et du comité territorial « Seine Nord », participation à des séminaires thématiques (tourisme, plateformes multimodales) : document de présentation, texte de loi, correspondance, article de presse, invitation, compte-rendu de réunion, statuts et procès-verbal de l'assemblée générale de l'association (2006-2008).

Réunion du conseil général, desserte de la plateforme

---

<sup>11</sup> Voir également les archives de la DADT (Direction de l'attractivité et du développement des territoires) du Conseil départemental de la Somme (ex direction de l'environnement et de l'aménagement) et de la SAFER.

de Nesle par l'autoroute A29 : courrier du député Stéphane Demilly, courrier du président du Conseil départemental Christian Manable, invitation à l'inauguration des ponts de Rouy-le-Petit et Pargny, dépliant du DPHP (développement des ports intérieurs de Haute Picardie) (2009-2011). 2005-2011

### **Ports en Baie de Somme et littoral.**

206 W 75

Gestion des ports.

Concertation interdépartementale sur le développement des ports de pêche (Hâble d'Ault, Saint-Valery, Cayeux-sur-Mer) : étude de l'ADAPA (Association de développement des activités de la pêche artisanale de la région Picardie) « Quelle avenir pour la pêche artisanale en Picardie » (1988), projet pour un schéma d'aménagement de la Baie de Somme, compte-rendu de réunion, correspondance (1988-1990).

Protection de la façade maritime, défense contre la mer, opérations maritimes dites POLMAR (POLlution MARitime), concertation avec les marins pêcheurs et les partenaires, investissement de l'Etat, travaux de renforcement : correspondance, compte-rendu de réunion, rapport du Président du Département, plan (1988-1993).

Décentralisation, réflexion sur le devenir des ports départementaux en baie de Somme : note, dossiers d'informations (2010-2015).

1988-2015

206 W 76

Ports de pêche et de plaisance.

Port de pêche du Hourdel, modernisation et aménagement : "Etude de définition sur le devenir du site de Le Hourdel", article de presse, note de service, préparation budgétaire du Département, compte-rendu de réunion, plan, correspondance (1988-1993). Projet de port de plaisance, étude et voyage d'études à Chichester : rapport, mail, compte-rendu (2013).

Port de plaisance du Crotoy, travaux de réaménagement, participation financière de la Région dans le cadre du contrat Côte Picarde : correspondance, rétroplanning, rapport du président, notes manuscrites, arrêté de constitution du conseil portuaire et compte-rendu de réunion, note de service, invitation à l'inauguration, rapport du président, avant-projet sommaire, plan, compte-rendu de réunion, devis, contrat entre la Région et le Département, fiche financière (1900-1999). Maintien du chenal d'accès au port du Crotoy, expertise menée par le cabinet Hydroexpert : correspondance, note de service, étude d'évaluation de la situation et proposition de solutions, article de presse (1990).

Port de plaisance et port de pêche de Saint-Valery-sur-Somme, travaux de modernisation, participation financière du Département pour le dragage ou curage du port de plaisance en raison de son envasement : correspondance, tableau, rapport du président en commission permanente, notes manuscrites, convention relative au financement des travaux, note de service (1988-2010).

1988-2013

206 W 77 – 78	Conseil portuaire, constitution et installation : compte-rendu de réunion, plan de la maison des plaisanciers à Saint-Valery, notes manuscrites, correspondance, textes de loi ; Réunions <sup>12</sup> : correspondance, compte-rendu, note de service, notes manuscrites, documents techniques.	1990-2014
206 W 77	1990-2008.	
206 W 78	2009-2015.	
206 W 79 - 81	Digue des bas-champs.	1990-2010
206 W 79	Rupture suite à la tempête, élaboration des travaux de défense contre la mer, versement d'aide aux sinistrés et financement des travaux, demande de concours de la Direction Départementale de l'Equipement (DDE) : bilan financier des travaux réalisés, rapport de mission d'expertise, communiqué de presse, compte-rendu de la réunion de concertation, article de presse, correspondance, notes manuscrites, rapport du président du Conseil général (1990-1991).  Répercussions des aménagements du littoral normand, expertise sur la faisabilité d'un recul contrôlé du littoral et des besoins de travaux d'aménagement et de confortement de ligne de côte, étude globale de valorisation économique : article de presse, correspondance, note de synthèse, compte-rendu de réunion (1990-1992).	1990-1992
206 W 80	Industrie du galet, questionnement relatif à l'extraction de matériaux et relations avec les industriels du galet : dépliant d'entreprises, article de presse, correspondance (1991). Interrogation concernant l'intérêt d'exploiter une carrière de galets dans le cadre du projet de confortement de la digue, gestion du contentieux d'exploitation de carrière : "étude des possibilités de fourniture de galets et recherche de solutions alternatives", compte-rendu de réunion, texte de loi, correspondance (1995-1997). Domaine public maritime, vérification de l'impact écologique lié aux extractions de galets : correspondance, document de présentation des entreprises, étude "L'extraction du galet à Cayeux", note de synthèse (2007-2010).  Proposition d'inscription au contrat de Plan Etat - Région du confortement définitif : correspondance, note de synthèse, rapport de la mission d'expertise sur la faisabilité d'un recul contrôlé du littoral", compte-	

---

<sup>12</sup> L'année 2011 comprend les dossiers suivants : délimitation du domaine public fluvial et du domaine public maritime, implantation d'une aire de carénage en Baie de Somme, transfert du domaine public maritime au Département (ports de Saint-Valery-sur-Somme, Le Hourdel et Le Crotoy), construction d'une billetterie à Saint-Valery-sur-Somme, réflexion autour du projet de port de plaisance dans les carrières du Hourdel, gestion du bassin de chasse du Crotoy par la commission nautique locale.

	rendu de réunion, rapport du président du Département (1991-1993) ; réflexion sur le confortement, réalisation d'étude d'impact sur la reconstruction de la digue, demande de subvention : article de presse, note de synthèse, programme des études complémentaires, compte-rendu de réunion du comité technique, correspondance (1992-1994).	1991-2010
206 W 81	Aménagement du littoral, préparation des travaux de consolidation et de confortement définitif, concertation avec la Région et prise en compte de la contribution financière de l'Etat, versement d'une subvention à l'association syndicale autorisée des bas-champs de la Somme, élaboration du plan de financement (dont Fonds Structurel Européen), substitution du Conseil général par le SMACOPI (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Côte Picarde) : rapport du président du Département, compte-rendu de réunion, avant-projet sommaire, note de synthèse, article de presse, enquête publique et parcellaire, correspondance, étude de Pierre Lefèvre "La barrière littorale de Cayeux, proposition pour son renforcement", convention financière (1994-1999).  Consolidation sur à la fragilisation du cordon de galet : article de presse, note technique, correspondance (1999-2001).	1994-2001
206 W 82 - 95	<b>Valorisation et protection du littoral.</b>	1990-2016
206 W 82	Propreté du littoral, recherche de solution pour le nettoyage des plages : catalogue, devis, correspondance, brochure "stop pollution" (1990-1994).  Desserte des plages du Marquenterre, aménagement des RD 32 et 940, projet de doublonnement de la liaison A16 à Forest-Montiers : rapport du président du conseil départemental, correspondance, note de service, cartographie, rapport (1994-1995).  Emission d'un timbre spécial : timbre et carte postale, note de présentation, correspondance (1997-1998).  Club des plus belles baies du monde, adhésion : coupure de presse, invitation, note, panneaux photographiques <sup>13</sup> (1998-2001).  Littoral du Marquenterre, diagnostic sur son évolution	

---

<sup>13</sup> Hors format, côté à part en 206W\_CP\_82.

<sup>14</sup> Le reste du dossier se trouve à la DGA Equipement (anciennement Vincent Bawedin) du Conseil départemental de la Somme, aujourd'hui repris par la DFP (Direction du fleuve et des ports).

et étude technique et financière du procédé écoplage (expérimentation d'un système de drainage du haut de plage sableux) : étude préliminaire, dossier de prise en considération par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Côte Picarde (SMACOPI), plan de situation, note de présentation (1999-2002).

Rye Bay (Angleterre), partenariat : invitation, correspondance, invitation à une exposition du photographe Tibo (2001).

GIP (Groupement d'Intérêt Public) Observatoire du littoral Côte d'Albâtre-côte Picarde, participation au conseil d'administration, avis pour liquidation, contribution statutaire : délibération du Conseil départemental, article de presse, correspondance (2003-2008).

Estuaire de la baie d'Authie, animation du comité de suivi de l'étude d'évolution : invitation, liste des participants, correspondance, compte-rendu de réunion (2002-2003). Gestion intégrée des zones côtières, soutien à l'appel à projet pour un développement équilibré des territoires littoraux auquel le SMACOPI a candidaté : correspondance, cahier des charges, article de presse (2005-2006).

Parc naturel marin Nord-Pas-de-Calais / Picardie, participation à l'instance de concertation du projet : article de presse, rapport de stage "Estimation des incidences sur le milieu marin dans les études d'aménagements de la Baie de Somme depuis 1990", correspondance (2007-2013)<sup>14</sup>.

1990-2013

206 W 83

Protection et valorisation du littoral et des bas-champs, réalisation du volet environnement de l'étude de valorisation commandée par le Conseil régional : étude sédimentologique (rapport de synthèse), compte-rendu de réunion, invitation, correspondance (1994-1996) ; Cayeux-sur-Mer, Le Crotoy et Ault, participation à la protection du littoral et renforcement de la digue des bas-champs (2002-2004). Reconversion de la route blanche de Cayeux-sur-Mer, dragage et extraction de matériaux pour protection du cordon littoral : convention, correspondance, note de synthèse. Travaux d'urgence de confortement sur le littoral d'Ault-Onival, participation à différentes réunions de concertation, demande de financement : cadastre, compte-rendu de réunion, article de presse, correspondance (2001, 2008-2010) ; Mers-les-Bains, travaux de protection du littoral (2000-2006).

1994-2010

206 W 84 – 87

Projet « Baie de Somme », préservation du caractère maritime de la Baie de Somme et de son patrimoine

[1994]-2005

environnemental.

- 84 Mise en œuvre du projet : note préliminaire [1994].
- Relations avec les médias : article et communiqué de presse, correspondance (1995-1997).
- Présentation : étude de cadrage préalable à l'étude d'impact (1998).
- Comité de suivi, mise en place et fonctionnement : correspondance, invitation, note de synthèse, estimations, études techniques et environnementales, études préliminaires et d'avant-projet des ouvrages, notice explicative « Aménagement au droit des sites du Crotoy, du Hourdel et de Saint-Valery », note de service, document de présentation (cd), animation vidéo (cd), correspondance, bilan financier, article de presse, note de présentation, rapport d'avancement, compte-rendu de réunion (1998-2001). [1994]-2001
- 85 Réunions techniques et communication : commentaires, invitation, note de synthèse, compte-rendu, articles de presse, rapport d'avancement, plan, lettres d'information, correspondance (2000). Présentation générale du projet en préfecture : rapport (2001). 2000 – 2001
- 86 Lancement d'une étude d'impact sur l'environnement : rapport, illustrations (2001). Lancement des enquêtes publiques : enquête, courrier, arrêté (2002-2003). Approbation du projet : délibération (2003). Déclaration d'intérêt général : arrêté (2003-2005). Amélioration de l'efficacité hydraulique du canal : programme (2004). 2001-2005
- 87 Suivi : plan, courrier, mails, articles de presse (2001-2003). Présentation à la commission départementale des sites du 19 juin 2002 : rapport, courrier, note, article de presse (2002). 2001-2003
- 206 W 88 – 89 Etudes sédimentologiques. 1991-1998
- 88 Établissement d'un modèle sédimentologique de la Baie de Somme, candidature au programme européen NORSPA, action pour la protection de l'environnement des zones côtières dans les régions septentrionales de la communauté européenne, choix du prestataire, étude d'une demande de soutien financier à un projet de thèse sur le sujet : article de presse, convention de versement de subvention par l'Etat, étude globale "Modélisation des processus d'Eutrophisation et d'ensablement en zone estuaire et littorale, options d'aménagement en vue de leur réduction", document de présentation, étude "Travaux du département de géologie de l'université de Picardie", note technique,

- compte-rendu de réunion du comité technique, note de service, liste des membres du comité de pilotage, cahier des charges techniques particulières, rapport d'examen des offres, correspondance, rapport du directeur de la subdivision. 1991-1992
- 89 Organisation et pilotage menés par un comité technique en lien avec la société Sogreah (Société Grenobloise d'Études et d'Applications Hydrauliques), subvention par le Conseil régional, définition du cahier des charges, déplacement à Grenoble pour présentation du modèle par la société Sogreah, concertation régionale : rapport du président du Département, note préliminaire sur les procédures de mise en oeuvre du projet, document de présentation, courrier, étude et bilan, note technique, compte-rendu de réunion du comité technique et de concertation locale, facture, note de service, article de presse, "étude des mécanismes hydrosédimentaires sur un modèle réduit sédimentologique", étude "faisabilité de chasses en aval de Saint-Valery", rapport de synthèse. 1994-1998
- 206 W 90 – 91 Travaux d'aménagement. 1966-2016
- 90 Le Hourdel, rétablissement du chemin d'accès au droit de la pointe (1994-2000) et projet de création d'un bassin de chasse (2002-2005) : courrier, plan, rapport du Président du Département, note de synthèse, notes manuscrites.
- Colloque « La Baie de Somme en question » : bulletin d'inscription, notes manuscrites, article de presse, correspondance, note de service, diaporama, invitation, résumé des communications, actes sous la direction de Jean-Marc Hoeblich (1998).
- Ensablement de la baie de Somme, proposition de l'ancien maire du Crotoy : notes manuscrites, étude (1966-1995). Elaboration d'études d'impact pour lutter contre le phénomène, échange avec le collectif « Baie de Somme, sauvons la baie », proposition d'assistance technique : article de presse, étude de cadrage préalable à l'étude d'impact, étude "L'évolution morphologique de la Baie de Somme replacée dans son contexte régional et historique", correspondance, note de service, note de présentation, rapport du président (1998-2001).
- Extraction de granulats marins, mise en place d'une commission de réflexion : courrier, compte-rendu, mails, plans (2009-2016). 1966-2016
- 91 Bassin de chasse du Crotoy, acquisition de terrains, inauguration et entretien (travaux de curage et de dragage), implantation du centre conchylicole, restauration des portes du bassin, lancement de l'appel d'offre : communiqué de presse, avant-projet, rapport de l'ingénieur d'arrondissement et du directeur

départemental de l'équipement, synthèse des avis de l'enquête publique, carte, plan et profils, notice de présentation de l'avant-projet sommaire, délibération du Conseil général, notice technique, catalogue de l'entreprise de dragage Skua, article de presse, compte-rendu de réunion, compte-rendu de visite de la 3e commission, correspondance, note de service, discours inaugural du président du Conseil général (1988-1991).

Restauration, entretien et deuxième tranche de dragage, valorisation et extraction de sédiments, demande d'expropriation, instruction de l'appel d'offres sur performance : rapport du président du Conseil départemental, contrat de vente, rapport d'analyse des offres, note de service, détail estimatif, cahier des charges, mémoire technique, texte de loi, article de presse, catalogue des entreprises, correspondance (1992-1995).

Restauration et réalisation d'un diagnostic : étude, correspondance (1998-2004).

1988-2004

206 W 92 – 94 Saint-Valery-sur-Somme.

2001-2015

92 Projet amélioration des chasses de la Somme : rapport, compte-rendu de réunion, document de présentation, notes manuscrites (2001).

Inauguration de la passe et de la station de pompage : courrier, invitation, discours (2003).

Rétablissement de la libre circulation des poissons migrateurs au niveau des barrages : courrier, compte-rendu, mail (2004-2005).

Aménagement de la 2e tranche des travaux, élargissement du barrage inférieur : courrier, programme, mail, note (2003-2006). Incident sur le chantier : mails, procès-verbal, compte-rendu, brochure (2005). Inauguration d'une passe supplémentaire : invitation, discours, coupure de presse (2005-2006).

Aménagement de la 3e tranche des travaux, présentation du projet : courrier, plan, mail, dossier architectural (2006-2007). Présentation en 3e commission : diaporama, note (2007). Suivi des travaux : courrier (2007-2008). Signature d'avenant : note, mémoire (2010).

2001-2010

93 Projet d'aménagement urbain du quartier du port et de la gare, mise en place du projet avec la commune : courrier, mail (2004-2007). Avant-projet : plans, dossier final (2006). Définition du cadre juridique : courrier, note (2006). Déclassement routier : courrier, note, plan (2007-2011).

2004-2011

94 Expérimentation de chasses hydrauliques, mise en œuvre du projet : courrier, note, compte-rendu (2009-2012). Communication autour du projet : mails, diaporama, brochure, courrier (2012). Organisation d'une semaine de test : mails, compte-rendu, article de presse (2012). Mise en place de l'étape 1 : mails, diaporama (2012). Passage de la phase 1 à 2 : courrier, mails, invitation, articles de presse (2013). Incident sur un civellier : courrier, mails, rapport (2013). Organisation de réunions de suivi : diaporama, courrier, invitation, mails, note (2013-2014). Passage à la phase 3 : courrier, note (2014). Echange avec Jacques Bouton, ex délégué du Groupe Français de Réhologie auprès de la Société Européenne de Réhologie : courrier, mails (2014-2015). Fin de l'expérimentation et organisation d'une réunion publique : articles de presse, discours, diaporama, invitation, affiche (2014-2015). Restructuration des portes de la mer : arrêté, courrier (2015). 2009-2015

95 Aménagement de la côte picarde.

Contrat « côte picarde 1992-1993 » pour le développement et l'aménagement de la côte picarde, signature : invitation, discours, articles de presse, bilans budgétaires, programme d'investissement, rapport « Vers un espace touristique européen », contrat, correspondance (1991-1992). Comité de pilotage : descriptif des projets, correspondance, tableaux de financement, compte-rendu, note (1992-1993). Préparation et signature du contrat 1997-1999 : correspondance, rapport, note, articles de presse, rapports, tableaux budgétaires, note, correspondance, rapport, communiqué, discours, contrat (1996-1998). Fin du dispositif : note, tableaux budgétaires, correspondance, articles de presse, dossier de présentation des projets (2000-2001).

Complexe Belle Dune, aménagement de voirie : historique du projet, note, compte-rendu (1993-1995). Rédaction d'un avenant au protocole d'accord de 1994 : correspondance, note, protocole d'accord (1994-1999). Candidature au titre du FEDER (fonds européen de développement régional) : dossier de prise en considération (1997). Bilan global des travaux : rapport, bilan prévisionnel, note (1998). Réflexion sur les conditions de mise à disposition des locaux à Pierre et Vacances : note, correspondance, état des ventes, compte-rendu (1997-1999). Présentation : dossier de présentation (1999). 1991-2001

206 W 96 – 97 **Bateau baliseur Somme II.** 1997-2009

206 W 96 Association de sauvegarde, demande de subvention : dossier de présentation du bateau (2006).

Acquisition et délégation des missions de gestion et d'entretien du navire à l'association « Somme II » : courrier, articles de presse, note, rapport, convention (1999-2000). Délégation de gestion à Rando Nature après restauration, choix d'un statut réglementaire pour le bateau, demande d'expertise du bateau, demande de réparation du moteur, retour du baliseur en Baie de Somme, mise à disposition : plan, rapport, correspondance, article de presse (2009).

Balisage en Baie de Somme, modernisation, remplacement du bateau-baliseur "le Baie de Somme" par le "Somme II" et inauguration : discours du président du Département, article de presse, document de présentation, invitation, liste des participants, correspondance, rapport d'expertise, rapport du président, convention entre l'Etat et le Département, texte de loi, compte-rendu de réunion, étude de faisabilité de l'opération (1997-2000).

1997-2009

206 W 97

Restauration, recherche de restaurateurs : arrêté, correspondance, note, coupure de presse (2000). Placement en cale sèche : courrier, articles de presse (2000-2001). Reprise du chantier de restauration, négociation avec la commune de Saint-Valery : note, courrier, mail, coupure de presse (2001-2003). Déplacement : photographie, article de presse (2003). Evaluation technique et financière : délibération, rapport (2003). Montage financier et lancement des travaux, réflexion : plan, CCTP, mail, note (2003-2004). Lancement de la consultation : courrier, descriptif des travaux, articles de presse (2005). Attribution de subventions par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) : courrier, décompte (2005-2006). Attribution de subventions par le groupe banque populaire : courrier (2006). Demande de restauration par l'association Somme II : article de presse, compte-rendu de l'assemblée générale, correspondance (2006-2007). Voyage du bateau vers Lorient : courrier, mails (2007). Suivi des travaux, réunion du 10/01/2008 : rapport, mail, photographie (2007-2008). Augmentation du coût des travaux : courrier, note, photographie (2008).

2000-2008

206 W 98 – 99 **Protection du littoral.**

1988 – 2010

206 W 98

Colloque « plages, objectif qualité » organisé par l'Agence de l'eau Artois-Picardie, présentation de la politique du Conseil général de la Somme pour l'assainissement de la Baie de Somme et du littoral picard : carte, courrier, compte-rendu, plaquette (1988).

SMACOPI (Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard), point sur la situation du syndicat : notes manuscrites, rapport confidentiel de la direction des affaires financières (1991-1992).

Protection du littoral picard, instance de concertation : compte-rendu de réunion, notes manuscrites, note de service, article de presse, rapport du président (1990-2000).

Opération « Côte picarde propre ! » menée par le Conseil général : étude réalisée par Vidam conseil (1994).

Cayeux-sur-Mer, protection contre l'érosion : correspondance, mails, note, rapport, articles de presse (2007-2009).

Partenariat avec les élus normands, organisation de conférences permanentes des exécutifs du littoral : compte-rendu, correspondance, note, articles de presse, mails (2009-2010).

Tempête Xynthia, réflexion sur l'érosion du trait de côte : correspondance, note, compte-rendu, articles de presse (2010).

1988 – 2010

206 W 99

Recul de la falaise à Mers-les-Bains / Le Tréport et Ault-Onival, étude de défense contre la mer, suivi de la demande de subvention pour rechargement de la plage et rehaussement de l'épi majeur au nord-est de la plage, financement des programmes d'étude de protection et de stabilisation de la plage, étude des propositions d'aménagement du littoral : photo, article de presse, étude de protection contre les franchissements, liste des invités aux réunions, compte-rendu de réunion, étude de présentation des solutions, note de réflexion, brochure "Aménagement du littoral en Seine-Maritime", étude de la protection contre les franchissements, correspondance, note de service, note de synthèse, note de situation, rapport de présentation, étude d'adaptation de la zone urbanisée, plan, étude de la restauration des plages, diagnostic sur l'état de la falaise.

1991-2000

206 W 100 -  
105

**Inondations.**

2001-2013

206 W 100

Crues de 2001, bilan de la situation en février : rapport réalisée par la subdivision navigation de la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) (2001).

Dispositions exceptionnelles. - Réunion extraordinaire du Conseil général, mise en place de dispositifs d'urgence : programme, dossier cartographique, extrait de rapport, allocution du président, dossier de présentation, récapitulatif des interventions (2001). Parlement européen, mobilisation des ressources budgétaires et visite de M. Michel Barnier, commissaire européen : note préparatoire, communiqué de presse, article, correspondance (2001). Promotion touristique

de la région, mise en place d'un plan d'action : note, bilan, proposition d'action (2001). Mise en place du modèle de prévision des hautes eaux : communiqué de presse, correspondance, relevés de décision, compte-rendu (2001-2002). Disposition relative au fonds de compensation de la TVA suite aux dommages liés aux inondations : correspondance, note, amendement (2002). DIREN (directions régionales de l'Environnement) Nord-Pas-de-Calais, modification de la mesure des débits de la Somme : correspondance, tableaux, schémas (2002). Réunions d'informations, organisation d'une réunion le 27 février 2002 et le 5 juillet 2002 avec les élus : invitations, liste d'invités, bilan des travaux réalisés sur le canal de la Somme, la Somme canalisée et les ouvrages d'art, communiqué de presse, ordre du jour, correspondance, note, articles, photographies, cartes (2002).

Programme exceptionnel « Vallée et Baie de Somme », demande de participation aux travaux auprès du Conseil régional : correspondance (2001). Proposition de convention avec l'agence de l'eau : rapport du président, correspondance, convention, récapitulatif financier, note (2001). Réunion du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) : compte-rendu, articles, note, fiche du SGAR (2001). Mise en place de la procédure d'instruction des dossiers de subventions : note, modalités d'instruction, fiche d'instruction modèle, récapitulatif financier, liste des communes déclarées à l'état de catastrophe naturelle, carte des inondations (2001-2002). Description du programme : compte-rendu de réunion avec le ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, synthèse descriptive, calendrier prévisionnel des réunions (2002). Relogements de familles sinistrées : correspondance (2002). Mise en place du programme : relevé de décision, note, situation des travaux au 21 février 2002 (2002-2004). Demandes de subvention : correspondance, ordre du jour, liste des indemnisations, tableau récapitulatif, programme des subventions par année (2002-2005). Programmation des travaux Vallée et Baie de Somme : programmes, correspondance, fiche descriptive du programme (2005-2006).

2001-2006

206 W 101

Remise en état de la Somme canalisée.

Écoulement de la Somme entre Abbeville et Saint-Valery, amélioration, suivi des actions : programme d'actions décidées par le Conseil général, rapport du président (2001). Démolition du barrage supérieur de l'écluse de Saint-Valery : correspondance, schémas, devis, note de synthèse, note technique, notice descriptive, compte-rendu de réunion (2001). Démolition du pont du Doigt d'Abbeville : plaquette, lettres, note (2001).

Travaux à réaliser, estimation : estimation détaillée des travaux et des dépenses [2001-2002]. Demande de

subventions : correspondance, programmation des crédits de l'État (2001-2002). Rencloûture du Molennel, réflexion sur l'aménagement d'un bassin tampon : correspondance, schéma, carte, note, rapport, discours (2001-2002).

Restauration des berges, interview : mails, article, note, photographies (2003).

Niveau d'eau du canal de la Somme, surveillance du bassin de la Somme : correspondance, relevé de conclusions (2001). Demande adressée à VNF pour limiter la montée du niveau du canal : correspondance, rapport sur la situation hydraulique des canaux vis à vis du fleuve Somme (2002). Plainte relative à un niveaux d'eau insuffisant : correspondance (2005).

Berges, consolidation végétale : projet, programme, article de presse (2005).

Bilan des travaux, organisation d'une réunion d'information, inauguration des travaux : programme, article de presse, entretien, invitation, diaporama de la réunion, correspondance (2005).

Site de Saint-Valery-sur-Somme, restauration des berges du canal maritime : correspondance, arrêté, descriptif des travaux, budget (2005-2009). Contrôles du programme canal de la Somme 2006 : lettre du préfet, liste des pièces à fournir, fiche opération, rapport de contrôle, fiche de procédure (2006-2008).

Rétablissement des installations. Remise en état de la voirie départementale et des ouvrages d'art, rapport relatif aux besoins de réinvestissement sur les routes départementales : rapport, schéma, carte des routes inondées, récapitulatifs des travaux à effectuer, note concernant un ouvrage d'art à Pont-Rémy (2001).

Bilan de l'avancement des travaux : bilan, planning, cartes (2001).

Portes à flot d'Abbeville, questionnaire relatif à la propriété de l'ouvrage : correspondance, photographies (2002).

Bilan de la remise en état, bilan financier, plan de situation des travaux, profils en travers (s.d.).

Réouverture de la navigation sur le Canal de la Somme, surveillance des travaux liés au chômage du Canal du Nord, choix de la date : correspondance, synthèse explicative, mesures en cas de fortes pluviosités, articles, note sur la situation hydraulique de la Somme (2003). Reprise du tourisme fluvial : article de presse (2005). Réorganisation de la gestion du niveau d'eau : courrier, presse (2010).

2001-2010

206 W 102

Association d'aide aux sinistrés.

Association des Victimes des Inondations d'Abbeville (AVIA), inquiétudes concernant les berges de la Somme, demande d'explications quant à la situation des travaux dans le secteur d'Abbeville : correspondance (2001-2002). Demande de confortement des berges au lieu dit « La Sauvagine » : correspondance, mails, diaporama (2007-2009). Fédération des associations de sinistrés de la Somme (FASS), demande de subvention, Plainte auprès du tribunal administratif d'Amiens : ordonnance, rapport d'expertise, mails, correspondance, article de presse, requête, procès verbal de constat, statuts (2002-2004). Plainte auprès du tribunal administratif d'Amiens : ordonnance, rapport d'expertise, mails, correspondance, article de presse, requête, procès verbal de constat, statuts : correspondance (2002-2003). Association des sinistrés des sept communes, demande de rencontre avec les élus : correspondance, note (2003).

Réflexion post inondations. Forum « gestion des risques naturels et industriels », participation du Conseil général de la Somme : correspondance, programme, texte de l'intervention (2001). Programme de recherche du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) sur les remontées des nappes phréatiques, édition d'un rapport sur les nappes phréatiques, demande de subvention au Conseil départemental : correspondance, compte-rendu, résumé du programme, extrait des délibérations, dossier de demande de subvention, rapport (2001-2003). Institut d'Etudes et de Recherches pour la Sécurité des Entreprises (IERSE), présentation de la gestion de crise post-inondation : correspondance, plaquette (2002). Charte nationale de l'environnement, ateliers inondations à Compiègne : texte de la 3e table ronde sur le principe de participation et de culture du risque, avant-projet de note de problématique de la Direction régionale de l'Environnement, correspondance, note (2002-2003). Enquête relative au programme d'évaluation des politiques publiques, évaluation de la gestion de crise et de post crise de la DDE de la Somme : correspondance, note, compte-rendu de réunion datant de 2002 (2002-2005). - Première rencontres parlementaires pour la prévention et la gestion des inondations : programme (2003). - Colloque sur la prévention des risques d'inondation, interview du président du Conseil général : correspondance, programme, conducteur de l'entretien, texte de l'entretien (2004).

Colloque « Les inondations de la Somme, 10 ans après », participation : brochures, coupure de presse, communiqué, invitation, liste des participants, mallette publicitaire (2011-2012).

2001-2012

206 W 103

Expertise post-inondations : rapport sur la crue et les inondations de la vallée de la Somme de mars à mai

2001-2007

2001, rapport de la mission d'expertise sur les crues d'avril 2001, note, rapport à la commission européenne, articles, plaquette explicative, lettre du BRGM, étude des crues de la Somme, bilan de la DDE, rapport parlementaire, commission d'enquête du Sénat (2001).

Bilan des actions du Conseil général de la Somme dans le domaine des infrastructures, réunion de travail du 18 décembre 2007, présentation de l'AMEVA : diaporama, photographie, coupure de presse, tableau, brochure, mails, note (2005-2007).

206 W 104

Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique du Bassin Versant de la Somme (SMAHBVS).

Création : arrêté portant création, statuts, rapport du président (2001-2002). Adhésion : liste des communes membres, extraits des registres de délibérations, carte des communes favorables au syndicat, article de presse, discours, accord cadre avec l'Agence de l'eau, note, schéma, relevé sur carte des zones inondées (2002). Désignation des vice-présidents : correspondance, cartes, note, composition du bureau (2003). Appel à projet prévention et lutte contre les inondations, candidature : correspondance, tableau, rapport, modèle de fiche de synthèse à remplir, ébauche de réponse de la DIREN (Direction Régionale de l'Environnement), invitation, résultats (2003). Réunions du bureau : compte-rendu, correspondance, budgets prévisionnels (2003-2004). Modification des statuts : statuts (2005).

Étude de modélisation hydraulique de la Vallée de la Somme, préparation du lancement de l'étude : compte-rendu, correspondance, note, cahier des clauses techniques particulières, cartes, cahier des charges, calendrier prévisionnel, propositions complémentaires, étude des offres (2002-2004). Problèmes de réalisation de l'étude : correspondance, note d'intention, note d'avancement (2004). Point d'étape : invitation, relevé des conclusions, compte-rendu (2004-2005). Réalisation : compte-rendu, rapport, avis technique, note de synthèse bibliographique, étude, note hydrologique, plan du réseau hydrographique de la vallée de la Somme (2004-2005).

2001-2005

206 W 105

Stations débitmétriques, préparation du lancement de l'étude pour l'installation des stations : correspondance, cahier des charges, compte-rendu, délibérations, note (2001-2002). Présentation de l'installation des stations : correspondance, compte-rendu, rapport provisoire, présentation de chaque station (2003-2004).

Crue de 2002, surveillance du niveau de l'eau,

protection des habitations : correspondance, prévision des débits, communiqué de presse, photographies, plaintes (2002).

Prévention contre les inondations, programme d'action du Plan Somme 2007- 2013, signature, financement, mise en place du comité de pilotage et technique, délégation de maîtrise d'ouvrage, rétablissement du continuum hydroécologique : invitation, article de presse, déroulé, photographies, mails, article et dossier de presse, discours, guide d'information, diagnostic (2008-2010).

Gestion des niveaux d'eau de la Haute Somme, sécheresse et surveillance : correspondance, compte-rendu, fiche hydrologique, mails (2010-2013).

Station de pompage de Sur-Somme, adaptation : correspondance (2012-2013).

2001-2013

206 W 106 - **Sites de la Grande Guerre.**  
126

206 W 106 – Historial de la Grande Guerre, Péronne.  
119

1985-2003

206 W 106 Création.

Programmation du futur musée, choix de l'architecte et organisation d'un concours d'architecture, organisation d'une exposition de préfiguration, demande d'aide de l'Etat et de prêt d'objets muséaux, demande de permis de construire, appel aux soutiens, relation avec la ville de Péronne : dossier de presse, communiqué de presse, correspondance, publication de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques 1977-1987, note de présentation, compte-rendu de réunion, plan, rapport du président du Conseil général, dossier programme, article de presse, étude de Gérard Rougeron, conseil en communication "Centre culturel et historique de la Somme, conception, fonctionnement, coûts" (annexes) (1985-1988).

Réalisation et construction, montage financier, participation financière des conseils généraux et de la Région : liste des Département ayant ou non participé, notes manuscrites, courrier de réponse (1987-1992). Inauguration et invitations de partenaires : fiche technique et financière, article de presse, bordereau d'envoi, notes manuscrites, note d'information, correspondance (1989-1992). Programme FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), demande et gestion de la subvention, retombées touristiques : convention, correspondance, bordereau d'envoi, fiche financière, note d'information, notice de

présentation du projet, dépliant (1989-1993).

Suivi du projet et poursuite de la réalisation de la conception et des travaux, budget d'acquisition des collections : correspondance, mémoire de travaux, note explicative, rapport du Président du Conseil général, délibération du Conseil général, situation des crédits ouverts, rapport d'analyse des offres pour les travaux de gros œuvre, contrat avec Gérard Rougeron, conseil en communication, rapport d'activité de l'agence pour la conception, la réalisation et la coordination de l'exposition de préfiguration (1988-1994).

Relation avec la ville de Péronne, aménagement des réserves du musée et de son environnement dont mise en valeur de l'étang du Cam et parking, réflexion autour de l'implantation d'une annexe de la Bibliothèque Centrale de Prêt (BCP) à Péronne en lien avec l'Historial : convention de partenariat, contrat de ville, correspondance, budget prévisionnel, article de presse, note de service (1989-1994).

1985-1994

206 W 107 Construction.

Passation d'un marché d'ingénierie et d'architecture, ajustement du programme de construction et de muséographie, réhabilitation partielle du château dont extension des surfaces d'accueil et de couverture de la cour, organisation d'une visite de chantier, réunion de suivi du projet, sélection de textes sur la Première Guerre mondiale : numéro 36 de la revue Architecture Information Picardie, dépliant de présentation, offre des candidats, analyse des offres, compte-rendu de réunion, extrait de délibération du conseil général, rapport du Président, article de presse, devis, lettre de M. le Secrétaire Général de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions, plan, dessins, notes manuscrites, correspondance, note de service.

1989-1992

206 W 108 Organisation.

Fonctionnement prévisionnel, établissement de l'organigramme : note, correspondance (1989). Audit du cabinet « Museologiques » : étude de fonctionnement, correspondance, proposition d'étude organisationnelle et de simulation budgétaire, note, convention (1989). Proposition d'assistance à maîtrise d'ouvrage : correspondance, note, projet de convention, références de la société Muséologiques

---

<sup>15</sup> Incommunicable 50 ans en raison de la présence de données personnelles.

<sup>16</sup> Incommunicable 50 ans en raison de la présence de données personnelles.

(1989). Étude de fonctionnement avant ouverture : correspondance, note, commentaire, article sur la gestion des musées, principes de fonctionnement, note, plans (1991-1992). Projet de règlement intérieur : règlement (1992). Prévisions budgétaires : note, tableau récapitulatif des charges, correspondance (1995).

Mise en place de l'informatique : correspondance, tableau comparatif, note, projet d'informatisation de l'historial, budget (1987-1992). Architecture : plans de l'atelier Ciriani, note, perspectives intérieures du bâtiment (1988-1991).

Interrogation sur le mode de gestion, conventionnement avec le Conseil général, projet de modification des statuts, présentation des activités : compte d'exploitation, comparatif des différents modes de gestion, extrait des délibérations, statuts de l'association, convention, statuts (1991-1997). Répartition des charges de fonctionnement : commentaires, propositions budgétaires, rapport sur les ressources, récapitulatif des charges, hypothèses de propositions budgétaires, organigramme, compte-rendu (1991-1992). Choix du mode de gestion : correspondance, rapport du président, note, convention (1994-1997).

Recrutement d'un directeur : notes manuscrites, contrat de travail, note de réflexion sur la politique culturelle et l'organisation de l'Historial, CV, note de synthèse concernant les candidatures, article de presse, lettre de candidature (1990-1991)<sup>15</sup>.

Recrutement d'un conservateur des Musées départementaux, organisation de la commission : lettre de candidature, CV, fiche de poste, texte de loi (1993-1994)<sup>16</sup>.

Délégation de service public, préparation et examen de l'offre de l'association de l'Historial : rapport, mail, note (2002-2003). 1987-2003

206 W 109 – Muséographie. 1986-1999  
114

109 Conception et programmation proposées par Gérard Rougeron et Storia : programme, abstract des contenus historiques, compte-rendu de réunion, contrat, notes manuscrites, rapport d'étude « Centre culturel et historique de la Somme : Conception, fonctionnement et coûts », correspondance, convention, étude de faisabilité (1986-1989).

Production et programmation audiovisuel : contrat, correspondance, compte-rendu de réunion, notes manuscrites (1989-1990).

Signature de contrats avec M. Rougeron et la société Storia : copie de contrat, convention, correspondance, 1986-1990

article de presse, facture, note de service, notes manuscrites, compte-rendu de réunion (1989-1990).

- 110 Aménagement : descriptif des salles, liste des sous-titres des films, catalogue, offres non retenues. 1990
- 111 Communication, édition de plaquette de présentation : plaquette de présentation, facture, article de presse, correspondance (1989-1990).
- Avant-projet d'aménagement intérieur et proposition finale intitulé « Programme et conception muséographique » : document graphique, texte de présentation, plan d'implantation des salles [1990].
- Promotion du projet, organisation d'une campagne de presse avec visite de presse : dossier de presse, article de presse, offre de service pour une étude de stratégie marketing, catalogue de l'exposition présentant l'œuvre d'Alexandre Zinoviev (1990-1992). 1989-1992
- 112 Consultation pour le concours de maîtrise d'oeuvre, remboursement des offres non retenues, mise au point de l'avant-projet avec la société Repérages : facture, correspondance, compte-rendu de la réunion du jury, feuille de présence, dossier-programme, règlement du concours, plan et dessin, question sur le programme du concours, avis d'appel à candidature, procédure de concours, éléments de réflexion sur l'établissement d'un groupement d'intérêt économique et sur le processus d'un appel à la candidature pour l'établissement d'un marché d'ingénierie (1989-1990).
- Avant-projet « Repérages », examen : avant-projet sommaire, plan, compte-rendu de réunion, notes manuscrites, correspondance, note sur l'avancement du projet, rapport du président, synthèse architecturale et technique du programme muséographique (1990). 1989-1990
- 113 Etude de définition muséographique : avant-projet sommaire, rapport d'analyse économique, planning prévisionnel détaillé d'études et de travaux, marché, descriptif des contraintes techniques, plan (1990-1991).
- Marché « mobilier-vitrines », visite avec la société Repérages suite au changement de programme, assistance à la mise en place des collections : rapport sur la protection des collections, correspondance (1991).
- Aménagement de la salle centrale, réflexion et aménagement muséographique, commande pour la conception d'une œuvre d'art contemporaine auprès

du sculpteur George Lappas : document de présentation du musée, CCTP, marché, plans, notes manuscrites, devis, dessins, compte-rendu de réunion, texte de loi, note chronologique sur l'évolution du projet, note de service, correspondance (1991-1992).

Commande d'un synopsis pour la réalisation d'un scénario mettant en place une fiction ayant pour théâtre des opérations les lieux de la Bataille de la Somme : synopsis « Mémoire vive : la Picardie dans la Grande Guerre », contrat de commande, document financier, correspondance (1993-1994). 1990-1994

- 114 Valorisation audiovisuelle, pré-contentieux et contentieux Gérard Rougeron sur les attributions du droit d'auteur relatif à la conception et à la réalisation muséographique de l'Historial, abandon de la maîtrise d'oeuvre muséographique, contentieux sur le film « Les moissons de fer » réalisé par Gérard Rougeron : texte de loi, protocole d'accord, document de présentation, cahier des clauses administratives particulières relative à la production audiovisuelle pour l'exposition de préfiguration de l'Historial, devis, article de presse, citation directe devant le tribunal correctionnel, contrat de cession et certificat d'enregistrement de marque « Historial de la Grande Guerre », protocole d'accord entre Rougeron/Storia et le Département, rapport d'étude relatif à la conception, au fonctionnement et aux coûts du musée, contrat pour la production et la réalisation audiovisuelle d'interviews de témoins de la Grande Guerre, correspondance, copie des contrats, justification du respect de l'enveloppe financière, textes de signalétique thématique, facture, étude exhaustive des faits, notes manuscrites (1990-1999).

Coproduction du cd-rom « La Très Grande Guerre » entre Gérard Rougeron/LMK images et l'HGG : synopsis, proposition de contrat de subvention, devis, correspondance (1996-1996).

1990-1999

206 W 115 – Valorisation.  
119

1987-1997

- 115 Salon international des musées et des expositions du 14 au 19 janvier 1992, participation de l'Historial : article de presse, revue de presse, correspondance, invitation, plan du stand, proposition de mission pour la conception du stand par la société d'architecture Repérages. Relation avec les autres musées et institutions relatif aux conflits : article de presse, correspondance (1989-1992).

Salon international de l'architecture du 27 octobre au 4 novembre 1990, présentation du projet de l'Historial par le Conseil général : article de presse, photo, correspondance, devis et facture, plan du stand, textes des panneaux, liste des invités à l'inauguration (1990).

Production audiovisuelle du film « Le printemps sans fin » par Storia : rapport explicatif (1992).

Création d'un service éducatif, animation pédagogique, transport des élèves, article de presse, dossier de demande de subvention, guide pédagogique, compte-rendu de réunion des comités de pilotage des services éducatifs de l'Historial et de Samara, convention, programme des sorties scolaires, notes manuscrites, devis, correspondance, note de service, plaquette de présentation du dossier pédagogique (1989-1994).

Survol de Péronne en hélicoptère : cassette vidéo, photo, correspondance (1996). 1989-1996

- 116 Inauguration, constitution du comité d'organisation : liste des membres du comité de pilotage, lettre au préfet, note (1992). Comité plénier, réunion du 5 mai 1992 : synthèse des propositions, correspondance (1992). Comité restreint, réunions : invitation, cérémonie, synthèse de la réunion, note, liste (1992).

Invitation des Ambassadeurs : lettre d'invitation, réponses des ambassadeurs, note, correspondance. Invitation au déjeuner : liste d'invités, programme, correspondance. Invitation des participants à l'inauguration internationale : lettre de réponse, lettres d'invitation, liste des réponses positives et négatives, carton d'invitation, liste des personnes présentes par catégorie (journalistes, personnalités, anciens combattants...), article de presse. Demande du haut patronage du Président de la République française : correspondance, note (1992).

Cérémonie, fixation de la date d'inauguration : correspondance, programme du colloque « La guerre et la mémoire de guerre », bulletin du centre de recherche, synthèse de réunion, note, note de synthèse (1989-1992).

Invitation et revue de presse (1992-1997).

Cadeau post-inauguration : lettres de remerciements, coffret cadeau contenant plaquettes, pin's, cédérom, correspondance, devis, note (1992-1993).

Visite du Ministre de la Culture et de la Francophonie Jacques Toubon le 09 octobre 1993 : correspondance, article de presse, notes manuscrites (1993). 1989-1997

- 117 Plan de communication (dont inauguration) et organisation d'un festival de jumelage, choix des entreprises et mise en œuvre Fusion : photo, offre non retenue dans le cadre de l'appel d'offre, correspondance, dossier de presse, revue de presse, bordereau d'envoi, photos aériennes du site en construction et post-construction, document de présentation, notes manuscrites, plaquette de présentation, compte-rendu de réunion avec l'agence de communication Fusion, protocole d'accord, devis et 1991-1997

facture, plan d'action marketing.

118

Centre de recherche, création, participation du Département aux différentes réunion d'installation, relation avec le comité directeur, l'UPJV (Université Picardie Jules Verne, Amiens), attribution de bourses aux chercheurs, organisation d'une journée Erasmus, création du comité directeur, organisation d'une journée de travail : correspondance, notes manuscrites, invitation, article de presse, rapport d'étude sur la création du centre de recherche, note de service, discours, extrait du procès-verbal du conseil d'administration, liste des participants, statuts, compte-rendu de réunion, cassette VHS (1989-1994).

Contrat passé avec la société Studio 44 pour la production audiovisuelle pour un film intitulé « La Somme », spectacle multi-écrans « Somme 01/07/1916 » et réclamation de droits pour le spectacle audiovisuel « The lark and the poppy » : correspondance, protocole d'accord, note, contrat, cahier des clauses techniques particulières, acte d'engagement (1987-1992).

Demande de transmission des biographies de personnes interviewées dans le cadre de son travail à l'historial : lettres recommandées, sommation, assignation en référé, notices biographiques (1992).

Edition d'une collection nationale d'histoire culturelle comparée intitulée « Grande Guerre », partenariat avec le CRDP (Centre Régional de Documentation Pédagogique de Picardie) : correspondance, convention de coédition, compte-rendu de réunion, dossier de demande de subvention (1994-2000).

Salles pédagogiques, inauguration le 01 février 2001, réflexion quant au nom donné aux salles : article de presse, discours, invitation, convention de fonctionnement du service éducatif et culturel, texte de l'exposition (2001).

Etang du Cam, projet d'aménagement et projet 6e continent : document de présentation (2012).

1987-2012

119

Coproduction des films « Les années fracture », « Le cabaret de la Grande Guerre » dans le cadre de la mission de montage d'animation culturelle confiée à l'entreprise Morgane et « Les Sillons du feu » réalisée pour l'inauguration de l'Historial et diffusion sur la chaîne Arte, animation de la journée d'inauguration et organisation de l'évènement « Premières rencontres de l'Historial » : contrat et convention de coproduction, correspondance, comptes de production, article de presse, facture, invitation, liste des personnes présentes à la diffusion, dossier de presse, note d'intention, synopsis, devis, plan de financement, revue

1992-1999

de presse, dépliant Arte, livret « Premières rencontres de l'Historial », rapport du président du Département, étude préalable à la coproduction du film (1992-1995).

Projet de création d'un festival international du film de guerre intitulé « Rencontres internationales de l'Historial » : document de présentation, correspondance (1999).

Problèmes liés aux droits d'utilisation des archives filmées mises à disposition de l'Historial : note de service, correspondance (1999).

206 W 120 -  
121

**Classement et valorisation des sites de la Première Guerre mondiale.**

1989-2019

206 W 120

Circuit du souvenir<sup>17</sup>, édition d'une carte, participation à un groupe de travail « tourisme », participation au projet relatif au développement touristique par l'APPEVA (Association Picarde pour la Préservation et l'Entretien des Véhicules Anciens) via le Petit train de la Haute Somme à Froissy, acquisition du domaine du site dit « Gibraltar » à Pozières et organisation d'une cérémonie dans le cadre des commémorations de l'Anzac-Day avec l'Ambassadeur d'Australie, mise en valeur des sites, aménagement et signalisation des trois sites de la Grande Guerre acquis par le Département (Fay, Pozières et Soyecourt), estimation des travaux, correction des panneaux explicatifs, acquisition de terrain : correspondance, article de presse, compte-rendu de réunion et du comité de pilotage, liste des sites à signaler, notes manuscrites, étude préalable à la création d'un terminus à Dompierre par l'APPEVA, avis du domaine, plan cadastral, note de service, dépliant (1989-1998). Refonte de la brochure en lien avec le comité départemental du tourisme de la Somme : correspondance, note d'orientation, notes manuscrites (1999-2000).

Sites de la Grande Guerre de la Somme (Soyécourt, Fay et Pozières), valorisation et mise en valeur par le Département, inauguration, aménagement et signalétique, sollicitation d'une aide financière : article de presse, correspondance, invitation, document de présentation, notes manuscrites, compte-rendu de chantier, convention avec la Région, arrêté du Président de Région dans le cadre de l'aide du Fonds Européen de Développement Régional, extrait du procès-verbal de délibération du Conseil Général, état récapitulatif des dépenses (1996-2006).

Etude sur la valorisation touristique des batailles de la Somme, intervention au sein du comité technique animé par le CDT (centre départemental du tourisme) : correspondance, invitation (1999-2001).

1989-2006

206 W 121

Protection du site de Thiepval et de Beaumont-Hamel, rédaction d'une motion de soutien : correspondance, motion, note (2011). Aboutissement du classement au titres des sites : mails, plans, décret (copie), rapport (copie), coupure de presse (2013).

Protection du site de Villers-Bretonneux et de Beaumont-Hamel, participation à des réunions de travail sur le projet : rapport d'activités,

---

<sup>17</sup> Cf également fonds CDT comité départemental du tourisme.

tableau récapitulatif des charges, dossier technique, rapport, étude d'opportunité, cartes (2011-2015). Aboutissement du classement au titres des sites : enquête publique : rapport, carte, mails, brochure (2015-2018). Réunion de lancement de la concertation locale : coupure de presse, brochure, diaporama, mails, programme (2015). Demande d'avis sur l'implantation de parc éolien près des sites : correspondance, coupure de presse (2016).

« Glory Hole », Ovillers-la-Boisselle, refus de permis de construire sur le site : mails, correspondance, coupure de presse, photographie, compte-rendu, plan (2005-2008). Préservation du site, fouilles archéologiques : correspondance, coupure de presse (2011-2019).

Bois des Loges, projet d'implantation d'une décharge sur la commune de Beuvraignes : articles de presse, descriptif du projet, étude historique du site, compte-rendu de réunion, mails, communiqué (2004-2007). Projet de création d'un mémorial en souvenir des soldats de la Première Guerre mondiale : correspondance, mails, procès-verbal de constitution du comité éthique et mémoire, plans (2004-2005).

2004-2019

206 W 122

Commémorations de la Première Guerre mondiale.

Voyage en Australie (24/10-07/11/1991), visite du ministre australien (24/04/1992) et du président du Sénat australien (27-31/10/1992) et réception d'une délégation australienne dans la Somme (30/08/1993) : discours du premier ministre australien, discours du président du Conseil départemental, article de presse, correspondance, programme de visite et des journées de commémoration, invitation, document de présentation, demande de participation militaire à la préfecture, liste des membres de la presse australienne, compte-rendu de réunion de préparation, bulletin d'inscription, carte de visite, note de service, liste des participants, facture, dépliants touristiques (1991-1993).

Mission commémorative australienne, organisation d'une cérémonie commémorative, remise de la dépouille du Soldat Australien Inconnu : correspondance (1993).

90e anniversaire de la Bataille de la Somme, organisation d'événements : brochures, note (2004-2006). Organisation d'un spectacle sur l'aérodrome d'Amiens-Glisy par le Conseil général : coupure de presse, brochure, invitation, correspondance, compte-rendu (2006). Sécurisation des cérémonies : coupure de presse, mails, correspondance, procès-verbal (2006).

Centenaire de la Première Guerre mondiale, organisation des évènements : document de présentation, compte-rendu de réunion, document de présentation, article de presse, correspondance (2009-2015).

1991-2015

206 W 123 -  
126

**Mémorial de Thiepval et Centre d'accueil et d'interprétation.**

1994-2014

206 W 123 The Western Front Association, inquiétude liée à l'aménagement et au remembrement des sites : correspondance (1994).

Visite du duc de Kent le 16 novembre 2000 : article de

presse, programme, liste des participants, programme de la journée, carte de repérage, tirage photographique sur papier, document de présentation du mémorial de Thiepval, liste des œuvres et interventions dans les cimetières français et belge d'Edwin Luytens, projet d'allocution, note de service, correspondance (2000).

Construction d'un centre d'accueil franco-britannique, aménagement de ses abords, convocation, tableau d'analyse des offres, avis d'appel à candidature, calendrier prévisionnel, mise en œuvre du concours, suivi du projet, désignation de l'équipe en charge, gestion des flux de circulation : procès-verbal d'avis pour le choix du maître d'œuvre, règlement du concours sur esquisse, rapport du président et délibération du Conseil départemental, plan, texte de loi, correspondance, budget prévisionnel et plan prévisionnel de financement, liste des donateurs, note de service, arrêté de circulation, convention avec le Commonwealth War Graves Commission, newsletter du musée, compte-rendu de visite, rapport préliminaire sur l'implantation du site par le CAUE (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement) (1999-2001). Dossier présenté au Feder dans la cadre du programme Interreg, demande de financement : correspondance, rapport de présentation et d'instruction, convention de coopération, document de présentation document budgétaire, compte-rendu du comité de pilotage, convention attributive de subvention, fiche opération, calendrier prévisionnel (2001-2005).

1994-2005

206 W 124 Avant-projet, préparation du concours muséographique : correspondance, document de présentation, rapport d'étude géotechnique, compte-rendu de réunion, planning prévisionnel, plan, rapport de visite (2001-2002).

Discussion avec les autorités anglaises pour le financement du centre, inauguration, achalandage de la boutique, conception et aménagement des abords, réflexion sur la création d'un dossier de presse, organisation d'une conférence donnée par l'historien Richard Holmes, protection paysagère du site, suivi du marché extension de voirie et aménagement paysager : correspondance, devis, liste des invités, document de présentation, plan du site et du périmètre de vigilance, notes manuscrites, étude de faisabilité pour une plateforme de compostage sur le site, engagement de cofinancement avec la CAF (Charities Aid Foundation), proposition pour les aménagements paysagers complémentaires, rapport du président, copie du permis de construire, article de presse, planning des travaux, invitation, affiche, article de presse, étude du CAUE (centre architecture urbanisme et environnement) (2002-2004).

2001-2004

206 W 125 Partenariat avec l'association « The Thiepval project », suivi du chantier, cérémonie de la pose de la première pierre, mise en œuvre de la signalétique, gestion du foncier, interrogation quant au régime fiscal liée d'équipement scénographiques, inauguration : documents financiers, article de presse, liste des donateurs, planning

prévisionnel de la cérémonie, liste des invités, invitation, acte de vente de terrains, document d'arpentage (copie), plan topographique, rapport paysager, rapport de l'architecte, notes manuscrites, compte-rendu de réunion de chantier, correspondance ; équipement d'accueil, examen du marché : commission d'examen (2002-2004).

Extension de voirie et raccordement au réseau de transport l'électricité vers le site de Thiepval dans le cadre du projet de reconstruction de la ligne 400 000 volts Amiens-Arras, suivi du dossier : rapport, plan, correspondance, convention de cofinancement avec RTE (Réseau de Transport d'Electricité), article de presse, compte-rendu de réunion, document de présentation, note de présentation, plan, coût prévisionnel, engagement de co-financement (2003-2004).

Signalisation du site : plan, compte-rendu, mails, note, correspondance (2004-2005). mise en place de la vidéosurveillance : compte-rendu, mails, correspondance (2005). commande d'un audit sur la réalisation et l'exploitation du site : audit, mails, correspondance (2005).

2002-2005

206 W 126 Commonwealth War Graves Commission, signature d'une convention avec le Conseil général pour l'entretien du site : mails, correspondance, convention (copie), traité (copie) (2005-2006).

Comité consultatif franco-britannique, réunions : compte-rendu, ordre du jour, mails, lettre de don, coupure et communiqué de presse, invitation, rapport, liste des participants, photographie (2006-2014).

Exposition temporaire extérieure à l'occasion du 80e anniversaire du Mémorial de Thiepval, supervision de la conception et de la réalisation, relations avec le commissaire d'exposition pour la traduction des panneaux et du catalogue d'exposition en anglais : cahier des charge, correspondance, document de présentation (2011-2012).

Anniversaire des 80 ans de l'inauguration du Mémorial, annulation : correspondance, mails, programme (2012).

Installation d'un chalet de l'office de tourisme du pays du coquelicot sur le site : correspondance (2013).

Inquiétudes des Britanniques sur la gestion du centre d'interprétation, organisation d'une réunion : correspondance, brochure, mails (2013-2014).

Lutyens Trust, invitation au déjeuner annuel : mails, discours (2014).

2005-2014

206 W 127

### **Bâtiments départementaux.**

Stratégie patrimoniale, gestion du patrimoine immobilier de la Somme : étude (2005-2006). Réunions du Pôle bâtiments : compte-rendu (2008-2009).

Accessibilité des établissements recevant du public du Département, comité de pilotage du diagnostic d'accessibilité : liste, invitation, diagnostic (2008-2009). Réalisation de travaux dans les collèges : correspondance, mails, carte, note (2009-2011)<sup>18</sup>. Journée territoriale de l'accessibilité : guide, correspondance, diaporama (2010).

Transfert de la propriété des collèges au Département, répartition des compétences entre la direction des bâtiments départementaux et la direction de l'éducation : note, compte-rendu (2001). Restructuration, programmation : note, correspondance (2001-2004). Abbeville, projet de troisième collège : coupure de presse (2004). Transfert de l'Equipe Mobile d'Ouvriers Professionnels (EMOP) exerçant auprès des collèges et intégration au sein de la direction des bâtiments départementaux : correspondance, diaporama, note, mails (2010-2013). Collège de Rivery, litige concernant une servitude de passage : correspondance, note, plan, arrêté, certificat d'urbanisme (2010-2013).

2001-2013

206 W 128

### **Samara.**

Régie, proposition de reprise à un prestataire privé : plan, correspondance, étude, article de presse, invitation à l'inauguration, brochures (1988-1990). Etude sur les modes de gestion du parc : rapport d'analyse des offres, mails, rapport, correspondance (2005-2006).

Association Samara, modification des statuts et analyse de la situation financière : projet de convention, note, projet de modification des statuts (1992-1993).

Réflexion autour de nouvelles offres touristiques dont la mise en place d'un ballon captif : correspondance, rapport, études, article de presse (1997-1998). Consultation marché public : acte d'engagement, règlement, cahier des clauses techniques, annexes, plans (1998). Conception du décor, installation et choix du nom : dossiers de présentation, note, correspondance (1998). Étude de la sécurité aérienne autour du ballon, mise en service et remplacement des câbles : correspondance, article de presse, invitation (1999). Démontage : mails, facture, rapport, brochure (2012).

Sculpture « Les Bornes du temps » sur le giratoire annonçant Samara, appel à idée, choix du projet de François Hornn : communiqué de presse, article de presse, correspondance, dossier de présentation, croquis et note (1998-2000).

Audit concernant la mise en valeur archéologique du site, développement, visite du paléosite de Saint-Césaire : rapport, article de presse, brochures, schéma directeur (2000-2005).

---

<sup>18</sup> Attention données personnelles : dossier incommunicable jusque 2051.

Développement, accessibilité : plan, correspondance (2002). Projet de construction d'un bâtiment central et de recomposition des circulations, subvention de la Région : compte-rendu, mail, pré-programme, rapport de procédure adaptée, diaporama (2009-2013).

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE), conventionnement en vue d'actions sur le site autour de l'environnement : historique, correspondance, rapport, note, compte-rendu, convention (copie) (2003-2009).

1988-2013

206 W 129

### **Bus Jaune.**

Fonds structurels européens, demande de subventions : note, correspondance, dossier de demande, convention (1995-1998). Inauguration : photographie [1997]. Fréquentation : statistiques (1997-2001). Soirée anniversaire : discours, bilan, note ; brochures (1998). Enquête sur l'activité de la ligne : correspondance, rapport, note (1999). Expérimentation d'une ligne Abbeville-Roissy : plaquette publicitaire, invitation (2000).

Délégation de prestations de communication et de commercialisation de titre à la société Effia : compte-rendu, rapport mensuel, règlement de concours, note, rapport d'activité, statistiques (2000-2001). Reprise de l'activité par la société Cariane : note, correspondance, jugement du tribunal de commerce (2001). Réflexion quant aux perspectives d'avenir de la ligne : compte-rendu, correspondance, carte, rapports (2001). Réclamation : tableaux, correspondance, avenant, articles de presse, plan de communication (2002). Ajustement des horaires : articles de presse, plaquette horaires, correspondance (2003).

Marque « Le Bus Jaune », enregistrement auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) : correspondance, demande d'enregistrement, délégation de pouvoir, publicité, catalogue du Festival international du film d'Amiens, revues, objets publicitaires (1997-1998).

Aide aux habitants travaillant dans la zone aéroportuaire Roissy-Charles de Gaulle, diminution du tarif de l'abonnement mensuel « bus jaune » : rapport, photographie, note, article de presse (1999-2000). Promotion de l'association « Roissy-Charles de Gaulle, une chance pour l'emploi en Picardie » : guide, brochure, coupure de presse, lettre d'information, magazine (1999-2000). Conférence-débat « Roissy, une chance pour l'emploi à Amiens et dans la Somme » : liste des participants, discours, convention (copie), note, invitation, coupure de presse, brochure, billet (2000).

Arrêt de la ligne, communication autour de la suppression, fin du contrat d'exploitation, réunion avec Amiens Métropole : correspondance, note, rapport, plaquette, communiqué de presse, tract (2002-2003).

Liaison autocar régionale Picardie – Roissy, création : plaquette, articles de presse, correspondance, avis d'appel public à candidature, analyse des coûts (2001-2003).

1995-2003

206 W 130 Eolien.

L'énergie en Picardie maritime, bilan énergétique régional : correspondance, plaquettes publicitaires, programme (1999-2000).

Parc éolien, projet d'implantation d'éolienne sur le site des Bas-Champs : correspondance, note, rapport, dossier d'information (1999-2000). Application de la loi littoral : correspondance, cartes (1999-2000). Renseignement sur la taxe professionnelle éolienne : carte, note (2000). Présentation d'entreprises du domaine de l'éolien : correspondance, dossier de présentation (2000). Implantation d'éoliennes sur le territoire : correspondance, articles de presse (2000-2001). Réalisation d'un atlas éolien régional par l'ADEME : correspondance, compte-rendu, note, cartes (2000-2002).

Berneuil, projet éolien : carte, fiche de présentation, photographie (2002).

Chargé de mission éolienne, recrutement : note, mails (2003).

Développement de l'éolien, situation du Département : mails, note, carte, articles de presse, correspondance, tableaux récapitulatifs (2004-2006).

Projet d'éolienne offshore en mer des deux côtes, débat public : cahier d'acteur, compte-rendu des tables rondes (2010).

1999-2010

206 W 131 Service urbanisme et logement, évolution du service, échange d'emploi avec la DDE : note, schéma, correspondance, organigramme (1988-1990). Opération d'amélioration de l'habitat, répartition de l'enveloppe régionale : note, correspondance, tableau récapitulatif (1988-1990). Politique du 1% logement : compte-rendu de réunion, article de presse (1990). Emprunt des organismes HLM au Département : note de service, correspondance, compte-rendu de réunion (1990-1992).

Environnement, participation à un séminaire concernant l'élaboration du contrat de plan Etat-région relatif aux programmes d'aménagement concerté du territoire (PACT) : article de presse, note de service, correspondance, plan (1988-1993).

Signature d'un contrat entre le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Somme) et le Département concernant les missions, les moyens et le programme d'actions annuel du CAUE, réflexion autour de la réhabilitation des granges : conseil d'administration, texte de loi, documents financiers, compte-rendu de réunion, accord cadre, projet de convention, note de service, correspondance (1989-1991).

Colloque départemental « Quel avenir pour notre espace rural ? », organisation : plaquette, rapport, étude « Conclusions de la mission sénatoriale sur l'avenir de l'espace rural français », note (1991-1992).

Contrats de ville (Amiens, Abbeville, Mers-les-Bains, Roye, Corbie, Péronne), participation à l'élaboration : document de présentation, note de présentation (1991-1999).

Concours et opération « objectif emploi », organisation : compte-rendu de réunion, article de presse, document de communication, invitation, note de service, correspondance (1993-1995).

1988-1995

206 W 132 Etude sur les dynamiques des principaux pôles urbains et ruraux du département commandé par le Département à l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) en vue de la préparation du schéma départemental d'organisation et d'amélioration des services publics, commande : plaquette de présentation du Comité d'expansion économique concernant les sites d'accueil pour les entreprises dans la Somme, article de presse, notes manuscrites, fiche thématique, compte-rendu de réunion, cartographie, note de service, correspondance (1994).

Orientation du Département : extrait du registre de délibérations du Conseil général, rapport, notes manuscrites, note d'orientations (1994).

Avis du CAUE sur quatre dossiers gérés par le Conseil général (aménagement du site du Hourdel, de l'étang du Cam à Péronne, des abords de la collégiale et des places de Saint-Riquier, du centre conchylicole du Crotoy) : correspondance, note sur l'état d'avancement du chantier (1994).

Présentation des différentes structures de développement local, groupe de travail Espace rural sous-groupe « pays, intercommunalités et zonage » : fiche descriptive, correspondance, note de service (1995).

Logement<sup>19</sup> : étude pour le logement des populations défavorisées par le CRESGE (Centre de Recherches Economiques, Sociologiques et de Gestion) en vue du décret d'application de la loi Besson, mise en place du plan d'action départemental pour le logement des défavorisés et création d'un fonds de solidarité logement, création de l'ADMI (Association Départemental des Maisons pour l'Insertion), mise à jour des statuts de l'association Pact-Adrim de la Somme : marché, cahier des charges, proposition d'étude, fiches action, note de service, rapport, compte-rendu de réunion, statuts, notes manuscrites, correspondance, note de synthèse (1989-1991). Création d'une l'Association Départementale

---

<sup>19</sup> Voir également 1269W et fonds du pôle logement habitat.

d'Information sur le Logement (ADIL) 80, participation<sup>20</sup> : rapport sur le projet de création, notes manuscrites, compte-rendu de réunion, statuts, note de service, correspondance (1989-1991). Organisation de la journée d'information « Logement social, des solutions pour la Somme » le 16 octobre 1991 : plan départemental d'action pour le logement des populations défavorisées, intervention du Préfet, du président du Conseil général, du directeur départemental de l'équipement et du président de la commission des affaires sociales, document de présentation de l'ADIL 80 et du Pact-Adrim, invitation (1991). Organisation par le service de l'urbanisme et du logement d'une journée sur le logement dans la Somme, 20 septembre 1993 : compte-rendu des débats, communiqué de presse, notes manuscrites (1993).

1994-1995

206 W 133 Rachat de logements occupés de la Société Anonyme de Crédit Immobilier de la Somme (SACIS), étude des demandes de garantie d'emprunt et mise en place du dispositif départemental d'aide aux accédants en difficulté : compte-rendu d'activité et statuts de la SACIS, convention, notes manuscrites, article de presse, texte de loi, document de présentation, compte-rendu de réunion, note de service, correspondance (1988-1990).

Association pour le regroupement du PACT et de l'Adrim 80 pour créer le PACT-ADRIM (Association pour la Protection, l'Amélioration, la Conservation et la Transformation de l'Habitat et le Développement de la Restauration Immobilière de la Somme), financement par le Conseil général, recrutement d'un directeur, création d'un « Espace-Information-Habitat », création d'une « Maison de l'architecture et du logement » à Amiens : procès-verbal du conseil d'administration, rapport d'activité, budget, projet d'organisation de la nouvelle association, rapport sur la situation financière et juridique du Pact de la Somme et de l'Adrim 80, plan des locaux, lettre de candidature au poste de directeur, article de presse, compte-rendu de réunion, délibération du conseil général, statuts, rapport du commissaire aux comptes, assemblée générale extraordinaire, notes manuscrites, rapport du président de l'association, correspondance (1989-1990).

Étude sur les éléments de confort du patrimoine immobilier ancien du Département de la Somme entre 1975, 1982, 1990, étude sur les subventions départementales à l'amélioration sanitaire de l'habitat (SDASH) : étude (1991).

1988-1991

---

<sup>20</sup> M. Petitjean semble être le DGA de l'administration départementale à cette période dont dépend le service urbanisme et logement, d'où cette production dont il n'est pas que destinataire.